هكذا من الاصل


# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16629 – 7,50 F - 1,13 EURO — MERCREDI 15 JUILLET 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

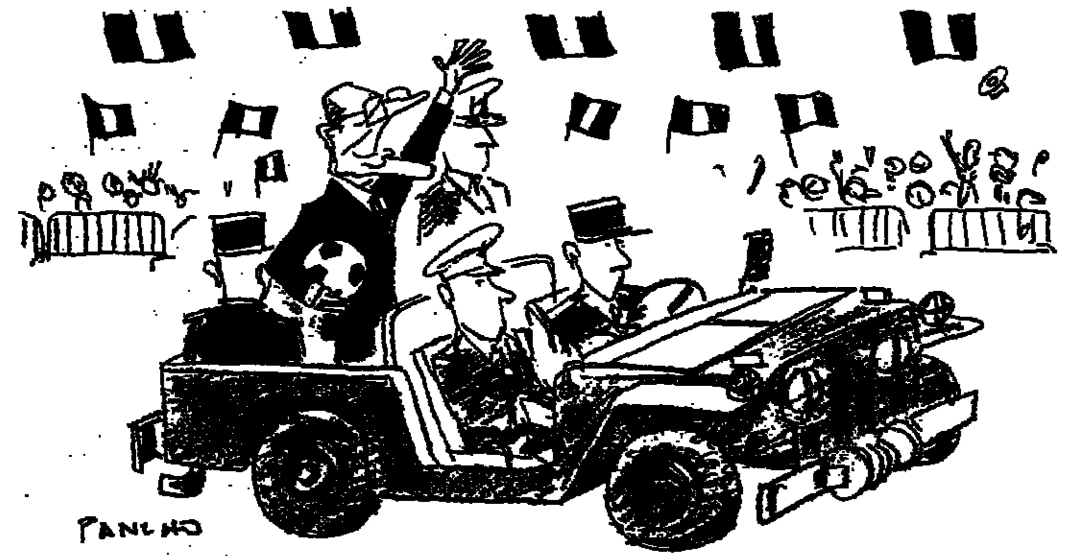

# Le 14 juillet d'une France galvanisée

● Les Bleus, invités d'honneur de la garden-party de l'Elysée ● Jacques Chirac exalte « une France qui peut gagner » ● Le défilé militaire a mis en valeur les nouvelles unités de l'armée professionnelle ● Le chef de l'Etat annonce que le Musée des arts et des civilisations ouvrira ses portes en 2004

**APRÈS** avoir assisté, lundi matin 14 juillet, au traditionnel défilé militaire sur les Champs-Elysées, dans lequel les forces de « projection », susceptibles d'intervenir à l'extérieur du territoire national, ont tenu la vedette, le président de la République, Jacques Chirac, devait répondre pendant une cinquantaine de minutes, en direct du parc de l'Elysée, aux questions de Patrick Poivre d'Arvor (TF 1) et d'Arlette Chabot (France 2). Deux jours après la finale victorieuse de l'équipe de France dans la Coupe du monde de football face au Brésil, le chef de l'Etat devait centrer son intervention sur cette *« France qui peut gagner »* dès lors qu'elle fait les efforts de réforme et d'adaptation nécessaires.

Au moment où la cohabitation *est plébiscitée par l'opinion*, comme en témoignent les *sommets de popularité atteints* par Jacques Chirac et le premier ministre *Lionel Jospin*, le président de la République souhaite délivrer un *« message positif »* et *« vigilant »*, indiquait-on dans son entourage. Le chef de l'Etat devait toutefois se démarquer du gouvernement *sur plusieurs sujets*, tels que les retraites, la politique *familiale, le financement de la Sécurité* sociale ou la réforme fiscale. Il devait aussi saisir cette occasion pour souligner son attachement à l'Europe et appeler la droite à se présenter unie aux *élections européennes de juin* 1999.

*Le président de la République* devait en outre annoncer l'ouverture du Musée des arts et des civilisations (MAC) en 2004. Il sera dédié aux arts dits primitifs qui trouvent ainsi une reconnaissance tardive. Ce nouvel établissement, où se côtoieront muséographie, recherche et enseignement, sera construit quai Branly, à deux pas de la Tour Eiffel. Son coût est estimé à 1,1 milliard de francs.



*Lire pages 4, 12, 15 et 20*

## Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas lâché la Coupe

**NEW YORK (Nations unies)**
*de notre correspondante*

*« La victoire française est un hommage à la France multiculturelle »*, a affirmé, lundi 13 juillet, devant la presse, l'ambassadeur de France à l'ONU, Alain Dejammet, qui a plutôt l'habitude de fuir les caméras de télévision. Il faut dire que l'ONU tout entière s'est passionnée pour la Coupe du monde. Pendant un mois, les délégués de cent quatre-vingt-cinq pays ont abandonné leurs manières diplomatiques pour forger des alliances politiquement incorrectes.

Nombre de diplomates se régalaient de voir les Etats-Unis relégués parmi les derniers et battus par l'Iran. Les Américains n'ont été soutenus que contre la Yougoslavie. L'on se demandait même si le résultat de ce match allait influencer la décision américaine de bombarder les forces serbes au Kosovo...

L'équipe la moins populaire était celle de la Croatie. Lors de la rencontre entre le Royaume-Uni et l'Argentine, c'est cette dernière que la majorité des onusiens encourageaient. Un délégué s'est même fait expulser d'une salle parce qu'il avait applaudi un but britannique.

Malgré les apparences, tout le monde n'est pas fanatique de football dans la maison de verre. L'absence d'enthousiasme parmi les délégués asiatiques, dans leur ensemble, était frappante. *« Bon, d'accord, allez les bleus, les rouges, les verts, que sais-je,* lançait lundi un des rares ambassadeurs que l'euphorie ambiante avait laissé indifférent. *La Coupe terminée, l'on peut peut-être reprendre le travail ? »*

Il est vrai que, depuis le 12 juin, il était impossible de joindre au téléphone un ambassadeur, voire un conseiller politique. Les secrétaires avaient des instructions formelles : pas de coups de fil entre 3 et 5 heures de l'après-midi (l'heure de la diffusion des matches aux Etats-Unis). *« Impossible de déranger l'ambassadeur*, avait-on pris l'habitude d'entendre. *Il est dans une réunion très importante. »* Un ambassadeur avait même fait circuler une note indiquant : *« Les personnes qui souhaitent travailler sont priées de ne pas déranger celles qui regardent le football. »* Ces réunions *« importantes »* avaient lieu devant un poste de télévision, dans l'antichambre du Conseil de sécurité. *« L'ONU est le seul endroit dans ce pays où les gens comprennent quelque chose au football »*, disait l'un des participants.

Lundi 13 juillet, le Conseil de sécurité a commencé son premier jour de travail « sans foot » en rendant hommage à la *« victoire brillante »* de la France. A son tour, le délégué brésilien, membre lui aussi du Conseil, a félicité la France pour sa victoire *« claire et indiscutable »* sur son pays. Sportivement, Alain Dejammet s'est réjoui du fait que *« la Coupe du monde soit restée au sein du Conseil de sécurité »*.

***Afsané Bassir Pour***



## Risques de balkanisation en Indonésie

*« REFORMASI »*, (la réforme). Près de deux mois après la chute du « général-président » Suharto, à Djakarta, le mot est sur toutes les lèvres. Mais cette réforme tant attendue d'un système politique vieux de trente-deux ans a beau encore relever du domaine des bonnes intentions, l'ère de l'« après-Suharto » n'en ouvre pas moins, pour l'Indonésie, une période de toutes les incertitudes.

Les perspectives de démocratie sont ainsi perçues par beaucoup comme un risque de déstabilisation d'une république-archipel de 17 508 îles (dont environ 6 000 sont habitées) et dont les aspirations à plus de liberté avaient largement été étouffées par le régime musclé de l'ex-président. Dans l'ordre du plus extrême, on vient de voir resurgir, dans la violence, d'anciennes revendications séparatistes : sur la petite île de Biak, au large de la lointaine province de l'Irian Jaya, terre papoue de l'extrême orient indonésien, plusieurs centaines de personnes ont hissé, la semaine dernière, le drapeau « national » des indépendantistes de cette province.

L'Irian Jaya est l'histoire d'un *vieux conflit, héritage de la période* de colonisation hollandaise. En 1963, les Indonésiens prirent définitivement le contrôle de la moitié de cette île immense qui partage son territoire, à l'est, avec la république de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les tribus chrétiennes ou animistes (dont certaines vivent encore à l'âge de la pierre) qui peuplent ces montagnes couvertes de jungle n'ont jamais accepté le règne de Djakarta : depuis l'annexion, les maquisards de l'Organisation de l'indépendance papoue harcèlent les troupes indonésiennes. Lundi 6 juillet, ces dernières n'ont pas hésité à tirer dans la foule des séparatistes, faisant trois morts et plus d'une centaine de blessés.

La semaine précédente avait également vu une montée de la tension au Timor-Oriental, cette ancienne colonie portugaise envahie par les troupes indonésiennes en 1975, et annexée un an plus tard. Beaucoup de Timorais de l'Est n'ont jamais, eux non plus, accepté la férule répressive de Djakarta, qui n'a cessé d'embastiller les partisans de l'indépendance et ceux d'une guérilla confinée dans les maquis impénétrables de l'île depuis vingt-trois ans.

***Bruno Philip***

*Lire la suite page 8*



## ■ Les savants de Bonaparte

*Après la bataille des Pyramides,* quatre palais, entourés de magnifiques jardins, sont réquisitionnés au Caire pour réaliser le grand projet de Bonaparte : un Institut d'Egypte, sur le modèle de *l'Institut national... Le deuxième volet* du feuilleton de Robert Solé, illustré par Jacques Ferrandez. p. 6 et 7
notre grand jeu de l'été *p. 20*

## ■ Irlande du Nord : les orangistes isolés

Les orangistes perdent du terrain devant la fermeté de Londres. Leurs meneurs s'entre-déchirent, l'opinion britannique leur retire son soutien. p. 2

## ■ Japon : délicate succession

Dans un sentiment d'urgence, les milieux dirigeants nippons recherchent un nouveau premier ministre, chargé *d'incarner le changement exigé par* l'électorat. p. 3

## ■ La pauvreté informatisée

En acceptant la mise en œuvre d'un *système de traitement informatisé* de données sociales, la CNIL inquiète plusieurs associations qui redoutent un fichage des populations démunies. p. 5

## ■ Balade dans l'Entre-deux-Mers

Nous commençons une série de « Ballades dans les vignobles » de France ; entre Gironde et Dordogne, l'Entre-deux-Mers est aujourd'hui la partie principale du vignoble des AOC bordeaux et bordeaux supérieur. p. 13

## ■ Le marché des avions régionaux

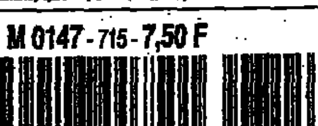
Spécialiste des avions à hélice, le constructeur ATR tente de relancer ses activités et envisage le lancement d'un *nouvel appareil à réaction.* p. 9

## ■ Le scorpion, peu dangereux

Si la piqûre de certaines espèces d'Afrique du Nord, d'Egypte ou du Soudan peut être fatale, aucun scorpion mortel ne vit en Europe. p. 14


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 715 - 7,50 F

## La Russie obtient un prêt historique de 22,6 milliards de dollars

**LE FONDS** monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont annoncé, lundi 13 juillet, l'octroi d'un prêt historique à la Russie d'un montant de 22,6 milliards de dollars, étalé sur deux ans. Cet accord, conclu après deux semaines de difficiles négociations, a été conditionné à une réduction drastique du déficit budgétaire. A Moscou, le président Boris Eltsine devait rencontrer, mardi, le président de la Douma, Guennadi Seleznev, et les dirigeants des groupes parlementaires. Le représentant spécial du président Eltsine, Anatoli Tchoubaïs, a affirmé : *« Maintenant, la voie est libre pour mettre en œuvre le plan anti-crise. »* Celui-ci devait être examiné par la Chambre des députés, dominée par les conservateurs, les 15 et 16 juillet. Le gouvernement a indiqué que l'hypothèse d'une dévaluation était écartée.

*Lire page 2 et notre éditorial page 8*

## Sages Francofolies

**POUR SA** première participation aux Francofolies de La Rochelle, lundi 13 juillet, Michel Sardou a séduit trois générations. Il est l'un des invités, avec Julien Clerc, Bernard Lavilliers, Johnny Clegg, I Muvrini, Louise Attaque, d'un festival sage et populaire. Et qui peut compter sur le soutien de France-Inter, dont le patron des « Franco », Jean-Louis Foulquier, est une des « voix ». La Rochelle commence, et Avignon continue, avec un *Julio Cesare* que Romeo Castellucci transforme en percutant théâtre d'images noires. A Montreux (Suisse), haut lieu du jazz, le festival s'est ouvert à d'autres musiques.

*Lire pages 16 et 17*

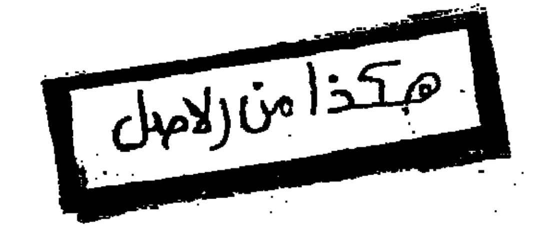
## Une ombre sur le Tour



BRUNO ROUSSEL

**L'ÉQUIPE** cycliste Festina, souvent présentée comme la meilleure formation du monde, est embarrassée par une sérieuse affaire de dopage depuis qu'un de ses soigneurs a été interpellé en possession de produits interdits. Bruno Roussel, 43 ans, directeur sportif atypique, l'homme qui conduit les courses de Richard Virenque, Laurent Brochard, et du Suisse Alex Zülle, est au cœur de la tempête.

*Lire pages 10 et 11*





**ÉCONOMIE** Le gouvernement russe a obtenu, lundi 13 juillet, du Fonds monétaire international, de la *Banque mondiale et du gouvernement* japonais, une aide historique de 22,6 milliards de dollars étalée sur 1998 et 1999. ● CET ACCORD, conclu après deux semaines de difficiles tractations, a comme premier effet d'éviter une dévaluation. *« La voie est libre pour mettre en œuvre le plan anticrise »*, a annoncé Anatoli Tchoubaïs, représentant spécial du président Eltsine. Le représentant du FMI a souligné que cette aide avait une contrepartie : la réduction de moitié du déficit, de 5,6 % en 1998 à 2,8 % en 1999. ● LA CRISE financière *s'est développée* sur fond de désordres internes, alors que le léger retour de la croissance a été stoppé au début de l'année, la tourmente asiatique venant s'ajouter aux faiblesses structurelles du pays. *(Lire aussi notre éditorial page 8.)*

# La Russie obtient une aide historique de 22,6 milliards de dollars

## Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont lié l'octroi de ces prêts à une réduction de moitié du déficit budgétaire. Plus du quart de ce soutien était déjà prévu dans le cadre d'accords signés au cours des années précédentes

**MOSCOU**
*de notre envoyée spéciale*

Le présentateur du journal télévisé de la chaîne d'Etat russe RTR a annoncé l'événement en pesant ses mots : *« Le FMI et d'autres créditeurs ont décidé d'octroyer à la Russie une somme de 22,6 milliards de dollars. Cela signifie qu'il n'y aura pas de dévaluation du rouble. Pour être tout à fait clair, vous n'assisterez pas à une augmentation des prix à travers le pays. »* Un certain soulagement s'est fait sentir, lundi 13 juillet, en Russie, à l'annonce du soutien historique accordé par ses bailleurs de fonds pour préserver le pays d'un effondrement financier et d'un scénario que certains craignaient comparable à *« une Indonésie avec des armes nucléaires »*.

Pour le Russe moyen, l'accord obtenu entre les négociateurs russes et les représentants du Fonds et de la Banque mondiale, après deux semaines de difficiles tractations, a une signification immédiate : alors que l'idée d'une dévaluation imminente circulait dans le pays *depuis plusieurs mois, il n'est* désormais plus besoin, en principe, d'envisager d'aller à la banque pour retirer ses économies et les convertir en dollars. Pour le pouvoir russe, il s'agit d'un répit bienvenu. Alors que tout reste à faire, encore, pour redresser des finances publiques aux abois, l'acquis essentiel des réformes eltsiniennes depuis le début de la transition, la stabilisation monétaire, cesse dans l'immédiat d'être menacé. La Bourse de Moscou a accueilli la nouvelle en clôturant à la hausse, lundi.

Les 22,6 milliards de dollars annoncés en tout pour la période 1998-1999 représentent l'aide la plus importante jamais consentie à la Russie. Début 1996, le FMI avait accordé un prêt, qualifié à l'époque d'*« historique »*, de 10 milliards de *dollars, toujours en cours.* Frappée par la crise asiatique, la baisse des prix du pétrole, l'échec de la privatisation du géant Rosneft, et plus généralement, par un retrait des investisseurs, la Russie avait lancé, voilà deux mois, un appel à la communauté internationale, sollicitant entre 10 et 15 milliards de dollars.

**CONTREPARTIE**

Lundi après-midi, en annonçant, lors d'une conférence de presse, ces chiffres dépassant ses espérances affichées, le représentant spécial du président Eltsine, Anatoli Tchoubaïs, a affirmé : *« Maintenant, la voie est libre pour mettre en œuvre le plan anticrise. »* Il faisait référence à la série de coupes budgétaires et de mesures fiscales annoncées le 23 juin par le premier ministre, Sergueï Kirienko – un ensemble de projets de lois controversés, sur lesquelles la Douma, la Chambre basse du Parlement, à dominante nationaliste et communiste, doit se prononcer les 15 et 16 juillet.

Le conseil d'administration du FMI, qui prendra la décision finale sur le prêt, doit se réunir lundi 20 juillet, quelques jours après le débat parlementaire à Moscou. *« Nous comptons sur une issue positive à la Douma, mais nous nous préparons à toutes les éventualités »*, a affirmé M. Tchoubaïs, en allusion à d'éventuels décrets présidentiels pour remédier à un blocage des députés.

Le représentant du FMI, John Odling-Smee a, de son côté, souligné que l'aide accordée avait une contrepartie : la Russie devra réduire de plus de moitié son déficit budgétaire, le ramenant de 5,6 % en 1998 à 2,8 % en 1999 (contre 6,8 % en 1997). Peu de précisions ont été fournies sur les autres conditions fixées, mais l'une a fait l'objet de déclarations ultérieures de M. Tchoubaïs : la restructuration de la dette intérieure. M. Tchoubaïs a annoncé la fin de l'émission d'obligations d'Etat, les fameux « GKO », emprunts à court terme émis chaque semaine, grâce auxquels le déficit budgétaire était en partie financé. Fonctionnant comme une « pyramide » financière, le système des GKO (frappé par une fuite des capitaux étrangers auxquels il s'était ouvert en 1996) semblait menacé d'effondrement, surtout depuis une hausse record des taux d'intérêts la semaine dernière. Le marché des GKO avait été, en 1997, une formidable « vache à lait » pour les banques russes, entièrement déconnectée de l'économie réelle.

Si elle relance le débat sur l'endettement extérieur du pays, l'aide du FMI tombe à pic pour le président Eltsine, récemment mis à mal par de nouvelles rumeurs sur sa santé défaillante, par des « défections » dans son entourage proche au sein de l'administration du Kremlin, et par une série d'appels en faveur d'une réforme constitutionnelle. La télévision russe a montré, lundi 13 juillet, M. Eltsine détendu, assistant à une compétition sportive organisée en grande pompe par le maire de Moscou, Iouri Loujkov.

**SITUATIONS D'URGENCE**

*Le président américain*, Bill Clinton, a salué lundi l'aide apportée à la Russie par le FMI, ajoutant qu'*« une mise en œuvre rigoureuse par le gouvernement russe des importantes mesures de réformes est essentielle »*. Alors que le principal négociateur russe, Anatoli Tchoubaïs, reconnaissait à la télévision que *« tout crédit, surtout de cette taille, représente un certain risque »*, le directeur général du FMI, Michel Camdessus, annonçait à Washington que le Fonds, pour se porter au secours de la Russie, allait devoir faire appel aux « accords généraux d'emprunts », un mécanisme réservé aux situations d'urgence.

*Natalie Nougayrède*

### Le calendrier

Le prêt international de 22,6 milliards de dollars (1 dollar vaut actuellement environ 6,10 francs) dont bénéficiera la Russie en 1998-1999 comme aide au redressement de son économie, sera décomposé de la manière suivante, selon un communiqué officiel publié lundi 13 juillet par le gouvernement russe, le FMI et la Banque mondiale :

● **En 1998**, un prêt du Fonds monétaire international de 12,5 milliards de dollars (dont 1,3 milliard déjà prévu et 11,2 milliards supplémentaires), un de la Banque mondiale de 1,7 milliard de dollars (dont 0,9 milliard déjà prévu) et un autre du gouvernement japonais de 0,6 milliard de dollars.

● **En 1999**, un prêt du Fonds monétaire international de 2,6 milliards de dollars (dont 2,2 milliards déjà prévus), un de la Banque mondiale de 4,3 milliards de dollars (dont 1,1 milliard déjà prévu) et 0,9 milliard de dollars du gouvernement japonais. *Le FMI* va, pour la première fois, faire appel au mécanisme des accords généraux d'emprunt (AGE). – *(AFP.)*

### Gazprom va payer ses impôts

**Le géant gazier russe Gazprom va réduire de moitié son parc de véhicules, et vendre plusieurs de ses centres de vacances pour ses salariés, afin de payer ses impôts à l'Etat. Toutes les entreprises du groupe fonctionneront *« en régime de rigueur »*, a indiqué son porte-parole. Gazprom va également forcer ses propres débiteurs à rembourser leurs dettes en liquide. Au cours des cinq premiers mois de l'année, ses clients en Russie n'ont payé en liquide que 14 % des livraisons de gaz. Pour les pays de la CEI, ce chiffre atteint à peine 8 %.**

**Le gouvernement russe exige le remboursement d'ici au 1er août des dettes accumulées cette année (4,5 milliards de roubles selon les services fiscaux), ainsi que les impôts dus pour juillet. Gazprom, détenue à 40,9 % par l'Etat, a accumulé une dette totale estimée à 12 milliards de roubles (environ 12 milliards de francs) envers l'Etat fédéral.**

# Crise financière majeure sur fond de désordres internes

**ANALYSE**

La tourmente asiatique a mis en évidence les faiblesses structurelles de l'économie

*DEPUIS la dissolution de l'URSS*, la Russie a traversé toutes les tempêtes, économique, financière et politique. Encadrés par la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et le Fonds monétaire international (FMI), conseillés un temps par l'Américain Jeffrey Sachs, les gouvernements successifs ont tenté de plaquer des médecines occidentales sur une économie qui ne ressemblait à aucune autre sans avoir préalablement renforcé ses structures.

*L'économie la plus planifiée du monde*, il y a moins de dix ans, offre aujourd'hui la caricature d'une économie de marché. La corruption, la criminalité, les fortunes fulgurantes, la puissance des grands lobbies industriels et l'indiscipline des régions s'y sont épanouies à la faveur d'un affaiblissement continu du pouvoir central. Cette déliquescence morale et économique a attisé les mécontentements, et les problèmes sociaux se sont multipliés. Au malaise profond de l'armée, dont les effectifs doivent être fortement diminués du fait de sa restructuration, *aux arriérés sur le paiement* des salaires, à l'aggravation des inégalités sociales faute de réel système de redistribution se sont ajoutés les tensions ethniques et les troubles dans les zones frontalières.

Cette crise que traverse la Russie intervient à un moment où, paradoxalement, les chiffres laissaient entrevoir un léger mieux. Grâce à une stricte politique monétaire, menée depuis 1995, et le refus de faire fonctionner la planche à billets, l'inflation oscille entre 6 et 7 % contre près de 2 000 % en 1992 et encore 300 % en 1994. Pour la première fois depuis sept ans, un début de croissance (+ 0,8 %) s'est fait sentir en 1997. Bien que modestement, la collecte d'impôt, principale cause des difficultés russes et objet de querelles permanentes *avec le FMI*, s'est améliorée.

**DÉBUT D'EMBELLIE**

Mais ce début d'embellie a été stoppé net en début d'année. Aussi prompts à se porter sur un marché dès qu'ils y voient l'espoir d'un gain qu'à s'en détourner, les investisseurs ont déserté la Russie aussi rapidement qu'ils s'y étaient rués, deux ans auparavant, provoquant jusqu'à la mi-1997 une flambée de la Bourse de Moscou. L'effondrement des monnaies asiatiques a donné le signal d'une défiance généralisée des investisseurs à l'égard de l'ensemble des pays émergents et particulièrement ceux dont les économies étaient les plus faibles, *comme* la Russie, le *Brésil* ou encore l'Afrique du Sud.

S'agissant de la Russie, la tourmente asiatique a mis en évidence les faiblesses structurelles de son économie, minée par un déficit budgétaire endémique (plus de 7 % du PIB). Celui-ci est dû à l'incapacité du pouvoir central à collecter l'impôt faute d'un système fiscal adapté. Pour Moscou, qui se refinance par l'émission de bons du Trésor pour faire face aux échéances de cette dette en roubles, le choc a été rude.

Le premier coup de semonce a lieu en octobre. Il a pris la forme d'une attaque spéculative sur le rouble, et a contraint la banque centrale à puiser dans ses réserves pour défendre sa monnaie. La Russie croit alors en un coup de tabac passager. C'est sous-estimer la « communauté de destin » qu'elle partage avec ses lointains voisins d'Asie. La Thaïlande et la Corée ont mis en route des plans de redressement drastiques pour juguler la crise, et Djakarta est engagé, avec le Fonds monétaire international, dans un bras de fer qui hypothèque le retour à la confiance.

A Moscou, la nervosité des marchés atteint son comble en mai, au plus fort de la crise politique en Indonésie. Le gouverneur de la banque centrale, Sergueï Doubinine, prédit un *« krach financier unique dans l'histoire de la Russie »* si les autorités ne parviennent pas à contenir la dette interne. Les taux d'intérêt flambent dans la foulée de la crise *indonésienne*. Les mineurs de Sibérie, et les enseignants, se mettent en grève. Depuis trois mois, le FMI a suspendu ses versements, au motif que le gouvernement russe ne respecte pas ses engagements. Les rumeurs selon lesquelles le Fonds ne reprendrait pas ses versements s'amplifient. C'est plus qu'il n'en faut pour faire plonger la Russie. En un mois, la Bourse de Moscou s'effondre de 40 %. La banque centrale porte ses taux d'intérêt à 150 % – un niveau insupportable à moyen terme – pour garantir le succès de ses obligations.

**LOURDES ÉCHÉANCES**

Confronté à des réserves de change qui s'amenuisent, et à la perspective de lourdes échéances de sa dette interne (Moscou doit rembourser plus de 30 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année), le gouvernement russe fait, début juin, de façon informelle, une *demande de 10 milliards de dollars de* prêts supplémentaires au Fonds monétaire international. Depuis le début de la transition en Russie, le FMI s'est déjà engagé à hauteur de 18,7 milliards de dollars dont 9,2 milliards dans le cadre d'un plan triennal en cours, qui s'achève fin 1999. Et il a déjà toutes les peines du monde à *« gérer la conditionnalité »* liée à toute aide internationale. C'est-à-dire à faire respecter par le gouvernement russe les objectifs macroéconomiques qui lui sont fixés en contrepartie des prêts.

La *demande n'est donc pas* accueillie avec beaucoup d'enthousiasme. Les pays membres du G 7 se contentent, début juin, par la voix de Larry Summers, d'assurer la Russie de leur soutien dans la mise en œuvre des réformes, et affirment qu'ils interviendront *« si besoin »*. Cette fois, pourtant, le marasme de la Russie vient pour une bonne part des problèmes extérieurs. Moscou n'a pas de prise sur les turbulences asiatiques, ou sur la chute du prix du pétrole. La crise asiatique renchérit le coût de son refinancement, quant au recul du cours du brut, il risque de faire basculer le solde de la balance courante dans le rouge pour la première fois depuis 1992, les produits énergétiques représentant la moitié des recettes d'exportation russes.

La nomination, fin mai, par Boris Eltsine de Sergueï Kirienko, le jeune réformateur, au poste de premier ministre, a en revanche *donné le signal d'une* volonté de reprendre l'économie en main. Faisant partie d'une nouvelle génération qui n'a été marquée ni par l'ancienne URSS ni par le début du libéralisme effréné qui a *suivi, Sergueï Kirienko* a séduit les responsables des grandes puissances. Il vient de remporter une première manche en obtenant une aide sans précédent. Aura-t-il le même bonheur face à une structure politique profondément rétive aux changements ?

*Babette Stern*

# La fermeté de Londres désamorce le chantage des orangistes d'Irlande du Nord

**DRUMCREE (Irlande du Nord)**
*de notre envoyé spécial*

Ils étaient à peine deux mille, lundi 13 juillet à midi, sous un crachin persistant, devant l'église de Drumcree, symbole de la résistance obstinée des orangistes d'Irlande du Nord contre toute évolution politique en *Ulster. Une moitié a défilé* avec ses fanfares aux uniformes de musiciens de cirque, une autre moitié applaudissait dans une atmosphère de kermesse et une odeur de friture.

Seuls les *« frères »* des loges de Portadown – berceau de l'orangisme – *étaient présents. L'assassinat* de trois enfants d'une mère catholique avait désamorcé la manifestation monstre qui avait été prévue. *L'ambiance triomphaliste* s'était dissipée chez ces militants les plus radicaux de cet ordre symbole d'une domination protestante passée. *En dépit du baroud d'honneur* de la part d'organisateurs déterminés à ne pas bouger de Drumcree avant d'avoir obtenu de parader dans le quartier catholique voisin de Garvaghy Road, il semble que l'occupation de l'église va graduellement se réduire à une présence symbolique.

**LÂCHER DE BALLONS NOIRS**

*Ailleurs dans la province, les* traditionnels défilés des loges orangistes pour commémorer la bataille de la Boyne ont réuni des dizaines de milliers de *« frères »*. A Belfast, portant chapeau melon et collerette, quelques centaines d'entre eux ont marché sans incident à travers la *portion catholique* d'Ormeau Road dont les habitants se sont contentés d'une protestation silencieuse avec drapeaux noirs, lâcher de ballons noirs et banderoles portant des slogans tels que *« Honte »* ou *« Pas de négociations, pas de parades »*.

*L'Ordre « loyal » d'Orange* apparaît comme le principal perdant de la confrontation qu'il a lui-même organisée. Tout d'abord, il n'a pas obtenu gain de cause et ses membres se déchirent aujourd'hui en public. Il a laissé agir en son sein les éléments les plus violents et racistes de la société nord-irlandaise tout en prétendant contre toute évidence que sa protestation était restée *« pacifique et digne »*. Il s'est coupé des protestants modérés, cette majorité silencieuse à laquelle plusieurs journaux de la province, dont le *Portadown Times*, ont demandé de s'exprimer. Il a fait l'unité de l'opinion britannique, s'attirant la condamnation unanime de la presse, horrifiées par la mort de trois enfants. Il sera désormais plus aisé au gouvernement de Tony Blair de prendre des mesures répressives contre les *fauteurs de troubles*.

Les Britanniques ont de la peine à comprendre ces gens habillés comme leurs grands-parents, qui se disent plus britanniques *qu'eux* et prétendent leur dicter la politique à suivre en Ulster. Ils sont las de payer la note du maintien de l'ordre dans la province, dont ils soutiennent l'économie à bout de bras. Rares sont désormais ceux qui s'opposeraient à l'emploi de la force contre les protestants qui ne respecteraient pas les lois. Car ce qu'exigent, par exemple, les orangistes, c'est de pouvoir manifester où et quand ils le veulent alors que le reste des Britanniques ne bénéficient pas d'un tel privilège.

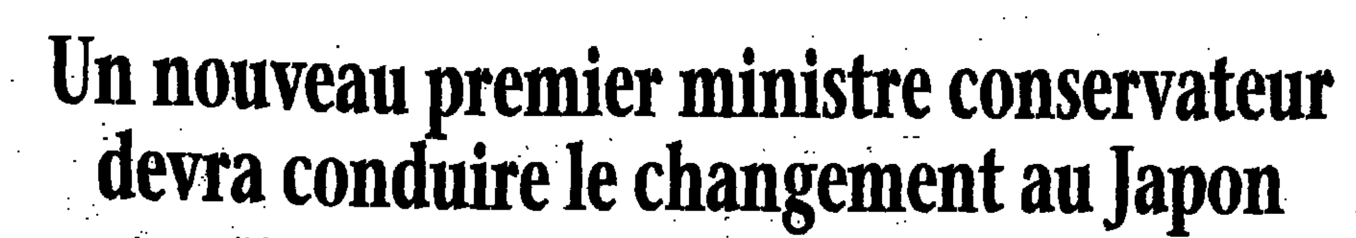
**« NÉ POUR MANIFESTER »**

Premier chef de gouvernement britannique à avoir pris le problème *nord-irlandais à bras-le-corps* et à s'être engagé personnellement dans la négociation, Tony Blair est aussi le premier à refuser de céder devant *les menaces et le chantage des extrémistes* unionistes. A plusieurs reprises au cours des dernières décennies – en particulier en 1974, 1986 et 1987 – ceux-ci avaient menacé avec succès de paralyser la province s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Cela n'a pas été le cas cette fois-ci. C'est une première dans l'histoire de l'Irlande du Nord, et peut-être le symbole d'une nouvelle donne.

Cela ne veut pas dire que le processus de paix soit solidement sur les rails ni que la réconciliation entre les communautés soit pour demain. *La coupure* entre catholiques et protestants est toujours aussi patente. L'immense majorité des enfants étudient toujours dans des écoles confessionnelles. Avec les récentes expulsions de catholiques de localités protestantes – comme Carrickfergus, où ils sont *désormais moins de 10 %* – on assiste à ce que certains n'hésitent plus à qualifier de nettoyage ethnique. Tout en se targuant d'intentions *pacifiques, l'Ordre d'Orange* porte une lourde responsabilité dans ce processus : un de ses dirigeants n'a-t-il pas déclaré lors de *l'accession au pouvoir* de M. Blair que l'on ne pouvait avoir confiance en lui car il avait épousé une catholique ? Le refus de tout compromis sur l'exercice de leurs *« droits »* de la part d'orangistes, qui ont cru qu'ils pouvaient détruire par la force le processus de paix, semble cependant s'être retourné contre eux. La semaine dernière encore, un couple d'orangistes avait promené son bébé avec un bavoir sur lequel était écrit : *« Né pour manifester sur Garvaghy Road. Nous ne nous rendrons jamais ! »*

Un tel extrémisme est de moins en moins supportable par les Britanniques, mais aussi par ces 70 % d'Irlandais du Nord qui ont voté pour la paix. Un lecteur du *Times* rappelait jeudi dernier cette phrase de Jonathan Swift, l'auteur de *Gulliver*, qui était aussi doyen anglican de la cathédrale de Dublin : *« Nous avons juste assez de religion pour nous haïr les uns les autres mais pas assez pour nous aimer. »* C'était au XVIIIe siècle.

*Patrice de Beer*





# Un nouveau premier ministre conservateur devra conduire le changement au Japon

## Le candidat à la succession de M. Hashimoto devrait être connu dès le 21 juillet

**Le Parti libéral démocrate, prédominant malgré son échec électoral du 12 juillet, choisira le 21 juillet son candidat à la succession du chef du gouvernement démissionnaire, Ryutaro Hashimoto. En dépit d'un sentiment d'urgence souligné par les commentateurs, les négociations se sont engagées pour départager plusieurs personnalités relativement mal armées face à l'aspiration au changement exprimée par l'électorat.**

**TOKYO**
*de notre correspondant*

La volonté de renouveau manifestée par l'électorat japonais, qui a fait mordre la poussière au Parti libéral démocrate (PLD) lors des élections sénatoriales du 12 juillet, est claire. Le message sera-t-il entendu ? C'est moins certain. Etant donné la majorité que le PLD conserve à la chambre basse, c'est en son sein que sera désigné le successeur du premier ministre Ryutaro Hashimoto, démissionnaire.

Conscient de l'urgence et des risques d'une rechute des marchés s'il tergiverse, le PLD a annoncé que le premier ministre serait choisi au cours d'une réunion des parlementaires libéraux démocrates des deux Chambres, qui sera avancée au 21 juillet. Le successeur de M. Hashimoto pourrait donc être élu par la Diète avant la fin du mois.

Le départ du premier ministre, qui assume la responsabilité de la défaite de son parti, est conforme à la règle démocratique. Elle a été accueillie (à Tokyo, du moins) comme un gage de changement par les marchés. Mais son successeur fera-t-il beaucoup mieux ? Le premier ministre sortant a lancé des réformes nécessaires (restructuration de l'administration, plan de sauvetage des banques) et il avait à l'étranger une image qui tranchait avec celle, un peu grise, de ses prédécesseurs. S'il a une part de responsabilité dans les errements du pays au cours de la dernière année de son mandat – du relèvement à contre-temps de la taxe à la valeur ajoutée aux atermoiements pour reconnaître la gravité de la crise économique, puis pour prendre des mesures en vue de redresser le système bancaire, à quoi se sont ajoutés ses derniers zigzags sur l'allégement des impôts –, il a aussi été paralysé par les pesanteurs de la bureaucratie. Ce n'est que récemment, et sous la pression extérieure, que le monde politique semblait avoir repris l'initiative. Tardives, les mesures prises par M. Hashimoto ont paru insuffisantes, voire entachées d'opportunisme électoral.

Il n'est pas certain que les hommes en lice pour lui succéder soient mieux armés pour répondre à l'exigence de changement exprimée par l'électorat et restaurer la confiance internationale dans les capacités de redressement du Japon. Le PLD n'était pas préparé à cette rebuffade électorale. La succession de M. Hashimoto, que l'on voyait demeurer au pouvoir quelques mois, même si les résultats du scrutin n'étaient pas bons, a pris de court les caciques du parti.

### TRACTATIONS EN COULISSES

En rendant le coût d'une élection moins cher, la réforme électorale de 1994 a diminué le poids des chefs de clans du PLD. Elle n'a pas pour autant bouleversé son fonctionnement. Pour l'instant, en fait de changement, on assiste aux rituelles tractations en coulisses, aux luttes de pouvoir en fonction de l'ancienneté et des rapports de forces entre les clans, auxquelles a traditionnellement donné lieu la désignation d'un premier ministre. Si la sélection du successeur de M. Hashimoto s'opère ainsi, écrit le quotidien *Asahi*, *« ce sera un acte de trahison de la volonté populaire »*. Le *Yomiuri* estime pour sa part que *« le temps manque pour ce genre de batailles internes alors que le monde attend du Japon qu'il s'attaque sérieusement à la crise économique »*. Assurément, mais les vieilles pratiques semblent perdurer.

Parmi les prétendants à la succession de M. Hashimoto figure, actuellement en première position, le ministre des affaires étrangères du cabinet sortant, Keizo Obuchi. Affable mais d'une personnalité un peu terne, M. Obuchi est un homme d'appareil qui a comme atout d'être le chef du plus important des cinq clans du PLD. Il est expert des relations avec la Russie et n'a guère d'expérience dans le domaine économique. Ce ne serait pas, en outre, la figure la plus représentative du changement si le PLD devait affronter des élections générales anticipées.

Un autre prétendant était secrétaire du gouvernement dans le précédent cabinet Hashimoto, Seiroku Kajiyama. C'est là un poste de coordination politique important, au point que l'on dit de son détenteur qu'il est l'« épouse » du premier ministre. Habile manœuvrier des coulisses (il a été secrétaire général du PLD) et personnalité plus affirmée que M. Obushi, Seiroku Kajiyama a fait preuve d'initiative en matière économique en prônant des réformes plus radicales que M. Hashimoto. Désormais opposé à la coalition sur laquelle ont reposé les cabinets Hashimoto (avec pour partenaires les socialistes et le petit parti pionnier), il est en faveur d'une alliance avec le parti libéral de Ichiro Ozawa.

Entre ces deux politiciens de la vieille école, dont le second semble pour le moment avoir la faveur des marchés, se faufilent d'autres prétendants. L'actuel secrétaire général du PLD, Koichi Kato, semble hors du jeu, ayant à assumer la responsabilité de l'échec électoral. Mais le puissant Yoshiro Mori, président du conseil exécutif du PLD, figure sur les rangs de successeurs. Parmi les outsiders, le ministre de la santé du cabinet sortant, Junichiro Koizumi, personnalité bouillonnante, représentatif d'une génération relativement jeune de libéraux démocrates rétive aux pesanteurs bureaucratiques, pourrait contribuer à redresser la popularité défaillante de son parti. Il serait un contre-poids à Naoto Kan, président du Parti démocrate, seule figure « photogénique » de l'opposition. Mais il faudrait que les caciques du parti se sentent pris à la gorge pour rompre avec les traditions de désignation (âge, nombre de mandats et de portefeuilles) du premier ministre.

### « RAYON DE LUMIÈRE »

Si le PLD et ses luttes internes pour le pouvoir est critiqué, l'opposition est, elle aussi, conviée à un *aggiornamento*. Les électeurs l'ont investi d'une mission de changement, plus par rejet du PLD peut-être que par enthousiasme. Ce fut également le cas lors des sénatoriales de 1989, mais les socialistes ne surent guère, alors, tirer parti de leur victoire. Cette fois, les électeurs ont donné sa chance à la formation de M. Kan et ont salué la cohérence politique et l'intégrité des communistes. Il revient à ces partis d'unifier les oppositions, ne serait-ce que symboliquement, en présentant un candidat commun à l'élection du premier ministre par la Diète. *« Le scrutin de dimanche* [12 juillet] *est un rayon de lumière dans la vie politique japonaise »*, écrit l'*Asahi*, mais l'opposition doit encore démontrer qu'elle est à la hauteur des attentes des électeurs en justifiant au moins son existence.

***Philippe Pons***

# Le Conseil de sécurité demande à Israël de renoncer au Grand Jérusalem

**LE CONSEIL DE SÉCURITÉ** des Nations unies a demandé, lundi 13 juillet, à Israël de ne pas mettre à exécution son projet d'extension des limites de Jérusalem, qualifiant ce projet de *« développement grave et préjudiciable »* au processus de paix. Dans une déclaration présidentielle, le Conseil engage l'Etat juif à *« ne pas donner suite à cette décision, et à ne prendre aucune autre mesure qui compromettrait l'issue des négociations sur le statut définitif »* des territoires palestiniens. Ces négociations, qui n'ont pas encore commencé, sont supposées se terminer en mai 1999, selon les termes des accords israélo-palestiniens dits d'Oslo.

Israël est également prié de *« se conformer scrupuleusement à ses obligations et responsabilités légales »* découlant de la 4ᵉ Convention de Genève de 1949, relative à la protection des civils en temps de guerre. Le Conseil *« suivra de près les initiatives israéliennes »*, indique la déclaration, approuvée par les quinze membres du Conseil. Un tel texte a moins de poids qu'une résolution, qui fait l'objet d'un vote et peut se heurter à un veto.

Avant la réunion, l'ambassadeur américain Bill Richardson avait déclaré que son pays aurait bloqué *« une résolution condamnant Israël »*. Dans un premier temps, le groupe arabe à l'ONU avait présenté un projet de résolution *« condamnant »* Israël, mais les Européens les ont encouragé à accepter un compromis, qui permettait d'adopter un texte commun avec les Etats-Unis.

Le Conseil, indique la déclaration présidentielle, reconnaît *« l'importance et le caractère sensible de la question de Jérusalem pour l'ensemble des parties »*. Israël, qui a conquis la portion orientale arabe de la Ville sainte en 1967, considère que la cité entière est sa capitale indivisible. Les Palestiniens voient dans le secteur Est de la ville la capitale d'un futur Etat palestinien.

### MARCHE ARRIÈRE AMÉRICAINE

Le Conseil de sécurité exprime enfin son soutien aux efforts des Etats-Unis visant à débloquer le processus de paix et recommande aux protagonistes d'y répondre de manière constructive. Il note que *« la partie palestinienne a déjà donné son accord de principe aux propositions américaines, et exprime l'espoir que les négociations sur le statut définitif pourront reprendre et que l'on pourra progresser vers une paix juste, durable et globale »*, fondée sur les résolutions du Conseil entérinant le principe de l'échange de la terre contre la paix.

Les Etats-Unis ont proposé il y a plus de deux mois un ensemble d'idées, prévoyant notamment un retrait de l'armée israélienne de 13,1 % de la Cisjordanie. Alors que Washington affirmait depuis des semaines qu'il attendait l'acceptation par Israël de ces propositions, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright a donné l'impression, à la fin de la semaine dernière, de faire marche arrière en demandant aux Palestiniens et aux Israéliens de *« se parler »* pour débloquer le processus de paix. Lundi, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a affirmé que les deux parties ont approuvé la proposition de Mme Albright.

Un son de cloche différent a été toutefois donné par le ministre palestinien de l'information, Yasser Abed Rabbo, pour qui de tels pourparlers *« ne mèneront à rien et prouvent que les Etats-Unis veulent ainsi faire bon marché de leurs engagements »* et visent à ce que *« leur initiative de relance du processus de paix se transforme en quelque chose de négociable »*. En revanche, d'après le négociateur en chef palestinien, Saëb Erakat, l'Autorité palestinienne n'est pas opposée à des rencontres bilatérales, *« à condition que des décisions soient prises »* et que les idées américaines ne soient pas renégociées.

Israël, a déclaré pour sa part David Bar-Ilan, le porte-parole du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, n'a pris aucune décision concrète concernant la proposition de Mme Albright. – *(AFP, Reuters.)*

# Troisième peine de prison pour Silvio Berlusconi en Italie

**ROME**
*correspondance*

A moins d'une semaine de sa condamnation à deux ans et neuf mois de prison ferme pour corruption, Silvio Berlusconi s'est vu infliger, lundi 13 juillet, une autre peine, fixée à deux ans et quatre mois de réclusion, par la seconde section du tribunal de Milan. Cette fois-ci, il s'agit de financement illicite d'un parti politique, en l'occurrence le Parti socialiste de Bettino Craxi, lui-même condamné à quatre ans. Pour le chef de l'opposition et président de Forza Italia, reconnu coupable d'avoir versé 10 milliards de lires (34 millions de francs) sur deux comptes à disposition de l'ancien leader socialiste, la situation judiciaire devient critique.

Une précédente condamnation, en décembre dernier, à seize mois d'emprisonnement pour falsification aggravée de bilan, couverte par l'amnistie, risque maintenant de devenir effective après ces deux derniers verdicts. L'ancien président du conseil n'ira pas pour autant en prison. En Italie, les sentences ne sont applicables qu'après l'épuisement de tous les recours, ce qui laisse, vu le rythme particulièrement lent de la justice transalpine, quelques années de répit au « Cavaliere ».

Selon les magistrats du groupe « Mains propres », la Fininvest, le groupe d'affaires berlusconien, avait constitué à la fin des années 80, à travers une société panaméenne, la All Iberian, une sorte de coffre-fort à l'étranger pour verser illégalement de l'argent à Bettino Craxi, le tout-puissant homme politique de l'époque. Il s'agit de 20 milliards de lires, dont le parquet de Milan a retrouvé les traces sur des documents bancaires suisses. Les avocats de l'ancien secrétaire socialiste soutiennent que ces sommes d'argent appartenaient à sa formation. Les défenseurs de Silvio Berlusconi ont toujours parlé, eux, d'opérations financières tout à fait normales pour payer des droits cinématographiques au producteur tunisien Taraq Ben Ammar, qui aurait ainsi, en quelque sorte, profité du compte.

### CLIMAT TENDU

*Plusieurs fois convoqué*, cet associé de Silvio Berlusconi ne s'est jamais présenté devant les juges de Milan. Dans deux entretiens, accordés l'un à Canale 5 et l'autre à l'hebdomadaire *Panorama*, deux organes de presse contrôlés par le groupe berlusconien, il a confirmé les thèses de la défense en ajoutant, lors de la dernière interview, parue vendredi 6 juillet, que l'argent était en fait destiné à financer la cause palestinienne. Les avocats de Silvio Berlusconi, forts de cette révélation, avait réclamé la réouverture du procès. Ne l'avoir pas fait est, selon eux, la preuve que la sentence de condamnation était déjà écrite.

C'est ce que Silvio Berlusconi et la droite répètent inlassablement. Pour eux, ce verdict s'intègre à un complot politique. Tout comme les autres condamnations et celles qui risquent encore d'arriver : une dizaine de dossiers sont actuellement ouverts contre M. Berlusconi. Ses partisans accusent les communistes de vouloir mettre l'opposition en prison. Des centaines de militants de Forza Italia se sont retrouvés, lundi soir, au cri de *« Liberté ! Liberté ! »* devant le tribunal. Le climat est tendu. Il risque de s'enflammer dans les jours qui viennent quand il s'agira de mettre en place la commission d'enquête parlementaire réclamée par la droite pour examiner le comportement des juges chargés de l'opération « Mains propres ». Certains commentateurs, avec humour, font remarquer que Silvio Berlusconi en serait le meilleur président possible.

***Salvatore Aloise***

# Trente-quatre Rwandais brûlés vifs au nord de Kigali

**KIGALI.** Trente-quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres ont été blessées dans l'attaque, dimanche 12 juillet, d'un lieu d'étape pour chauffeurs routiers, dans la préfecture de Kigali rurale, ont indiqué lundi des sources militaires. *« Les Interahamwe ont encerclé l'auberge par surprise et y ont mis le feu, après l'avoir arrosée d'essence, alors que les occupants regardaient la finale de la Coupe du Monde »*, ont précisé les mêmes sources. Plusieurs véhicules ont également été brûlés sur le parking situé le long de la route.
Ce massacre est attribué par l'Armée patriotique rwandaise (APR) à la rébellion rwandaise, composée de miliciens hutus Interahamwe et de soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR). *« Les assaillants étaient au nombre de 40 et n'ont pas séparé les Hutus des Tutsis »*, ont indiqué les sources militaires. *« Les assaillants ont déclaré qu'ils étaient l'Armée du Sauveur, ils ont chanté et poussé des cris »*, ont également déclaré des survivants. Le Sauveur (*« Umuncunguzi »* en kinyarwanda) est le titre donné par la rébellion à son journal, qui circule sous le manteau jusqu'à Kigali. – *(AFP.)*

# Cour pénale internationale : Kofi Annan critique les Etats-Unis

**NEW YORK.** Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a critiqué les Etats-Unis et neuf autres pays pour avoir adopté des positions tranchées dans les négociations de dernière heure portant sur la création d'une Cour pénale internationale (CPI). Alors que la conférence sur la création de cette cour, chargée de juger les criminels de guerre, doit prendre fin vendredi à Rome, des pays comme les Etats-Unis et l'Inde durcissent leurs positions respectives.
*« Il y a quelques délégations, dont celle de votre pays, qui ne semblent pas encore prêtes à se joindre aux autres sur une ou plusieurs questions importantes, ou qui insistent sur certains points »*, écrit M. Annan dans une lettre adressée samedi 11 juillet à dix pays, dont les responsables de l'ONU n'ont pas voulu dévoiler les noms. Ils ont toutefois confirmé que la lettre avait été adressée à la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright. – *(Reuters.)*

# Les Quinze appellent les leaders kosovars à « s'unir »

**BRUXELLES.** Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont appelé, lundi 13 juillet, les *« leaders de la communauté albanaise du Kosovo à s'unir et à faire cause commune »*, en vue de futurs pourparlers pour une solution négociée, dans cette province du sud de la Serbie. *« L'équipe des Albanais du Kosovo à ces pourparlers doit être capable de parler avec autorité et par conséquent être pleinement représentative de sa communauté »*, ont estimé dans une déclaration sur le Kosovo les ministres réunis à Bruxelles. Sans la citer, ils ont ainsi implicitement reconnu la nécessité d'inclure l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à tout processus destiné à rétablir la paix dans cette province serbe en majorité peuplée d'Albanais. – *(AFP.)*

### DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE/ARGENTINE : l'ancien dictateur argentin Jorge Videla** et l'ancien amiral Eduardo Massera pourraient être inculpés, en tant que *« responsables directs »*, d'enlèvement et de modification d'identité d'enfants, dont la mère a disparu en Argentine entre 1976 et 1983, a déclaré lundi 13 juillet le procureur argentin Eduardo Freiler. Selon lui, une telle possibilité, qui a été demandée par les plaignants, s'appuierait sur de nouveaux témoignages récoltés en Espagne et en Suisse, auprès de plusieurs femmes argentines détenues sous la dictature militaire. – *(AFP.)*

■ **CORÉES : la Corée du Nord a accusé**, mardi 14 juillet, les *« extrémistes de droite »* sud-coréens d'avoir monté de toutes pièces l'infiltration en Corée du Sud d'un espion armé, dans le but d'aggraver la tension entre les deux Corées. Le corps d'un agent présumé a été retrouvé dimanche sur une plage de Tonghae, dans la province de Kwangwon, dans le nord-est de la Corée du Sud. Cette découverte a déclenché une recherche à grande échelle en Corée du Sud, pour retrouver dans la zone d'éventuels espions nord-coréens. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE/CORÉE DU SUD : un diplomate russe de haut rang**, Valentin Moïsseïev, a été inculpé lundi 13 juillet de haute trahison, après avoir été surpris en flagrant délit de transmition d'informations confidentielles à un diplomate sud-coréen, a rapporté l'agence ITAR-TASS. Moïsseïev, ancien directeur adjoint du premier département chargé de l'Asie au ministère des affaires étrangères, avait été arrêté dans la nuit du 3 au 4 juillet par le Service fédéral de sécurité (FSB, héritier du KGB). – *(AFP.)*

■ **JORDANIE/FRANCE : à l'invitation du président Jacques Chirac**, le roi Hussein de Jordanie effectuera une visite officielle en France du mardi 21 au jeudi 23 juillet, a annoncé lundi le service de presse de l'Elysée. Outre M. Chirac, le roi s'entretiendra avec le premier ministre Lionel Jospin.

■ **GAZA : le Centre palestinien des droits de l'homme** a dénoncé, lundi 13 juillet, le maintien en détention de M. Abdel Aziz Rantissi, un haut responsable du Mouvement de la résistance islamique Hamas, emprisonné depuis plus de trois mois dans la bande de Gaza. *« La police s'arroge le droit d'agir en dehors du cadre de la loi, en refusant de se plier à un ordre de la Haute Cour de justice palestinienne »*, a indiqué cette organisation dans un communiqué. Le 4 juin, la Haute Cour avait ordonné à la police de libérer M. Rantissi. – *(AFP.)*

■ **ÉMIRATS ARABES UNIS : des opérations de recherche** se poursuivaient mardi 14 juillet à l'aube pour tenter de trouver d'éventuels survivants parmi les huit membres d'équipage d'un avion cargo azerbaïdjanais, un Iliouchine-76 qui s'est abîmé la veille au large des Émirats arabes unis. – *(AFP.)*

# Des déchets radioactifs russes menacent de polluer l'Arctique

**MOSCOU.** Cinq millions de mètres² de déchets radioactifs liquides rejetés dans un lac de l'Oural dérivent vers une rivière et risquent à terme de se déverser dans l'océan Arctique, a affirmé, lundi 13 juillet, le directeur de l'inspection russe pour l'énergie nucléaire, Iouri Vichnievski. Les déchets, déchargés au fil des années dans le lac de Karatchaï, près de Tchéliabinsk (Oural), reposent actuellement à 100 mètres de profondeur, selon M. Vichnievski.
Ils *« se dirigent vers la rivière Irtich à la vitesse de 80 mètres par an, et menacent de polluer toute la région de la Sibérie occidentale et l'océan Arctique »*, s'est ému ce spécialiste, par ailleurs inquiet de l'état de deux réacteurs nucléaires situés à Tomsk, en Sibérie, qui *« peuvent exploser à n'importe quel moment »*. *« Ils sont du type de celui de Tchernobyl, non conformes aux normes internationales et aucune mesure n'a été prise pour assurer la sécurité dans la région »*, a-t-il ajouté. – *(AFP.)*

**14 JUILLET** A l'occasion de la fête nationale, auréolée de la victoire des Bleus dans la Coupe du monde de football, le défilé militaire sur les Champs-Elysées a mis à l'honneur les armées de « projection », celles susceptibles d'intervenir en dehors de France, auxquelles le président de la République, Jacques Chirac, a rendu hommage, la veille, devant un parterre d'officiers. ● LA RESTRUCTURATION des armées et des industries de la défense, phénomène international, devrait conduire à la suppression de milliers d'emplois civils et militaires à l'horizon 2002. ● A GIAT Industries, dans la Loire, les syndicats du groupe public d'armement assurent que les promesses faites lors de la précédente restructuration n'ont pas été tenues. ● EN 1997, dix-huit mille officiers et sous-officiers, toutes armes confondues, ont quitté l'armée, en profitant du pécule octroyé pour alléger les effectifs.

# Les armées et les industries de défense subissent un grand chambardement

*Depuis 1996, la nouvelle doctrine préconisée en matière militaire et industrielle conduit à une restructuration de grande ampleur – phénomène international – qui se traduit par de nombreuses suppressions d'emplois. Un plan va toucher GIAT Industries et la direction des constructions navales*

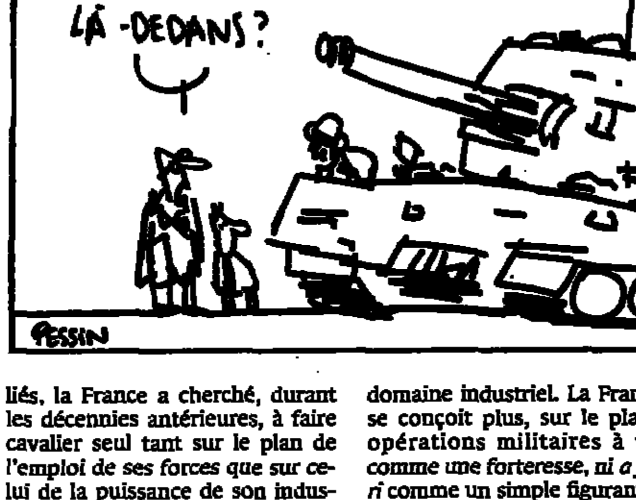
**UN DÉFILÉ** de transition avant la fin de la conscription, en 2002, au plus tard. Les armées professionnelles devaient prendre possession des Champs-Elysées, mardi 14 juillet. Ou, plus exactement, les armées de « projection », celles qui sont susceptibles d'être expédiées là où les attendent des missions sous mandat international ou sous contrôle de l'Alliance atlantique puisque la France n'envisage plus de situations où elle aurait à agir seule. Des armées en plein chambardement. Celles-ci et l'industrie de défense n'avaient jamais été soumises à aussi rude épreuve – avec la *« revue des programmes »* et le *« plan de restructurations »* du gouvernement Jospin – depuis la fin des aventures coloniales et l'apparition de la dissuasion.

La France est en bonne compagnie. Outre-Atlantique, le chambardement a pris la forme de la *« révolution dans les affaires militaires »* (RAM), d'où est issue la *Quadriennial Defense Review* (QDR), un processus qui permet au Pentagone de réfléchir à la place et au rôle des Etats-Unis après la « guerre froide ». Outre-Manche, cette révision radicale a revêtu l'aspect d'un *« rapport sur la défense stratégique »*, un document censé traduire la nouvelle politique militaire de Tony Blair mais qui engage l'avenir des forces armées britanniques jusqu'à l'horizon 2015.

Pourquoi tant de bouleversements ? Pas seulement parce que la menace principale en Europe a disparu et que, des deux côtés de l'Atlantique, les considérations d'ordre aussi bien géopolitique que budgétaire, voire technologique et industriel ont contraint les gouvernements, comme les états-majors, à remettre en cause les idées acquises. En réalité, les systèmes militaires évoluent et vont encore évoluer parce que les Etats n'ont plus le monopole des moyens pour garantir ou, au contraire, pour compromettre la paix. Des imbroglios régionaux ou religieux non résolus, des trafics à grande échelle et de toutes natures, des rivalités qu'on croyait oubliées mais qui resurgissent soudainement, des menaces transfrontières mal maîtrisées, des instabilités momentanées ou permanentes prennent au dépourvu les appareils militaires classiques. Le *« millénarisme technologique »*, expression qui décrit le fantastique développement des découvertes avant et après l'an 2000, fait que l'outil militaire est sans cesse à repenser parce que le sempiternel combat entre l'épée et le bouclier n'a aucune raison *de s'arrêter jamais.*

### COÛT HUMAIN ET FINANCIER

A l'instar de ses partenaires, la France a, pour conjurer ces dangers, lancé une vaste réorganisation de ses moyens de sécurité. C'est une ambition qui prend du temps, dont le coût humain et financier est lourd, et que la France souhaite mettre au service d'une politique européenne. Par moyens de sécurité, il faut entendre aussi bien les *« capacités militaires »* que la *« base technologique et industrielle »* de défense, édifiée en appui du savoir-faire opérationnel des armées.




Mais, à la différence de ses alliés, la France a cherché, durant les décennies antérieures, à faire cavalier seul tant sur le plan de l'emploi de ses forces que sur celui de la puissance de son industrie d'armement, quand il s'est agi de vouloir maîtriser toutes les technologies avancées. La dissuasion a eu pour effet d'édifier la France en donjon national contre lequel venaient se briser les agresseurs éventuels. Les armées françaises se refusaient à être des supplétifs ou des valets d'armes de l'OTAN, pour conserver toute l'autonomie de manœuvre possible, et les industriels étaient invités *à leur fournir le fin du fin.*

Aujourd'hui, depuis 1996 notamment, c'est une toute autre doctrine qui est préconisée en matière militaire comme dans le domaine industriel. La France ne se conçoit plus, sur le plan des opérations militaires à venir, comme une forteresse, *ni a fortiori* comme un simple figurant : elle se veut partie intégrante d'une communauté de défense qui a l'OTAN pour enceinte de discussions et centre de décisions, et le Pentagone pour principal donneur d'ordres. Y compris pour ce qui est des missions en Europe. En matière industrielle, on retrouve la même ambivalence : la France se veut, tout à la fois, un partenaire et une concurrente des Etats-Unis, et des autres Européens. *Si elle souhaite n'être pas* isolée, au bout du compte, par le Royaume-Uni et l'Allemagne unissant leurs efforts, il lui faudra s'insérer dans un tissu de coopérations – sous la forme de rapprochements, de fusions, ou d'alliances – qui risque de banaliser son industrie nationale d'armement.

Voilà l'enjeu, qui n'était pas apparu comme tel, des orientations fixées en 1996 quand Jacques Chirac a entrepris la révolution culturelle de la défense et de ce qui gravite autour en France. Le gouvernement de Lionel Jospin a gardé le cap, au travers de la *« revue des programmes »* et du *« plan de restructurations »*. Contraintes *d'économiser 20 milliards de* francs, les armées perdront – outre leurs 171 000 appelés – 6 000 emplois civils et militaires d'ici à 2002. Dans l'industrie d'armement, qui supprime déjà de 9 000 à 10 000 postes par an depuis des décennies, deux groupes publics sont les plus menacés compte tenu du déclin des commandes nationales et des contrats à l'exportation : GIAT Industries et ses filiales, avec 3 550 emplois en moins, soit le tiers des *effectifs, et, surtout,* la direction des constructions navales (DCN) – les arsenaux de la marine – qui va se révéler incapable d'occuper ses 21 000 salariés, sans améliorer leur productivité, et qui sera demain dans la tourmente.

*Le* gouvernement n'est pas au bout de ses peines. Les affaires militaires se traitent et se jugent sur la longueur. Et, en ce domaine, s'il joue la continuité, comme, en apparence, le défilé du 14 juillet le démontre, l'exécutif admet qu'il n'assure pas obligatoirement l'héritage. Ce n'est ni un simple hasard, ni un effet de style si le ministre de la défense, Alain Richard, laisse déjà entendre à ses collaborateurs qu'il conviendra de réfléchir, dès l'an prochain, aux *« pistes »* qui doivent déterminer la loi de programmation militaire des années post-2002.

*Jacques Isnard*

### M. Chirac défend les actions extérieures de la France

**« *La France*, a déclaré Jacques Chirac devant un parterre d'officiers réunis, lundi 13 juillet, dans les jardins du ministère de la défense, *ne cherche pas à s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres Etats. Elle tente de protéger les populations, de maintenir la paix, de faire respecter les règles du droit international. En ma qualité de chef des armées, vous me trouverez toujours à vos côtés lorsque votre courage, votre sens du devoir, votre honneur seront injustement mis en cause*. »**

**Evoquant l'engagement de forces françaises hors des frontières, le chef de l'Etat a donné à ses interlocuteurs le sentiment qu'il entend répondre aux critiques apparues lors du travail de la mission parlementaire d'information sur les missions successives de la France au Rwanda. M. Chirac a donné acte, d'autre part, du fait que le gouvernement a stabilisé, pour les quatre années à venir, les dépenses militaires. *« L'effort du pays pour sa défense est maintenu »*, a-t-il constaté.**

# Le dilemme de Yann Galut, député PS du Cher

**BOURGES**
*de notre envoyée spéciale*

Comment fait un député socialiste pour soutenir le gouvernement, quand il est élu du Cher, un département dont 50 % des emplois – directs et indirects – dépendent de GIAT Industries ? Le groupe public subit son quatrième plan de restructuration depuis sa création en 1970. Yann Galut n'a pas résolu le dilemme. *« C'est très difficile de défendre le gouvernement. J'ai la même impression que les salariés du GIAT : on est mis devant le fait accompli et c'est catastrophique pour le Cher. »* Le site de Bourges va perdre 415 emplois sur 1 200. *« Les salariés nous reprochent de ne pas avoir su prévoir l'avenir. Pour le gouvernement, GIAT n'a jamais été une priorité. Je comprends que sa priorité soit les 35 heures et les emplois-jeunes, mais ici, j'en souffre. »*

Solidaire du gouvernement, dont il partage l'analyse sur l'évolution nécessaire de la défense, M. Galut l'est aussi des salariés et des syndicats du GIAT qui l'interpellent fréquemment. Depuis son élection l'année dernière, M. Galut a tenté d'attirer l'attention des ministères de la défense et de l'économie. Sans succès. Les réponses sont vagues, administratives. *Le 30 juin*, il a rencontré Alain Richard, comme les autres *« parlementaires GIAT, Jean Glavany, François Hollande »*, mais cela n'a pas donné grand-chose. Un mois avant, il écrivait à Dominique Strauss-Kahn pour se faire l'écho des interrogations locales. Il attend toujours la réponse. *« Richard se bat, mais Strauss-Kahn a une logique comptable. Il ne faudrait pas qu'on sacrifie l'industrie de la défense sur l'autel de Bercy. »*

M. Galut a au moins réussi à résoudre le paradoxe d'être représentant de la Gauche socialiste, au sein du PS, et avocat sans complexe de la défense. *« La France a besoin d'une industrie de la défense. Elle y a investi depuis des années des sommes considérables, elle doit l'assumer financièrement. Aujourd'hui, GIAT doit s'adapter, mais les salariés ne doivent pas subir cette évolution alors qu'ils ont déjà beaucoup donné. »* Face à ses électeurs, il n'a aucune réponse réconfortante à apporter. *« Les gens comprennent qu'on ne peut pas construire plus de chars, mais ils disent que ça va être très dur pour le Cher. Il y a un vrai fatalisme de leur part. Cela fait dix ans qu'ils entendent des discours. Ils voient qu'ils vont disparaître, que leur département va sombrer. »*

Il regrette *« le manque de clarté politique du gouvernement »* et le silence gêné qui accompagne les restructurations. Il a appris les détails du nouveau plan de suppression d'emplois par la presse. Il en connaissait quelques bribes grâce aux bruits de couloir, ceux du ministère de la défense et ceux des syndicats. *« Cela rend amer. »* Il reproche au gouvernement de ne pas dire les choses franchement, mais il croit pouvoir dire qu'en matière de défense *« Lionel Jospin n'a pas défini de doctrine »*. Le député de la Gauche socialiste attend de voir comment le gouvernement va se débrouiller pour *« gérer socialement »*. *« C'est la première restructuration industrielle du gouvernement Jospin : elle doit être exemplaire. »*

*Hélène de Virieu*

### Le PCF demande un débat parlementaire

**Estimant que la responsabilité de l'Etat, actionnaire unique, est engagée dans la crise de GIAT Industries, Jean-Claude Sandrier, député communiste du Cher, réclame un débat à l'Assemblée nationale avant toute suppression d'emplois. Le plan, explique M. Sandrier, prévoit de diminuer *« de 40 % »*, en quatre ans, les effectifs du groupe. C'est *« un aveu d'échec »* fondé sur *« une logique essentiellement mercantile »*. *« C'est un plan de trop »*, ajoute M. Sandrier, qui dénonce *« les risques que la prédominance des intérêts privés sur les industries d'armement fait courir à notre souveraineté »*.**

# Dans la Loire, les salariés de GIAT estiment avoir déjà été « abusés »

**SAINT-ETIENNE**
*de notre correspondant*

*« Plus rien, plus personne n'est crédible. »* Alors que le ministre de la défense, Alain Richard (PS), a confirmé la création à Saint-Etienne d'un pôle de soutien logistique regroupant le dépôt des archives, l'établissement d'imprimerie et la librairie de l'armée de terre, permettant le reclassement de 137 personnels civils de GIAT Industries, les salariés du groupe public affichent ouvertement leur scepticisme : ils estiment avoir été *« abusés »* par les mesures de compensation des précédents plans de restructuration.

**REPORTAGE**
Aucune implantation industrielle « d'envergure » n'a été réalisée

Parce que l'Etat n'a pas honoré ses commandes, les employés du centre de Roanne et Saint-Etienne sont particulièrement vindicatifs. En décembre 1995, le ministère du budget avait confirmé la commande, pour les CRS, de 15 000 pistolets automatiques produits par l'établissement stéphanois. Elle paraissait acquise après la décision prise, à la veille des législatives de 1997, par le ministre de la défense, Charles Millon, de créer à Saint-Etienne le *« pôle français de l'arme de petit calibre »*. Cette commande fut résiliée par Jean-Pierre Chevènement peu après son arrivée au ministère de l'intérieur. Depuis, le bureau d'études stéphanois spécialisé dans les armes de petit calibre a été privé de tout programme de recherche et l'atelier de 86 personnes devrait cesser toute activité en février 1999.

En mai 1996, lors du plan de restructuration dit de « retour à l'équilibre », entraînant la suppression de plus de 1 000 emplois dans la Loire, M. Millon avait également annoncé les délocalisations à Saint-Etienne de la direction du développement de GIAT Industries et des activités de géographie numérique du ministère de la défense. La première s'est limitée au déplacement d'une quinzaine de personnes sur la quarantaine prévue. La deuxième n'a jamais été mise en œuvre. Seule la création d'un établissement public foncier destiné à accélérer la résorption des friches industrielles est en passe d'aboutir.

Les contre-propositions émises alors par Pascal Clément, président (UDF-DL) du conseil général, n'ont pas été prises en considération : le siège social de GIAT Industries n'a pas été transféré à Saint-Etienne, aucune implantation industrielle « d'envergure » n'a été réalisée sous l'égide de la Datar, et la modernisation des infrastructures routières et ferroviaires est restée au stade de l'étude.

### PÔLE OPTIQUE

Autre gouvernement, autres péripéties. Le développement d'un pôle optique et vision sur le site de GIAT Industries à Saint-Etienne se heurte à des querelles foncières et à l'obtention de 8 millions de francs octroyés en décembre 1997 lors d'un comité interministériel à l'aménagement du territoire. Cette somme pourrait permettre l'acquisition d'une tour de vibrage appartenant à une filiale de Thomson, et l'implantation d'une ligne de production de fibres optiques, en partenariat avec une société parisienne. Un *enjeu plus que symbolique* : l'optique est la seule activité que GIAT Industries envisage maintenant de sauvegarder à Saint-Etienne.

*Vincent Charbonnier*

# Dix-huit mille militaires ont quitté l'uniforme en 1997

**UN SUCCÈS** sur toute la ligne. Comme l'avait souhaité le précédent gouvernement pour commencer à professionnaliser progressivement les armées, il fallait que des officiers et des sous-officiers quittent l'uniforme en nombre. Les résultats obtenus en 1997 semblent au-delà de toutes les espérances. Quelque 18 000 militaires d'active – officiers, sous-officiers et militaires du rang – sont partis. Soit 22 % de plus que le mouvement de départs naturels constaté en 1996.

Cet accroissement provient, pour l'essentiel, du corps des sous-officiers (+ 46 % par rapport à 1996) avec 10 031 départs, et du corps des officiers (+ 18 %) avec 2 066. Le mouvement le plus net est dans l'armée de terre qui a les plus gros effectifs : 3 491 départs de sous-officiers, et 1 145 d'officiers. La marine nationale a vu partir 2 225 officiers-mariniers (l'équivalent des sous-officiers dans les deux autres armées), et la gendarmerie 2 163. Cette évolution était inattendue, d'autant que le marché de l'emploi, l'an dernier, n'était pas encore orientée à la reprise et que ces hommes et ces femmes, en quittant les armées à un âge où les charges de famille restent lourdes, ne peuvent pas se permettre de ne plus travailler.

Alors, pourquoi tant de départs ? On a constaté un regain – *« significatif »*, dit l'étude – des départs spontanés. Cependant, on a surtout observé que le phénomène est lié au succès du double dispositif, dit du *« pécule d'incitation au départ »* et du *« pécule d'incitation à la retraite anticipée »*, que la loi a instauré pour encourager la déflation des effectifs des armées durant la programmation militaire 1997-2002.

Ces incitations au départ s'apparentent à ces indemnités que des entreprises attribuent pour mieux « dégraisser » leurs effectifs. Les armées ont distribué d'autant plus de pécules qu'il leur fallait commencer à réduire la fonction d'encadrement du contingent, avec la suspension du service national à l'horizon 2000. L'« enveloppe » pour 1997, toutes armées et tous services confondus, a été de 670 millions de francs, la valeur de trois avions de combat Mirage 2000. D'une manière générale, le pécule est d'autant plus élevé que l'officier ou le sous-officier quitte son uniforme bien avant l'âge-limite de son grade.

En 1998, le phénomène devrait s'accentuer – un financement de 925 millions de francs est d'ores et déjà programmé – et les candidats au départ continuer à se bousculer. Ensuite, le pécule sera moins attractif : il diminuera de 10 % en 1999 et 2000, puis, de 20 % en 2001 et 2002. La perspective d'un resserrement du dispositif peut expliquer que des pécules importants, en 1997, soient parvenus à pousser au départ autant de cadres.

*J. I.*

**DROITS** Plusieurs associations craignent qu'un avis de la CNIL, favorable sous certaines conditions à la mise en œuvre d'un système de traitement informatisé des données sociales, n'aboutisse à un fichage des populations démunies. ● SIX CONSEILS GÉNÉRAUX sont dotés du progiciel ANIS, qui permet, outre la gestion comptable et financière de certains services, la création d'un dossier départemental unique sur une personne ou une famille. ● LE DÉPARTEMENT de l'Ain peut ainsi dresser une typologie des difficultés et des potentialités des personnes qui fréquentent ses services sociaux. ● CETTE TYPOLOGIE prend la forme d'une liste comprenant des appréciations subjectives sur des domaines sensibles. ● PLUSIEURS associations protestent contre ces pratiques et craignent que ne se constitue un vrai fichier social, équivalent individuel de la cartographie de l'exclusion.

# Des associations redoutent un fichage informatisé des populations en difficulté

## La mise en œuvre d'un système de traitement informatisé de données sociales, notamment dans l'Ain, acceptée par la CNIL sous certaines conditions, suscite la crainte des travailleurs sociaux

**LA CNIL** (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a-t-elle accordé un peu vite un avis favorable à la mise en œuvre d'un système de traitement informatisé de données sociales qui pourrait déboucher sur un fichage des populations démunies ? C'est ce que pensent des organisations telles que la Ligue des droits de l'homme, le Collectif informatique, fichiers et citoyenneté et le Collectif pour les droits des citoyens face à l'informatisation de l'action sociale, qui regroupe notamment des syndicats et des associations de travailleurs sociaux. Celles-ci réclament le retrait pur et simple d'une délibération de la commission, du 25 novembre 1997, acceptant, sous certaines conditions, la mise en œuvre d'un progiciel baptisé ANIS au sein des services sociaux du conseil général de l'Ain.

Pour comprendre les problèmes posés par ce système, un retour en arrière s'impose. La loi de décentralisation de 1983 a transféré aux départements des compétences aussi nombreuses que variées dans le domaine social. Les conseils généraux ont ainsi notamment en charge l'action sociale de terrain, la protection maternelle et infantile, l'aide sociale à l'enfance, aux personnes âgées, ou le suivi de l'insertion du RMI. Pour rendre plus cohérents ces différents secteurs, qui ont souvent affaire aux mêmes personnes, pour économiser du temps et de l'argent en améliorant le service aux usagers, l'informatisation est apparue comme une solution de bon sens.

Six conseils généraux ont jusqu'à présent acheté le logiciel ANIS *(lire ci-contre)*. Parmi eux, celui de l'Ain expérimente une fonction supplémentaire permettant de dresser une typologie des difficultés et des potentialités des personnes concernées. Celle-ci se présente sous la forme d'une liste à laquelle le travailleur social qui traite le dossier ne peut répondre que sur le mode binaire du coché ou non coché. Or certains items de cette liste font appel à des appréciations fortement subjectives sur des domaines sensibles. Y figurent, par exemple, des données telles que *« difficulté psychologique »*, *« capacité à établir des liens affectifs »*, *« état de dépendance (exprimé/reconnu) »*, *« difficulté à accomplir actes de la vie quotidienne »*, *« difficulté intégration sociale »* ou encore *« engagement de la personne/prendre conscience de la réalité »*.

### TYPOLOGIES FIGÉES

Les associations, comme nombre de travailleurs sociaux de l'Ain, dénoncent le manque de possibilité de nuancer les réponses à apporter à ces questions, qui débouchent sur des appréciations forcément arbitraires et figées. *« Ces typologies sont la négation même du travail social, fondé sur une relation dynamique et mouvante avec les individus*, estime une assistante sociale de l'Ain. *Dans ce domaine, rien ne peut jamais être blanc ou noir. » « Ces typologies visent à collecter des données en vue d'une exploitation statistique*, rétorque Thierry Clément, directeur de la prévention et de l'action sociale au sein du conseil général, et maître d'œuvre du projet. *Elles ne modifient en rien la pratique du rapport social qui permet d'exposer la situation d'un famille avec toutes les nuances nécessaires. Et il n'est nullement obligatoire de les remplir. »*

Ce caractère facultatif des questionnaires est, en effet, l'une des conditions posées par la CNIL à son avis favorable. Sur place, certains travailleurs sociaux redoutent toutefois la pression de la hiérarchie. *« Au cours de réunions de présentation*, dit l'assistante sociale, *on a décrit ces typologies comme de tels progrès que certains ont cru qu'elles étaient obligatoires. » « Nous espérons effectivement que tout le monde prendra conscience de l'intérêt qu'il y a à les remplir »*, estime d'ailleurs M. Clément.

Dans quel but ? Selon lui, les typologies *« doivent permettre de mieux gérer l'action sociale du département en ayant une meilleure connaissance des secteurs géographiques, de voir quelles difficultés se présentent le plus fréquemment à l'échelle d'un quartier par exemple »*. M. Clément n'exclut pas, à ces fins, d'utiliser les typologies pour dresser des cartographies sociales du département. Pour les collectifs d'associations, cela risque toutefois de déboucher sur une stigmatisation des zones où se concentrent les difficultés. De plus, la CNIL elle-même, dans son rapport de 1994, avait fait part de sa *« crainte majeure de voir se développer un fichier global des populations défavorisées et partant, une sorte de cartographie de l'exclusion reposant sur la définition de profils individuels ou familiaux de précarité »*. La commission pourrait ainsi avoir avalisé en 1997 un système qui s'oriente dans la direction qu'elle redoutait trois années auparavant.

### « CARTOGRAPHIE DE L'EXCLUSION »

Un autre grief porte sur la durée de conservation des données. *« Le conseil général a garanti qu'elles seraient supprimées au bout d'un certain délai après l'expiration des procédures en cours*, relève Pierre Suesser, responsable du Collectif pour les droits des citoyens face à l'informatisation de l'action sociale. *Mais certaines familles en grande difficulté peuvent être suivies sur plusieurs générations. Il y a toujours au moins une procédure en cours. Amassées sur des années, les données informatisées peuvent finir par constituer un vrai "fichier social", équivalent individuel de la cartographie de l'exclusion. »* Dans l'Ain, ces inquiétudes ont été avivées par le contexte politique local. Le soutien accordé par le FN à Charles Millon, président du conseil régional de Rhône-Alpes et élu du département, a contribué à la prise de conscience des travailleurs sociaux. *« Le risque existe de voir les fichiers tomber un jour entre les mains d'hommes mal intentionnés »*, dit une assistante sociale.

Sans attendre cette mobilisation locale, les différents collectifs ont été reçus en mars par la CNIL pour plaider le retrait de l'avis favorable. Leur dossier a paru suffisamment étayé pour que la commission décide d'effectuer un contrôle sur place, qui a eu lieu jeudi 25 juin. De leurs multiples entretiens, les membres de la mission semblent avoir retiré la conviction qu'il existe effectivement *« un certain nombre de points à éclaircir »*. Un contrôle plus technique sera mené en juillet avant que le conseil général ne précise sa position sur les questions faisant litige. Puis la commission devrait se pencher à nouveau sur le dossier, au mois de septembre.

*« Si je m'aperçois que j'ai été floué*, assure d'ores et déjà Pierre Schapira, le membre de la CNIL qui, en tant que rapporteur du dossier, avait proposé l'avis favorable, *je n'hésiterais pas à demander à la commission de réviser sa position »*. Cette « révision » pourrait ne pas prendre la forme d'un retrait de la délibération, mesure qui n'a jamais été prononcée au cours de l'histoire de la CNIL. Mais elle consisterait au moins en un renforcement des garanties exigées pour que le souci d'une meilleure efficacité dans l'action sociale ne puisse dévier en une surveillance des populations les plus pauvres, portant ainsi gravement atteinte à leurs libertés.

*Jérôme Fenoglio*

### *ANIS permet un dossier départemental unique*

**Ces dernières années, plusieurs logiciels ont été mis sur le marché. ANIS, conçu par le GIE Bossard-Sinorg, est l'un d'eux. Présenté comme un *« traitement automatisé d'informations nominatives »*, il permet, grâce à des micro-ordinateurs mis en réseau, non seulement la gestion comptable et financière de certains services, mais aussi le suivi des procédures d'attribution et des informations concernant les bénéficiaires de prestations sociales distribuées par les départements.**

**Autrement dit, il rend possible la création d'un dossier départemental unique, sur une personne ou une famille, en regroupant des données informatisées sur leur vie sociale ou leur santé.**

# *Quand la sortie de la clandestinité débouche sur... 126 000 francs de dettes*

**ELLE** a trente-six ans, vit en France depuis bientôt dix années, et a atteint, lundi 13 juillet, le bonheur presque parfait. Ce jour-là, Monique a reçu de la préfecture de police de Paris la carte de séjour dont elle n'osait plus rêver. Apposée sur son passeport, cette petite vignette tire un trait sur quatre années de vie clandestine. Les ménages, les gardes d'enfants, elle les accomplira au grand jour. Et ce BTS de comptabilité, interrompu par la maladie en 1991, elle le mènera cette fois jusqu'à son terme, promet-elle.

Monique a juste un petit souci : en guise de bienvenue en France, la caisse primaire d'assurance-maladie lui réclame la somme de 126 000 francs. Une somme *« énorme »* à laquelle *« elle ne pourra faire face »*, a déjà averti l'assistante sociale du 18e arrondissement de Paris, dans sa demande de *« remise gracieuse »* à la CPAM. Une somme qui ne correspond à rien, Monique n'ayant pu bénéficier d'*« aucune prestation »*, ajoute-t-elle. Mais la consigne est la consigne, a répondu, en substance, le 6 mai, la caisse primaire.

Le cauchemar financier de Monique a un nom : *« l'assurance personnelle »*. Conçue pour prendre en charge tous ceux qui ne bénéficient pas du régime général, cette couverture touchait 510 000 personnes en 1995 : RMistes, jeunes adultes désocialisés, personnes âgées titulaires de l'allocation spéciale vieillesse... Son adhésion y est théoriquement volontaire. Le système prévoit cependant une inscription automatique à ce régime de tous les oubliés du régime général qui, en raison de leurs faibles revenus, bénéficient de l'aide médicale. L'Etat ou le département prennent alors en charge les cotisations à l'assurance personnelle.

### CHANGEMENT DE STATUT

En 1989, Monique, qui prépare un bac G2 – qu'elle réussira – par correspondance, tombe gravement malade. Ressources quasi-inexistantes, absence d'assurance sociale : la voilà affiliée à l'assurance personnelle. La Ville de Paris paye, sans même qu'elle le sache, ses cotisations. Les années passent. La jeune femme, inscrite à présent dans un lycée privé en BTS de comptabilité et commerce, peine à concilier maladie, travail à mi-temps et études.

En 1993, elle réclame un changement de son statut en France. L'*« étudiante »* se verrait bien *« salariée »*. Mais la réponse de la préfecture est négative. La missive administrative s'accompagne d'une invitation à quitter la France. Comme des dizaines de milliers d'autres, Monique décide de ne pas obtempérer. Elle continuera d'habiter avec sa sœur, trouvera des emplois de fortune. Mais pas question de rentrer au Gabon.

Si elle assume l'instabilité propre à sa situation, elle comprend moins les exigences de la CPAM. Fin 1995, une première cotisation de 12 748 francs lui est demandée. L'année suivante, ce sera 13 130 francs. Puis en 1997, moyennant les pénalités, 101 829 francs. Monique peut bien objecter que dépourvue de papiers, elle n'a droit à aucune prestation, réclamer sa radiation de l'assurance personnelle, la caisse met en avant le règlement. Celui-ci prévoit en effet que ne peut sortir de ce dispositif que celui qui est couvert par un autre régime ou qui a quitté le territoire. *« Je ne peux donc que vous maintenir à l'assurance personnelle »*, conclut ainsi la dernière réponse de la CPAM, reçue, le 6 mai, par Monique.

Anecdotique, l'histoire de Monique prend, avec l'opération de régularisation, un caractère pratique exemplaire. Nombre d'assistantes sociales s'inquiètent du statut qu'il convient de donner aux 75 000 nouveaux régularisés. Bénéficiaires de l'aide médicale, ils se retrouveront *de facto* « assurés personnels ». Que leur carte de séjour vienne à ne pas être renouvelée l'année suivante – faute par exemple d'un emploi régulier – et ils connaîtront la mésaventure de Monique.

*Nathaniel Herzberg*

# Cinquante propositions pour valoriser l'enseignement professionnel

***ALORS** que* la réforme des lycées fait actuellement l'objet de discussions avec les organisations syndicales et qu'un audit sur les collèges vient d'être rendu public (*Le Monde* du 9 juillet), un rapport consacré à l'enseignement professionnel et technologique a été remis, jeudi 9 juillet, à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale et à Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire. Ce document, réalisé à partir d'une table ronde présidée par William Marois, recteur de l'académie de Rennes, formule quelque cinquante propositions visant à valoriser les filières professionnelles.

*« Le lycée professionnel a longtemps été utilisé – et l'est encore souvent – par les autres composantes du système éducatif comme le lieu où pouvaient être résolus les problèmes des jeunes en difficulté ou difficiles »*, soulignent les premières pages du rapport Marois. Parce que *« tous les participants de la table ronde ont mis l'accent sur le problème majeur de l'image négative de la voie professionnelle, essentiellement pour les niveaux inférieurs au baccalauréat »*, le rapport propose *« de mieux informer pour changer les mentalités »*.

Il insiste aussi sur la nécessité de *« réaffirmer l'existence de trois voies de formation initiale (professionnelle, technologique et générale) d'égale dignité »*. Pour M. Marois, la question des lycées polyvalents regroupant les trois filières est un faux débat. *« Il faut passer d'établissements "fourre-tout" à des établissements dotés, pour la voie professionnelle, d'une personnalité ancrée sur un nombre limité de spécialités »*, recommande-t-il.

La promesse formulée en mars par Claude Allègre d'organiser une campagne nationale en faveur de l'enseignement professionnel et technologique est très attendue par les participants à la table ronde. *« Ce sont les réussites, en matière d'insertion des jeunes, qu'il faut faire connaître »*, proposent-ils. Mais rien ne pourra évoluer sans *« une éducation à l'orientation dès le collège »*, non seulement sur les parcours de formation mais aussi sur les métiers.

Le document propose également de réorganiser les classes technologiques des lycées professionnels. *« Il conviendrait de supprimer progressivement les classes de quatrième technologique »* et de transformer les troisièmes technologiques *« en classes de sensibilisation à différents champs professionnels »*. En outre, *« un groupe de travail national »* devrait être mis en place pour améliorer les procédures d'affectation des élèves et éviter les orientations non choisies.

### PARTENARIAT

Afin d'améliorer le partenariat entre l'école et l'entreprise – qui s'est depuis une quinzaine d'années largement développé –, le rapport insiste sur le besoin d'une *« mutualisation des réussites »* et suggère la création de *« rencontres annuelles de l'enseignement professionnel »*. De plus, chaque rectorat devrait organiser un *« pôle formation professionnelle et relations avec les entreprises »* et des cartes du partenariat pourraient être accessibles sur des sites Web.

En termes de diplômes, le texte insiste sur la nécessité de clarifier l'organisation du premier niveau de qualification (CAP, BEP) et développe un schéma qui bouscule le système actuel. Le diplôme d'études professionnelles (DEP), préparé en deux ans après la troisième, deviendrait le seul diplôme d'insertion de niveau V. Quant au bac professionnel, il serait précédé de deux années propédeutiques en alternance allégée, sanctionnées par un certificat d'études professionnelles (CEP).

Pour le système de l'alternance école-entreprise, le rapport considère qu'*« il convient d'en améliorer sensiblement le fonctionnement »* en formant réellement des tuteurs, en étalant mieux les périodes en milieu professionnel sur l'année scolaire, en assurant un véritable suivi par l'établissement et en développant la recherche sur la pédagogie de l'alternance. La coexistence d'une alternance sous statut scolaire et sous statut salarié, par le biais de l'apprentissage, n'est pas remise en cause, mais le rapport ne dit rien sur le développement qu'il convient d'accorder à l'un ou l'autre de ces deux statuts.

Enfin, il est proposé que tous les futurs enseignants soient *« informés sur l'enseignement professionnel et technologique »* et que soient inclus, dans la formation continue des professeurs de lycées professionnels et technologiques, des stages en entreprise.

*Sandrine Blanchard*



## DÉPÊCHES

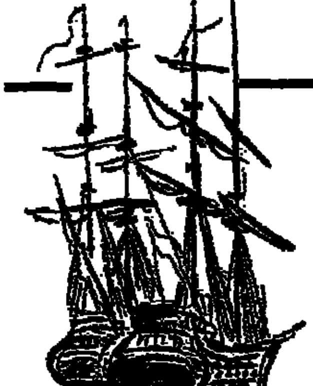
■ **DIVERS : Jean-Louis Beaumont, maire (UDF-PPDF) de Saint-Maur (Val-de-Marne) et** ancien député, a été déclaré par la chambre des comptes d'Ile-de-France *« comptable de fait »*, solidairement avec une trentaine de collaborateurs, des frais de mission offerts pour des *« stages fictifs »*, portant sur un montant de 900 000 francs. Dans un jugement daté du 18 juin, la chambre régionale a estimé que M. Beaumont a *« cherché à assurer à certains cadres, à hauteur de ce qu'il estimait leur mérite, une rémunération supérieure à ce que leur permettait leur situation statutaire »*.

■ **PAPON : Serge Klarsfeld, président de l'association des Fils et filles de déportés juifs de France (FFDJF),** s'est indigné, lundi 13 juillet dans un communiqué, que *« malgré* [les] *demandes* [de la FFDJF], *le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur refuse de retirer la Légion d'honneur de Maurice Papon »*, condamné le 2 avril à dix ans de réclusion criminelle pour *« complicité de crimes contre l'humanité »*. L'association a prévu un rassemblement le 16 juillet, jour de la célébration du cinquante-sixième anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv', devant le palais de la Légion d'honneur, quai Anatole-France à Paris.

■ **VOLS : la brigade de répression du banditisme** a interpellé, vendredi 10 juillet au soir, deux braqueurs dans une cité d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Agés d'une vingtaine d'années, les deux hommes venaient d'attaquer une banque dans le 14e arrondissement de Paris, la douzième en moins de deux mois. Le préjudice total des douze braquages se monte à 430 000 francs.

هكذا من الاهمال





# HORIZONS

ENQUÊTE

LES SAVANTS 2 DE BONAPARTE

# Dans un foyer de lumières

## Ainsi, c'est en Egypte que Bonaparte les emmenait... Les quelque 160 savants et artistes, partis pour une destination secrète, brûlent maintenant de découvrir le pays des pharaons

L'ÉGYPTE, enfin ! Savants et artistes ont été regroupés sur une frégate de faible tonnage, *La Montenotte*, capable de pénétrer dans le port d'Alexandrie. Ils ont attendu deux jours en mer, sans nouvelles des combats qui se livraient à terre (une petite résistance, avec de faibles moyens, rapidement matée par Bonaparte.) *Le 4 juillet 1798* au matin, après une nuit passée sur le pont, un canot les dépose sur la rive, hors les murs. Ni comité d'accueil ni portefaix : chacun doit traîner sa malle dans le sable, pour se diriger vers ce qui ressemble vaguement à une ville.

Alexandrie ? Est-ce bien Alexandrie ? Les membres de la commission des sciences et des arts se frottent les yeux. Même ceux qui ont lu le *Voyage en Syrie et en Egypte* de Volney, pourtant bien peu complaisant, sont stupéfaits. L'ancien centre intellectuel du monde n'est plus qu'une bourgade poussiéreuse de 6 000 habitants, aux rues étroites et aux masures branlantes. « *Nous cherchions l'Alexandrie d'Alexandre, bâtie par l'architecte Dinocharès, nous cherchions cette ville où sont nés, où se sont formés tant de grands hommes, cette bibliothèque où les Ptolémées avaient réuni le dépôt des connaissances humaines ; nous cherchions enfin cette ville commerçante, son peuple actif, industrieux : nous ne trouvâmes que ruines, barbarie, avilissement et pauvreté de toutes parts* », raconte Charles Norry, un architecte de vingt ans.

Pour le moment, il faut se loger. Et, là, mauvaise surprise : rien n'a été prévu pour les membres de la commission des sciences et des arts. Les généraux ont d'autres chats à fouetter. Tandis que la troupe occupe les huttes de palmes qu'elle vient de se construire le long du rivage, quelque 160 civils errent comme des âmes en peine, poursuivis par des chiens faméliques. Villiers du Terrage, élève de Polytechnique, passe sa première nuit africaine couché par terre, près de sa malle.

*Il faudra plusieurs jours aux savants et artistes pour réussir à se caser plus ou moins, chez des Européens ou dans la maison du consul* d'Angleterre, qui a quitté la ville avant l'arrivée de l'expédition française. La *nourriture manque*, l'eau est puisée dans des citernes douteuses. Et les moustiques, la chaleur... *L'ingénieur Prosper Jollois* s'indigne de « *l'abandon où on laisse une foule de jeunes gens que l'on avait arrachés à leur patrie, à leurs parents, à leurs amis, et auxquels on avait promis monts et merveilles* ».

*Très vite, pourtant*, l'esprit scientifique se réveille, reléguant au second plan des difficultés matérielles *qui, d'ailleurs, s'atténuent au fil des* jours. Un matin, vers 5 heures, plusieurs membres de la commission, *protégés par une escorte et* accompagnés de Louis Bonaparte, le jeune frère du général en chef, vont observer la *colonne de Pompée*, qui domine la ville du haut d'une colline. Pour grimper au sommet de cette pièce de granit rouge, complètement lisse, on se sert d'un cerf-volant, muni d'une cordelette pendante. On fait passer celle-ci au-dessus du chapiteau, comme sur une poulie, avant de la remplacer par des cordes de plus en plus grosses. La dernière étant fixée au sol, un jeune mousse peut alors se hisser sur le monument et y préparer un dispositif capable d'élever des personnes assises sur un banc suspendu... Mesurer la colonne ne nécessite plus qu'un fil à plomb. Une vérification au graphomètre lui *attribue 88 pieds et 6 pouces, soit* 28,75 mètres.

D'autres monuments retiennent l'attention, comme les deux aiguilles de Cléopâtre, couvertes de hiéroglyphes. L'un de ces obélisques est debout, l'autre couché et à moitié enfoui. Une fouille est aussitôt entreprise pour le dégager. On ne manque pas d'aller admirer aussi, dans la cour de la Grande Mosquée, un merveilleux sarcophage de granit datant de l'époque pharaonique. Entre deux visites, Prosper Jollois et d'autres jeunes ingénieurs vont faire un plongeon dans la mer, près des bains dits de Cléopâtre...

La population regarde avec effarement ces agités, venus d'une autre planète. Elle a été désorientée par la proclamation de Bonaparte, imprimée en arabe, et que déchiffrent à haute voix ceux qui savent lire. C'est une violente diatribe contre les mamelouks, accusés de martyriser le peuple égyptien, et une quasi-proclamation de foi musulmane. Mais comment voir des coreligionnaires dans ces envahisseurs ? Les civils n'inspirent pas plus confiance que les militaires. « *Nos grands cheveux et nos habits verts choquent beaucoup les musulmans*, note Villiers du Terrage dans son journal. *En effet, le vert est réservé chez eux aux descendants de Mahomet.* » Si ce n'était que cela...

Savants et artistes vont se répartir en trois groupes. Un premier, composé de Monge et de Berthollet, accompagne Bonaparte dans sa descente sur Le Caire. Un deuxième se rend à Rosette sous la conduite du général Menou, qui a été blessé lors du débarquement. Le troisième reste à Alexandrie avec Kléber, blessé lui aussi et qui a besoin d'un temps de convalescence.

Pour arriver plus vite au Caire, Bonaparte a décidé de prendre la route du désert. Ce voyage à pied, entrepris au cours de la période la plus chaude de l'année, sera un calvaire. Guettés par des bédouins, qui réservent les pires châtiments aux traînards, les soldats étouffent dans leurs uniformes de drap épais. Et ils meurent de soif. De temps en temps, des bouquets de palmiers et des lacs apparaissent dans le lointain. *On crie de joie, on se précipite...* A ces mirages, Monge consacrera quelques semaines plus tard *une remarquable étude scientifique*.

L'armée est au bord de la mutinerie, mais n'a pas d'autre choix que *d'avancer. De désespoir, plus d'un* soldat se brûle la cervelle. Comment Monge et Berthollet trouvent-ils la *force de s'intéresser à des vestiges ?* Les voyant fureter, la troupe se persuade que les savants ont provoqué *cette expédition en Egypte pour* rechercher des antiquités. Les voilà montrés du doigt, accusés de tous *les malheurs de l'armée d'Orient. Le* général Caffarelli, traînant sa jambe de bois, parcourt les rangs pour calmer les esprits. Il rappelle que l'Egypte a été jadis le grenier de Rome. Ce pays, assure-t-il, est très riche, on n'en a encore rien vu, toutes ces souffrances seront vite oubliées... « *Pardi*, lui lance un grenadier, *vous vous moquez de cela général, vous qui avez un pied en France !* » Ce mot, répété de bivouac en bivouac, met un peu de gaieté, mais l'armée, qui n'en finit pas de regretter les verdoyants paysages de Lombardie, est atteinte d'un spleen inexorable.

Les rives du Nil sont enfin atteintes à Rahmanieh. Les soldats se jettent tout habillés dans le fleuve, au risque de boire de l'eau polluée et d'être mutilés par des crocodiles. Dans les champs environnants, ils font une consommation effrénée de pastèques, s'attirant de redoutables ennuis intestinaux.

Bonaparte, soucieux de ménager Monge et Berthollet, les confie à l'un des bateaux qui doit remonter le fleuve. Hélas ! la flottille est bientôt attaquée par des bâtiments mamelouks. Une vive bataille s'engage près de Chebreis, au cours de laquelle les deux savants font vaillamment le coup de feu. Dans un moment critique, voyant sa mort approcher, Berthollet se remplit les poches de pierres pour pouvoir se noyer sans être pris. Cette extrémité lui sera évitée...

Aucun savant n'assiste à la célèbre bataille d'Embabeh, dite des Pyramides, au cours de laquelle les mamelouks, montés sur les plus beaux chevaux du monde, sont défaits par les carrés de Bonaparte. Ces fiers cavaliers aux harnachements cousus d'or déchargent en un tournemain leur carabine, leur tromblon et leurs quatre pistolets, avant de fondre, sabre recourbé, sur de vulgaires fantassins. On tire à vingt pas, parfois même à dix pas, et c'est la débandade. Une partie des mamelouks finit sa course dans le Nil ou prend la fuite. Une autre meurt sur place et se voit dépouillée de ses yatagans damasquinés, de ses étriers en argent ou en vermeil.

Cet épisode sanglant, aussitôt transformé en épopée, donnera lieu en France à mille récits, dessins et tableaux, pendant des décennies. « *Allez, et pensez que du haut de ces monuments quarante siècles nous observent* », avait dit Bonaparte à ses troupes avant la bataille. Les chroniqueurs traduiront plus joliment : « *Du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent.* »

QUAND le général en chef de l'armée d'Orient entre dans la capitale, les palais des mamelouks en fuite ont déjà été largement pillés. Mais, très vite, l'ordre français s'impose. « *Peuple du Caire*, déclare Bonaparte dans une proclamation en arabe, *je suis content de votre conduite. Vous avez bien fait de ne pas prendre parti contre moi...* » Ceux qui n'ont pas compris sauront à quoi s'en tenir. « *Les Turcs ne peuvent se conduire que par la plus grande sévérité*, écrit le vainqueur des Pyramides au général Menou le 31 juillet. *Tous les jours, je fais couper cinq ou six têtes dans les rues du Caire. Nous avons dû les ménager jusqu'à présent pour détruire cette réputation de terreur qui nous précédait : aujourd'hui, au contraire, il faut prendre le ton qui convient pour que ces peuples obéissent ; et obéir, pour eux, c'est craindre.* »



Monge et Berthollet sont appelés à des tâches qui n'ont pas grand-chose à voir avec leurs sciences respectives. Ils mettront les scellés sur les biens des mamelouks et en feront l'inventaire avec l'aide de quelques jeunes polytechniciens. Puis ils seront nommés inspecteurs de la monnaie. Et lorsque Bonaparte créera une assemblée de notables locaux, le Divan, on leur demandera d'en être les commissaires français.

De son côté, le deuxième groupe de savants et d'artistes, parti pour Rosette en compagnie du général Menou, a découvert une tout autre image de l'Egypte : « *Des bosquets charmants d'orangers et de citronniers... du raisin noir superbe* », comme l'écrit Villiers du Terrage. Logés chez un négociant français, ces républicains goûtent au luxe et apprécient sans complexe les services d'esclaves maltais. Geoffroy Saint-Hilaire se fait offrir une escorte pour aller chasser dans le delta, recueillant nombre d'oiseaux intéressants, qu'il « *fait préparer en peau et en squelette* » pour mieux les étudier. Les botanistes herborisent avec des moyens de fortune : leur papier a disparu, avec beaucoup d'instruments scientifiques, dans le naufrage du *Patriote*, au moment du débarquement à Alexandrie. Chacun s'occupe du mieux possible. L'agronome Nectoux observe les paysans, Vivant Denon dessine tout ce qu'il voit, tandis que Villoteau, ex-baryton de l'Opéra de Paris, sert de secrétaire au général Menou. Trois membres de la commission sont chargés de l'achat des denrées pour l'armée et la flotte.

Une flotte dont il ne restera bientôt plus grand-chose. Des savants et des artistes assistent, horrifiés, à la bataille navale d'Aboukir, le 1er août, du haut de la tour du couvent d'Abou-Mandour où ils étaient partis en excursion. L'escadre française n'avait pu se mettre à l'abri à Alexandrie. Ignorant la profondeur des passes du Port-Vieux et craignant les vents qui balayent le Port-Neuf, l'amiral Brueys a préféré, en attendant, placer sa flotte dans la baie d'Aboukir. Les navires sont alignés, à l'ancre, assez loin du rivage. Avec une grande audace, Nelson a introduit des bâtiments dans la brèche. L'escadre française est prise en tenaille. C'est un carnage. Sur *L'Orient*, Brueys, blessé au visage, la main arrachée, résiste vaillamment jusqu'à ce qu'un boulet le coupe en deux. Son adjoint Dupetit-Thouars pousse l'héroïsme aux limites de l'absurde : ayant perdu bras et jambes, dira la légende, il se fait placer dans un baril de son, qui absorbe son sang, pour continuer à commander *Le Tonnant*... Les pertes françaises s'élèvent à 1 700 tués ou noyés, 1 500 blessés, 3 000 prisonniers, 4 navires coulés et 9 autres tombés aux mains des forces anglaises.

Un mois plus tard, revenant sur la plage d'Aboukir, le peintre Redouté en fera une sinistre description : « *Le rivage était couvert d'épaves à demi enfoncées dans le sable. D'autres flottaient encore. On eût dit d'un immense chantier de construction maritime. Ici c'était un mât rompu, là un canot à demi brisé, un gouvernail, des bancs, des cages à poulets, des coffres, des caisses... enfin les cadavres des malheureuses victimes du combat, que la mer avait rejetés sur ces bords. Ces tristes restes étaient disséminés sur une longueur de près de quatre lieues. Quelques-uns de ces morts, entièrement nus et qui paraissaient intacts, étaient couchés dans une attitude aussi belle qu'effrayante... Plusieurs, déjà dévorés par les oiseaux de proie, n'étaient plus que des squelettes blanchis par l'eau salée de la mer.* »

Les Français ne peuvent plus quitter l'Egypte, ils sont prisonniers de *leur conquête*. Bonaparte n'apprendra la catastrophe que douze jours plus tard, les communications avec Le Caire étant très difficiles. A ses officiers, effondrés, il lance : « *Eh bien, nous voilà dans l'obligation de faire de grandes choses : nous les ferons ; de fonder un grand empire : nous le fonderons. Des mers, dont nous ne sommes pas maîtres, nous séparent de la patrie ; mais aucune mer ne nous sépare ni de l'Afrique ni de l'Asie. Nous sommes nombreux, nous ne manquerons pas d'hommes pour recruter nos cadres. Nous ne manquerons pas de munitions de guerre, nous en avons beaucoup ; au besoin, Champy et Conté nous en fabriqueront.* »

La catastrophe d'Aboukir incite en effet les ingénieurs et les techniciens à redoubler d'ingéniosité. A Alexandrie, où se trouve le troisième groupe, autour du général Kléber, l'irremplaçable Conté fabrique à toute vitesse des fourneaux à rougir les boulets et une pompe à incendie flottante, en prévision d'une nouvelle attaque anglaise. Les autres savants s'emploient à des tâches plus pacifiques, comme la levée du plan de la ville, l'inspection *des citernes ou* la remise en état d'un canal de liaison avec le Nil.

*Le 10 septembre, une douzaine de* membres de la commission accompagnent les généraux Menou et Marmont *pour une tournée dans* le delta. Cette excursion militaire, comptant deux cents hommes d'escorte, ne *manque pas de drames*. Redouté fait une chute dans le Nil et perd une quarantaine d'aquarelles. *Près du village de Chaabas*, dans une zone inondée, la petite troupe est accueillie par un feu nourri. *Dolomieu tombe de cheval* et manque de se noyer. Le peintre Joly, lui, a été pris de panique dès le *début de la fusillade : il sombre* dans un état de transe et refuse tout secours. Il sera massacré sur place.

A la demande de Bonaparte, tout le monde est convoqué au Caire dans le courant du mois de septembre. Menou et Kléber veulent retenir « leurs » savants. Le premier envoie une lettre pleurnicheuse à Caffarelli : « *Général, ayez pitié d'un homme qui a besoin de trouver quelqu'un qui entend le français et avec lequel il puisse causer le soir, quand il a fatigué toute la journée.* » Kléber, plus sobre, écrit à Bonaparte, dont on ne discute pas les ordres : « *Je regrette infiniment ces artistes, ils ont souvent contribué à éclaircir mes idées trop rembrunies.* »

**Quatre palais contigus, entourés de magnifiques jardins, ont été réquisitionnés pour réaliser le grand projet de Bonaparte : un Institut d'Egypte, sur le modèle de l'Institut national**

La capitale n'a rien à voir avec Alexandrie ou Rosette : c'est un grand centre commercial de 260 000 habitants, où convergent les caravanes d'Arabie, d'Abyssinie et de Syrie. Ses remparts font 24 kilomètres de long. La découverte de cette ville cosmopolite, qui compte des Grecs, des Syriens, des Juifs, des Maghrébins et des Arméniens, laisse aux savants et artistes des impressions très contrastées. « *Pas une belle rue, pas un beau monument* », note Vivant Denon. Des rues « *étroites, tortueuses et sans pavés... fort dégoûtantes* », confirme Villiers du Terrage. Le même, pourtant, découvre avec émerveillement, du haut de la citadelle, les trois cents mosquées du Caire, les pyramides, le désert...

Le peintre Redouté n'a pas de mots assez forts pour exprimer son ravissement devant le contraste entre les maisons sombres et les mosquées blanches, « *les élégants minarets qui s'élèvent dans l'air comme des flèches* ». En cette période de crue du Nil, l'immense place de l'Ezbékieh, bordée de maisons cossues, est entièrement inondée, et des barques majestueuses la traversent. Une Venise orientale. Bonaparte s'est installé là, dans le luxueux palais d'Elfy bey, l'un des mamelouks en fuite. L'architecte Jean-Baptiste Le Père y construit une terrasse, un grand escalier et réaménage certaines pièces à l'européenne.

Quatre palais contigus, entourés de magnifiques jardins, ont été réquisitionnés dans le quartier de Nasrieh pour pouvoir réaliser le grand projet de Bonaparte : un Institut d'Egypte, sur le modèle de l'Institut national. Il s'agit de travailler au bord du Nil comme on le ferait au bord de la Seine. La science française est en quelque sorte décentralisée. Cette académie coloniale sera « *la maîtresse favorite du général* », selon des militaires ironiques.



Les séances de l'Institut se tiennent dans le grand salon du harem de Hassan Kachef, garni de meubles précieux, trouvés ici ou là. Les sept premiers membres, désignés par Bonaparte, sont chargés d'élire les vingt-neuf autres. La plupart appartiennent à la commission des sciences et des arts. S'y ajoutent des militaires (dont Bonaparte, Andréossy et Caffarelli), des membres de l'administration et du service de santé, ainsi qu'un religieux syrien, de rite grec-catholique, dom Raphaël (Antoine Zakhour), qui possède parfaitement l'arabe. Point d'Egyptien, en revanche : l'obstacle de la langue et le fossé culturel sont sans doute jugés infranchissables. La participation de lettrés locaux aurait pourtant donné une autre dimension à l'entreprise...

UNE triple mission est confiée à l'Institut : étudier l'Egypte sous toutes ses facettes, y propager *« les lumières »* et répondre aux questions soumises par *« le gouvernement »*. Quatre sections sont constituées : mathématiques ; physique ; économie politique ; *littérature et arts*. Après quelques coquetteries, Monge accepte d'en être le président pour les trois premiers mois. Le vice-président en sera Bonaparte, membre de la section de mathématiques, qui lui succèdera le trimestre suivant.

Dès la première séance, le 23 août, le général en chef pose six questions pratiques à ses collègues : Comment perfectionner la cuisson du pain ? Peut-on trouver un substitut au houblon pour fabriquer de la bière ? Est-il possible de clarifier et de rafraîchir l'eau du Nil ? Faut-il construire au Caire des moulins à eau ou des moulins à vent ? Comment fabriquer de la poudre avec les moyens locaux ? De quelles réformes auraient besoin le système judiciaire et l'enseignement en Egypte ?

Bonaparte attend des réponses rapides. On constitue aussitôt des commissions pluridisciplinaires, qui se prononceront dès les séances suivantes avec une remarquable efficacité. Il suffit de cinq jours, par exemple, pour trouver le moyen de fabriquer localement de la poudre : celle qui se trouve dans le pays encrasse anormalement les fusils et ne permet pas aux balles de porter à plus de quelques dizaines de pas. Le président de la commission explique que l'Egypte possède du charbon de bois de lupin, et que son climat est idéal pour la formation du salpêtre. Ne lui manque que le soufre, qu'on pourrait faire venir de Sicile. Il est techniquement possible d'augmenter la force de la poudre locale en diminuant les doses de soufre. Deux ans plus tard, on constatera avec fierté que la poudre fabriquée au Caire *« porte le boulet d'épreuve à quatre toises un pied plus loin que la poudre de France »*...

Lors de la séance du 7 septembre, c'est la commission sur les fours à pain qui dépose ses conclusions. Les tiges de carthame, les roseaux et la paille de maïs, affirme-t-elle, fourniraient un combustible abondant, moins cher de 20 % que celui qu'on utilise en France ; la consommation pourrait d'ailleurs diminuer grâce à une nouvelle construction permettant une vitesse de l'air plus grande... Qui a dit que les commissions étaient faites pour enterrer les dossiers ?

La célérité conduit à des erreurs. La commission qui se prononce en faveur des moulins à eau – plus faciles à construire et plus économiques que des moulins à vent – n'a pas pris le temps d'étudier les effets de la crue du Nil. Les modifications considérables du niveau du fleuve perturberont le fonctionnement des roues à aubes. Après quelques mésaventures, on préférera construire des moulins à vent.

Bonaparte, très assidu aux séances, ne se prend pas pour un membre d'honneur de l'Institut. *« Je veux faire aussi mon mémoire comme les autres, et j'irai vous le lire »*, lance-t-il un jour à Monge, mettant le mathématicien dans le plus grand embarras. Berthollet trouvera les mots adéquats : *« Général, vous êtes trop grand dans l'Europe et partout, et trop au-dessus de tout le monde pour aller, dans ce moment-ci, vous mettre à écrire un mémoire. Tout le monde voudrait se mêler de le juger. Il se trouverait des gens qui iraient chercher Plutarque ou déterrer le diable, pour prouver que cela ne vaudrait rien. Vous vous compromettriez, j'en suis fâché, Général... »* Bonaparte renonce à son mémoire.

**Dès la première séance de l'Institut, le général en chef pose six questions : Comment perfectionner la cuisson du pain ? Peut-on trouver un substitut au houblon pour fabriquer de la bière ? Est-il possible de clarifier l'eau du Nil ? Faut-il construire au Caire des moulins à eau ou des moulins à vent ? Comment fabriquer de la poudre avec les moyens locaux ? De quelles réformes auraient besoin le système judiciaire et l'enseignement en Egypte ?**

Une véritable cité scientifique se met en place dans le quartier de Nasrieh, avec une bibliothèque, des laboratoires de physique et de chimie, un cabinet d'histoire naturelle, des ateliers de mécanique, un observatoire, une ménagerie et même un petit musée archéologique. La plupart des membres de l'Institut – mais aussi les autres savants et artistes de la commission, associés à leurs travaux – sont aux anges. Dans une lettre du 3 août, Geoffroy Saint-Hilaire décrit des espaces immenses et bien plantés, pour la culture et la botanique : *« Notre volière est déjà toute faite ; bientôt nous serons, sous ce rapport, mieux établis que dans le Jardin des plantes. »* Et, le 10 septembre, à son père : *« Je jouis de plus d'aisance que je n'avais à Paris ; je suis placé dans un foyer de lumières, dont je tâche de profiter ; entouré d'amis, j'ai le bonheur d'approcher notre illustre chef et de manger assez fréquemment avec lui. »*

Ce climat de travail est favorisé par des conditions matérielles exceptionnelles. *« Nous avions,* racontera Jomard, *de l'autre côté du palais d'Hassan Kachef, le vaste jardin de Cassim bey pour la promenade du soir ; la conversation de Fourier faisait le charme de nos entretiens... La beauté du ciel, le parfum des orangers, la douceur de la température ajoutaient encore à l'agrément de ces réunions, qui se prolongeaient au milieu de la nuit... Ce jardin de Cassim bey était notre jardin d'Academus et ses acacias étaient nos platanes. Plus d'une grande pensée, plus d'une idée vraiment philosophique, plus d'une découverte scientifique y ont pris naissance. On se flattait alors de jeter les fondements d'une nouvelle école d'Alexandrie, qui, partie d'un point plus avancé, pouvait un jour effacer l'ancienne. »*

Des architectes débattent avec des naturalistes, des physiciens ou des astronomes collaborent avec des géographes... Le travail pluridisciplinaire correspond bien à l'esprit de l'époque, hérité de l'*Encyclopédie*. Rares sont ceux qui s'enferment dans leur spécialité. Le mathématicien Fourier, qui a été nommé secrétaire perpétuel de l'Institut d'Egypte, n'a-t-il pas commencé sa carrière par l'enseignement des lettres et de la philosophie ? Les séances qui se tiennent au palais de Hassan Kachef tous les cinq jours, de bon matin, frappent par leur éclectisme : à celle du 12 septembre, il est question successivement des fours à pain, de l'établissement d'un almanach et de la résolution générale des équations algébriques. Le poète Parseval Grandmaison y lit la traduction d'un fragment du Tasse, tandis que le médecin-chef Desgenettes s'exprime sur la prévention de quelques maladies fréquentes en Egypte, comme la dysenterie et les ophtalmies.

Dans cette ambiance de travail, les jeunes élèves de Polytechnique, qui avaient dû interrompre leurs études, se replongent dans leurs cahiers de calcul différentiel, d'équations littérales et de trigonométrie. Un jury, présidé par Monge, les examine. Ils devront attendre le résultat plusieurs jours, avec la même fébrilité que leurs camarades restés en France. Ayant tous réussi leur examen de sortie, ils choisissent une affectation, se partageant entre les Ponts et Chaussées, le génie militaire et l'artillerie.

L'Institut d'Egypte est en liaison avec l'Institut national. Chacun des mémoires établi au Caire est adressé à l'académie mère, qui lui envoie en retour certains textes. Mais, en raison de la destruction de la flotte et du contrôle de la Méditerranée par les Anglais, les communications sont très irrégulières. Il faut suppléer sur place au manque de livres et de journaux. Ce sera le rôle des imprimeries transportées en Egypte par l'armée d'Orient.

Une revue scientifique, *La Décade égyptienne*, voit le jour en octobre de cette année 1798. Son titre – jugé d'autant plus ridicule par certains qu'elle ne pourra paraître tous les dix jours – est inspiré de *La Décade philosophique*. Dans un éditorial de présentation, Tallien précise : *« Le journal que nous entreprenons sera purement littéraire. Aucune nouvelle, aucune discussion politique n'y trouvera place ; mais tout ce qui est du domaine des sciences, des arts, du commerce, sous ses rapports généraux et particuliers, de la législation civile et criminelle, des institutions morales ou religieuses, sera recueilli avec empressement. »* On y lira en effet des mémoires sur les sujets les plus divers, des tableaux statistiques et même des poèmes, avec des extraits en arabe.

Une publication d'une autre nature, le *Courrier de l'Egypte*, s'adresse au corps expéditionnaire. C'est un instrument de propagande, destiné à entretenir le moral des troupes, mais aussi une feuille d'informations – quatre petites pages – apportant des nouvelles d'Europe et rendant compte des activités quotidiennes des Français en Egypte. Ce n'est pas un modèle de journalisme : une parution irrégulière, des coquilles en pagaille... Le titre lui-même sera orthographié *Courier* dans la plupart des numéros, sans que cela émeuve quiconque apparemment.

Les deux publications, dirigées par des membres de l'Institut, paraîtront durant toute la durée de l'expédition. D'abord, sous les presses de l'imprimeur Marc-Aurel, qui a suivi l'armée d'Orient à titre privé avec son propre matériel ; puis, à l'imprimerie officielle, confiée à l'orientaliste Jean-Jacques Marcel.

LES petites jalousies qui étaient apparues lors du voyage en Méditerranée trouvent de quoi s'alimenter au Caire, malgré le confort de l'installation. Caffarelli est accusé de privilégier les ingénieurs militaires au détriment des ingénieurs civils. A Fourier, on reproche trop d'indulgence pour ses élèves ou anciens élèves de Polytechnique. Lui-même se moque des naturalistes... Ces conflits sont observés d'un œil narquois par Bonaparte. *« Ils ressemblent beaucoup aux femmes, n'est-ce pas ? »*, lance-t-il un jour à Desgenettes. *« Général,* répond le médecin, *on s'amuserait un peu mieux avec les femmes. »* Et Bonaparte : *« Oh ! mais c'est pour le chuchotage que j'en parle, et pour les rivalités et les prétentions. »*

Le 19 septembre, le général en chef offre à quelques privilégiés, civils et militaires, une excursion sur le plateau de Guizeh pour observer de près la Grande Pyramide. Deux jeunes savants, n'appartenant pas à l'Institut, Dubois-Aymé et Villiers du Terrage, réussissent à se joindre au groupe, en passant la nuit à bord d'une des barques qui doit franchir le Nil. Le reste du chemin se fera à pied.

Devant le gigantesque monument, tous les excursionnistes sont muets d'admiration. *« Qui arrivera le premier en haut ? »*, lance Bonaparte. On part à l'assaut de ces pierres. Lui-même reste en bas, tenant compagnie au général Caffarelli, à qui sa jambe de bois interdit ce genre d'exercice. Mais il excite de la voix les paresseux et les trouillards. Le premier à atteindre le sommet est Monge, portant sa gourde d'eau de vie en sautoir, ruisselant de transpiration, mais plus allègre qu'un jeune homme.

Le mathématicien ne se tient pas d'enthousiasme au cours de cet automne 1798. A sa femme, qui le traitait de *« vieux fou »* lorsqu'il parlait de suivre Bonaparte en Egypte, il écrit avec jubilation : *« Lorsque ce pays-ci aura été bâti, planté, percé pendant cinquante ans par les Français, ce sera un paradis terrestre. Les propriétaires viendront passer l'hiver ici pour améliorer leurs possessions et courront au printemps manger leurs revenus à Paris. »*

Encore faut-il que les Egyptiens soient d'accord avec ce plan dix fois quinquennal...

**_Robert Solé_**

*Illustrations : Jacques Ferrandez*

**Prochain article : Le Prophète et les magiciens**

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# La Russie, encore

UNE fois de plus, la Russie se trouve au bord du gouffre. Une fois de plus, la communauté internationale, poussée par les Etats-Unis, s'est résignée à lui porter secours. Une fois de plus, personne n'est capable de prédire si cette aide gigantesque, pilotée par le Fonds monétaire international (138 milliards de francs sur deux ans), ne va pas se perdre dans les méandres d'une économie totalement désorganisée.

Malgré les hésitations affichées, existait-il pourtant d'autre solution que de venir en aide à la quatrième puissance nucléaire mondiale ? Aucun responsable occidental ne peut aujourd'hui prendre le risque de la chute de la maison Russie, au moment où le monde traverse, avec la tourmente asiatique, une crise économique et financière majeure. Les Américains, qui ont salué cette sagesse, ont l'habitude de résumer la problématique dans laquelle l'Ouest est enfermé en déclarant que la Russie contribue à la stabilité politique mondiale et qu'il n'existe pas de stabilité politique sans stabilité économique. La semaine dernière, Boris Eltsine, tsar affaibli et malade, a pour la première fois depuis 1993, laissé entrevoir sa crainte d'un coup d'Etat s'il n'était pas aidé. Une prise de pouvoir peu démocratique précipiterait la Russie dans de plus grands désordres internes encore et priverait l'Ouest d'un partenaire diplomatique de poids dans la résolution des conflits politiques extérieurs.

Les Occidentaux ont également mesuré les conséquences d'un effondrement de l'économie russe pour l'Asie, déjà laminée par une crise financière sans précédent, et qui ne peut s'appuyer sur son leader régional naturel, le Japon, en pleine récession et désormais menacé d'instabilité politique. Puissance nucléaire, puissance asiatique, la Russie est également une puissance européenne. Depuis le début de la transition, les Européens ont beaucoup investi dans l'économie russe. Si les banques françaises lui ont consenti plus de 30 milliards de francs de prêts, ce sont près de 200 milliards de francs que les banques allemandes ont prêtés à leurs consœurs russes. Un défaut de paiement déstabiliserait non seulement le secteur bancaire outre-Rhin mais provoquerait une onde de choc dangereuse au sein de la zone euro.

En nommant à la tête du gouvernement un économiste âgé de trente-cinq ans, Sergueï Kirienko, à la place du vieil apparatchik Viktor Tchernomyrdine et en acceptant le retour des réformateurs, Boris Eltsine a donné un signe rassurant à la communauté internationale. La Russie a des atouts : elle est un pays riche (en pétrole et matières premières) ; elle a une épargne en dollars considérable, mais malheureusement placée à l'étranger.

La générosité occidentale risque en fait, une fois de plus, de différer les vraies solutions. Pour que les ressources du pays soient enfin mobilisées dans l'intérêt de ses citoyens, c'est d'un Etat de droit dont la Russie a besoin, davantage que de dollars. L'équipe de M. Kirienko a la volonté d'y travailler. En aura-t-elle les moyens ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Euphorie allemande

*DEPUIS* le 20 juin, date de la réforme monétaire, il y a quelque chose de changé en Allemagne : les boutiques, qui n'offraient à la vue qu'une inimaginable pacotille, ont retrouvé comme par miracle leur destination et leur spécialité. Du jour au lendemain textiles, cuirs, appareils électriques, matériel de photo et de cinéma, meubles sans parler des mille petits objets d'usage courant, du bouton de culotte au presse-purée, qui assurent l'automatisme des gestes quotidiens, ont retrouvé leur place au soleil, et se proposent au client dans toute l'insolence de leur réapparition. Sauf pour les tissus et vêtements, la vente et les prix sont libres. Le dirigisme est enterré. Les magasins, pour la première fois depuis trois ans, présentent des rayons bien garnis, et les vitrines font assaut d'élégance pour attirer l'acheteur.

On a peine à croire l'extase, où la contemplation de cet événement plonge les Allemands. Eux-mêmes n'en croient pas leurs yeux, s'écrasent aux devantures, palpent les étoffes, rêvant d'un avenir à l'horizon duquel se profilent déjà la voiture populaire et la villa à tempérament. L'euphorie profite à la nouvelle monnaie, qui éveille d'ailleurs de tout autres sentiments que cette béatitude respectueuse : une véritable fierté nationaliste et un mépris de fer pour les devises « inférieures ». On pourrait décrire le phénomène en disant que le deutschemark monte à la tête des Allemands, et leur donne des illusions incompatibles avec la conscience qu'ils devraient prendre de leur situation économique réelle.

*Alain Clément*
*(15 juillet 1948.)*

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# De l'opposition en temps de cohabitation

C'EST toujours dans les périodes de désarroi que l'on se focalise sur les faux débats. Ainsi en est-il de l'opposition en cohabitation et de ses relations avec le chef de l'Etat. Ainsi en est-il, aussi, du débat européen.

Certains estiment que le président, puisqu'il est celui de tous les Français, n'aurait aucune marge de manœuvre. Dans ces conditions, les partis d'opposition entretraient immanquablement en contradiction avec lui, sauf s'ils décidaient de se contenter d'une opposition « molle ». D'autres pensent, au contraire, que le président de la République, chef naturel de l'opposition, devrait agir en conséquence sur tous les sujets. Jacques Chirac aurait donc le choix entre René Coty et Alexandre Millerand. Triste perspective... Il nous paraît toutefois que la configuration politique est plus simple qu'on veut bien le dire et que l'énergie perdue à ergoter sur ce faux débat gagnerait à être utilisée pour reconstruire réellement l'opposition et préparer la France de demain.

Jacques Chirac a été élu par la majorité des Français. La victoire de la gauche aux élections législatives ne remet pas en cause cette légitimité. Oh ! certes, nous ne nous satisfaisons pas de ces cohabitations à répétition. Il faudra bien, le moment venu, poser dans toute son ampleur la question institutionnelle. Mais, pour l'heure, il convient de se fixer une ligne de conduite claire et sans équivoque. Il revient au président de s'exprimer sur tous les sujets de son choix, mais il n'a pas vocation à agir sur les sujets de gouvernement. En revanche, sa capacité d'évocation, d'entraînement et d'action est entière pour ce qui concerne le « domaine réservé ».

Cette expression, forgée par Jacques Chaban-Delmas, il y a bientôt quarante ans, dans un tout autre contexte constitutionnel, n'a fait que théoriser une évidence : dans la Vᵉ République, et quel qu'ait été son mode d'élection, le chef de l'Etat a une légitimité propre. Ce n'est donc pas une légitimité dérivée. Il suit de là qu'un certain nombre de sujets relèvent naturellement et légitimement de son autorité : la définition et la conduite de la politique extérieure et européenne ; la défense nationale ; la justice ; l'organisation institutionnelle de la France.

Le mode d'emploi de la cohabitation est donc simple. Sur tous les sujets qui relèvent du domaine réservé, l'opposition doit être naturellement en phase avec le président de la République. Nous n'imaginons pas qu'il puisse en être autrement. Cette évidence ne signifie évidemment pas qu'il faut se dispenser, en amont, d'une concertation et d'un travail approfondis avec les partis et les groupes parlementaires de l'opposition, ce qui a cruellement fait défaut depuis un an.

> **Il est grand temps de se mettre en ordre de marche, car les Français ne supportent plus les atermoiements, les ambiguïtés et la confusion qui prévalent depuis un an**

Par ailleurs, sur tous les sujets de gouvernement, l'opposition doit pleinement exercer son rôle de critique et de proposition, sans retenue mais sans dogmatisme – ce qu'elle a fait jusqu'à présent imparfaitement. Il faut, entre autres, qu'elle ne se cantonne pas dans l'hémicycle et aille au-devant des Français.

Nous pensons de même qu'une clarification doit être opérée dans le grand débat européen qui s'ouvre à la faveur de la ratification du traité d'Amsterdam et des élections européennes qui s'ensuivront. Dans l'opposition, chacun devra prendre ses responsabilités afin que l'on s'affranchisse enfin de la polarisation imbécile et stérile qui prévaut sur ce sujet depuis presque cinquante ans. En effet, depuis le débat sur la Communauté européenne de défense, au début des années 50, on ne nous laisse d'autre choix que l'eurolâtrie béate ou l'europhobie crépusculaire.

Il faut sortir de cette alternative réductrice et dépassée. L'Europe existe, pour le monde et pour nos enfants, chaque jour davantage. Cela ne signifie pas la fin de la France, bien au contraire. En réalité, l'europhobie et l'eurolâtrie trahissent le même manque de confiance en soi, que l'on doute de la France pour affronter la réalité du monde en se réfugiant derrière des barrières mentales, ou que l'on doute de notre capacité à se prendre en main, au point de consentir à se laisser gouverner de l'extérieur.

Nous pensons donc qu'entre Jacques Delors et Charles Pasqua il y a tout simplement la voie de la France tracée par le président de la République dans une Europe qui se construit, qui respecte les identités nationales et la souveraineté des peuples.

Il est grand temps de se mettre en ordre de marche, car les Français ne supportent plus les atermoiements, les ambiguïtés et la confusion qui prévalent depuis un an. La clarification des relations entre l'opposition et le président de la République en période de cohabitation, l'adoption d'une position claire sur l'Europe qui tourne le dos aux vieilles lunes et aux faux débats nous semblent être les préalables indispensables à la reconstruction de l'opposition que préfigure L'Alliance. Sinon, nous bâtirions sur du sable.

Nous sommes des élus de terrain. Nous n'avons d'autres titres que les mandats que nous ont confiés les électeurs dans une période difficile. Nos parcours ont pu être différents, mais aujourd'hui nous voulons, à l'écoute des Français, bâtir du vrai et du neuf, loin des réflexes partisans, des tentations groupusculaires et des stratégies personnelles. C'est ainsi que nous pourrons rebâtir un projet pour la France, régénérer et renouveler l'action publique et ceux qui l'incarnent, puisque c'est ce que les Français attendent de nous, avant de nous donner à nouveau leur confiance.

*C'est à ce travail que nous nous sommes attelés.* La route sera longue et difficile, comme chaque fois qu'il faut tracer un nouveau chemin. Avec le concours de tous les bâtisseurs de bonne volonté, sans exclusive, cette tâche tant attendue ne s'arrêtera pas.

*Les auteurs sont députés :* **Bernard Accoyer** *(RPR, Haute-Savoie)*, **André Angot** *(RPR, Finistère)*, **Philippe Briand** *(RPR, Indre-et-Loire)*, **Dominique Bussereau** *(UDF, Charente-Maritime)*, **Gilles Carrez** *(RPR, Val-de-Marne)*, **Dominique Dord** *(UDF, Savoie)*, **Guy Drut** *(RPR, Seine-et-Marne)*, **Jean-Michel Dubernard** *(RPR, Rhône)*, **Marc Dumoulin** *(RPR, Bas-Rhin)*, **Nicolas Forissier** *(UDF, Indre)*, **Hervé Gaymard** *(RPR, Savoie)*, **Christian Jacob** *(RPR, Seine-et-Marne)*, **Pierre Lequiller** *(UDF, Yvelines)*, **Michel Meylan** *(UDF, Haute-Savoie)*, **Renaud Muselier** *(RPR, Bouches-du-Rhône)*, **Dominique Paillé** *(UDF, Deux-Sèvres)*, **Didier Quentin** *(RPR, Charente-Maritime)*, **François Sauvadet** *(UDF, Côte-d'Or)*.

# Les risques d'une balkanisation de l'Indonésie

*Suite de la première page*

Il aura fallu la première visite des ambassadeurs de la « troïka » européenne pour que des milliers de supporteurs de l'indépendance descendent dans la rue et organisent l'une des plus grandes manifestations auxquelles le territoire ait assisté depuis des années. Deux personnes tuées par les forces de l'ordre, la veille et le lendemain de ce rassemblement, ont cependant endeuillé cette visite des ambassadeurs britannique, néerlandais et autrichien, ces derniers ayant, par ailleurs, assuré aux activistes *« anti-integrasi »*, c'est-à-dire ceux qui s'opposent à l'annexion du territoire à l'Indonésie, que *« leurs doléances avaient été entendues »*.

Il serait évidemment pour le moins hâtif d'en conclure que l'archipel est menacé de désintégration à court terme, comme certains le redoutent. *« L'Indonésie est plus un concept qu'une nation, c'est un désir de vivre ensemble sur toutes ces îles »*, explique Illen Surianegara, ancien diplomate et ex-condisciple de Jacques Chirac à Sciences-Po, qui aime se référer à Ernest Renan. *« Nous sommes face à un dilemme : le mouvement étudiant du mois de mai* [qui a précipité la chute de Suharto] *a mis en lumière les carences et les outrances de ce système et de ce que l'on appelle désormais les trois "K" : collusion, corruption et "cronysm" (clientélisme). Mais, aujourd'hui, mon pays est au bord de l'effondrement en raison de la crise économique et des menaces réelles qui pèsent sur l'unité de la République. »*

*« On peut redouter une sorte de balkanisation de l'Indonésie*, ajoute, pour sa part, Erwin Ramadhan, responsable du World Trade Center de Djakarta. *Avec, comme corollaire, la déstabilisation des campagnes et la montée des "sans-culottes" vers la ville en cette période de récession. »* Car les troubles en Irian Java ou à Timor sont sans doute révélateurs, dans l'excès, de toutes ces frustrations accumulées durant le règne de Suharto et des militaires. Dans les provinces, des notables locaux ou des chefs tribaux mènent campagne contre des fonctionnaires ou des responsables qui ont largement profité du « système Suharto ». L'heure des règlements de comptes a sonné, même de la part de ceux qui n'ont aucun intérêt à voir se démanteler la République indonésienne.

Quant aux « sans-culottes » évoqués par M. Ramadhan, ils représentent tous les laissés-pour-compte de la crise actuelle, c'est-à-dire tous ceux qui ont perdu leur travail et dont la colère risque de provoquer de nouvelles émeutes. Des troubles auprès desquels ceux du mois de mai *« ne pourraient être qu'un hors-d'œuvre »*, selon l'expression d'un observateur. Plus de mille personnes avaient péri, à l'époque, quand la foule s'en était pris à des magasins ou des supermarchés appartenant à une minorité chinoise qui tient largement les leviers de l'économie. En fait, de nombreux pilleurs avaient trouvé la mort dans les incendies qu'ils avaient eux-mêmes allumés dans différents quartiers de la capitale.

**UNE TRANSITION IMPRÉVISIBLE**

La dégradation de l'économie est évidemment à elle seule un motif pour envisager le pire : selon les chiffres qui viennent d'être publiés par le gouvernement, le pourcentage des Indonésiens vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 14 % à 40 % entre 1996 et 1998, une contraction de l'économie de l'ordre de 15 % étant par ailleurs anticipée d'ici à la fin de l'année. Pour l'heure, l'explosion tant redoutée n'a pas eu lieu et, comme l'affirme le journaliste Ging Ginandjar, *« il existe encore chez la plupart de mes compatriotes un désir de vivre ensemble et un souci de coexistence »*. Mais jusqu'à quand ? Les séparatistes d'Acheh, à Sumatra, des nostalgiques de la puissance d'un ancien sultanat, profiteront-ils de la fragilisation du pouvoir central pour réagir dans cette région tenue depuis des décennies par l'armée ? Les particularismes régionaux, mis sous le boisseau, sous l'*« ordre nouveau »* du général Suharto, pourraient ainsi déstabiliser cet archipel multiethnique, premier pays musulman du monde, et que l'ancien président avait réussi à souder autour des concepts de laïcité et de nationalisme.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui : en promettant des réformes politiques au contenu encore flou, le nouveau président, B. J. Habibie, vient de déclencher un processus qu'il pourrait avoir, à terme, du mal à maîtriser. Ce qui, dans ce cas, pourrait provoquer une réaction de l'armée, celle-ci constituant depuis des lustres le pilier le plus solide du régime. La boîte de Pandore est donc ouverte. Et si les Indonésiens, dans leur grande majorité, se félicitent des promesses de *« reformasi »*, ils se demandent avec inquiétude comment va se matérialiser une transition qui s'annonce aussi douloureuse qu'imprévisible.

***Bruno Philip***

## AU COURRIER DU « MONDE »

### IL Y A DES GRANDS JOURS...

Il y a des grands jours pour l'humanité ; le vendredi 29 mai 1998, date à laquelle l'Assemblée nationale française a voté à l'unanimité la reconnaissance du génocide arménien de 1915, en fut un. C'était bon d'être né français.

Il y a des mauvais jours pour l'humanité, ceux où la Turquie, héritière du bon et du mauvais de l'Empire ottoman fait un chantage hystérique envers la France, afin que le Sénat n'entérine pas le vote de l'Assemblée.

Il pourrait y avoir un très grand jour pour l'humanité, celui où les grandes nations et plus particulièrement les Etats-Unis, oubliant les intérêts mercantiles, s'uniraient afin de soutenir d'une seule voix le pays des droits de l'homme dans sa démarche historique pour qu'une page noire du début de notre siècle soit ouverte et reconnue. Fais-je un rêve ? Pourquoi pas ! Quelqu'un avant moi avait également rêvé...

**Jean Karayan**
**Paris**

### DÉLINQUANCE EN SEINE-SAINT-DENIS

Dans son numéro daté du 25 avril, *Le Monde* cherche *« à comprendre pour quelles raisons le département de la Seine-Saint-Denis est le plus défavorisé de France »*. Tentative louable. Mais, que parmi les facteurs de déséquilibre, l'immigration n'ait même pas été une fois évoquée dans l'article peut laisser rêveur quand on sait que près d'un enfant sur deux dans ce département est issu d'une famille d'immigrés, comme le montrent les études de l'INED, et que ce chiffre est de loin le plus élevé de France. Il en est de même des analyses concernant la délinquance. Si vous notez effectivement que la délinquance des mineurs ne cesse d'augmenter, on cherche vainement votre travail d'investigation sur les trafics d'armes, de drogues et de médicaments, les violences et le racket scolaire, ou les élevages et les combats de pitbulls qui rythment la vie de nombreuses cités.

**Jean-Paul Gourevitch**
**Paris**

### RANDONNEURS CONTRE CHASSEURS

Le vote récent de la loi sur l'avancement de l'ouverture de la chasse aux oiseaux d'eau m'incite à manifester mon indignation. La protection de ces oiseaux n'est pas une atteinte à la « tradition » mais une question de rythme biologique. Ne pas les chasser pendant le retour vers le lieu de nidification et toute la période de reproduction, c'est faire preuve de bons sens dans l'intérêt même des chasseurs en préservant l'avenir. Mais les menaces, le chantage à la violence, le clientélisme et une certaine forme de lâcheté politique ont gagné. Ainsi les chasseurs – le seul groupe de pression légalement armé – pourront exercer leur passion plus tôt (avant que beaucoup de jeunes canards ne soient capables de voler), en contradiction avec les directives européennes pourtant signées par la France. De plus, les contribuables paieront les indemnités réglementaires... Les amateurs de randonnée et les promeneurs, pourtant bien plus nombreux que les chasseurs, devront s'incliner et subir éventuellement la menace de coups de feu hasardeux pendant la période – elle aussi traditionnelle – des vacances d'été ! Heureusement, ils pourront encore donner leurs suffrages aux écologistes, qualifiés ou non d'intégristes, ou même rejoindre ceux pour qui la politique est assez honteuse pour rendre le « devoir électoral » parfaitement utile.

**Roger Léonard**
**Cesson (Seine-et-Marne)**

هكذا من الأصل



**AÉRONAUTIQUE** Le constructeur d'avions régionaux ATR espère renaître sur les cendres du consortium européen AI(R), le petit frère d'Airbus, anéanti par le divorce entre Britanniques (British Aerospace) et Franco-Italiens (Aerospatiale et Alenia). ● PRÉSIDENT depuis début juillet, *Antoine Bouvier n'entame pas sa* mission dans des conditions favorables : aucune commande n'a été enregistrée sur les six premiers mois de l'année. ● SPÉCIALISTE des avions *à hélice turbopropulseurs*, ATR *est* handicapé par la réticence des passagers, notamment américains, vis-à-vis de ce type d'appareil. Ses concurrents, le brésilien Embraer et le canadien Bombardier, *ont profondément* transformé le marché avec leurs petits avions à réaction. ● ATR A RESSORTI de ses cartons le projet d'un nouvel avion à réaction, l'Airjet. Ses *actionnaires devront* décider de *son* lancement au plus tard début 1999.

# Le groupe franco-italien ATR tente de surmonter la défection de British Aerospace

## Spécialiste des avions régionaux à hélice, le consortium européen réexamine un projet d'appareil à réaction dont le marché se développe rapidement. Mais il doit trouver de nouveaux partenaires pour contrer la montée en puissance du canadien Bombardier et du brésilien Embraer

**TOULOUSE**
*de notre envoyé spécial*

Zéro avion commandé sur les six premiers mois de l'année. Le constructeur d'avions régionaux ATR aurait pu espérer de meilleurs augures pour sa renaissance officielle sur les cendres du consortium européen AI(R), le petit frère d'Airbus. Antoine Bouvier, son président depuis le 1er juillet, n'aborde pas sa mission dans un contexte favorable. Ses actionnaires italien Alenia et français Aerospatiale lui ont pourtant demandé de remotiver des troupes déstabilisées par le divorce entre Britanniques et Franco-Italiens.

Les cadres et les employés britanniques ont fait leurs cartons et quitté les lieux début juillet. Leur maison mère, British Aerospace, échaudée par ses déboires dans l'aviation régionale au début des années 90, ne voulait pas investir 1,2 milliard de dollars (7,2 milliards de francs) pour développer une nouvelle famille d'avions à réaction de 58 à 84 places, baptisée Airjet. Après deux ans et demi de vie commune, les Britanniques, qui fabriquent les avions Avro et Jetstream, ont donc décidé de laisser les Français et les Italiens, qui construisent depuis dix-sept ans ensemble des avions à hélice ATR, travailler seuls sur leur projet.

Aussitôt arrivé, M. Bouvier a fait ressortir des cartons le projet Airjet. Il a donné six mois à ses équipes techniques et commerciales pour redéfinir les caractéristiques de l'appareil, réduire les coûts de développement et trouver des partenaires industriels, comme l'espagnol Casa, le brésilien Embraer ou l'allemand Fairchild-Dornier. *« Il appartiendra ensuite à mes actionnaires de se décider fin 1998 ou au tout début de 1999 »*, explique M. Bouvier. S'il obtient leur feu vert pour développer ce nouvel avion à réaction, il sait qu'il pourra installer durablement ATR sur le marché des avions régionaux (moins de cent places), en profonde transformation.

Alors qu'il y a quelques mois les équipes d'AI(R) estimaient que la moitié des quatre mille appareils vendus au cours des vingt prochaines années seraient des avions à hélice turbo-propulseurs, comme les ATR, la nouvelle équipe ne compte plus que sur un tiers du marché. L'arrivée des petits avions à réaction (jets) de 50 et 70 places du canadien Bombardier et d'Embraer a profondément renouvelé le marché. En 1997, ils ont, à eux deux, vendu 160 appareils, alors que ATR en vendait 54 et le canadien de Havilland 44. Fairchild-Dornier envisage, lui aussi, le lancement de jets de cette taille. Il revendique les compagnies allemande Lufthansa et suisse Crossair comme clients de lancement. Plus chers et plus gourmands en carburant, les jets sont plus rapides et plus silencieux que les turbo-propulseurs. Ils rassurent surtout les passagers, habitués aux gros avions à réaction de Boeing et d'Airbus. Seul le lancement de la famille Airjet pourrait permettre à ATR de prendre ce tournant du marché régional.

**« ATR CONTINUERA D'EXISTER »**

Avec ou sans avions à réaction, *« ATR continuera d'exister »*, affirme M. Bouvier, qui ne semble pas exclure que ses actionnaires franco-italiens soient finalement aussi exigeants que les Britanniques. Dans ce cas-là, ATR devra renoncer à être un acteur de premier plan. Il se contentera du rôle de leader du marché des turbo-propulseurs. La piètre performance du premier semestre *« ne rend pas compte des importants contrats en cours de négociation »*, affirme-t-il. Tablant sur un marché de 70 à 80 appareils de ce type par an, ATR revendique un minimum de 50 % de part de marché, soit environ 40 appareils par an. *« Au-delà de dix ans, il restera encore un peu de place pour les turbo-propulseurs, surtout sur les très courtes distances et sur des marchés comme l'Asie »*, explique M. Bouvier. La hausse du prix du pétrole ou une conjoncture économique moins favorable pourraient également ramener les compagnies aériennes vers les turbo-propulseurs, moins chers à exploiter.

*« Notre ambition est facilitée par la forte diminution du nombre d'acteurs »*, explique M. Bouvier. Le néerlandais Fokker a disparu en 1996, le britannique Jetstream arrête de promouvoir ses turbo-propulseurs et le suédois Saab a annoncé, cette année, l'abandon de ses activités dans l'aviation civile. Dans ce domaine, la restructuration européenne par élimination des plus faibles s'est finalement imposée. Et la tentative de fédération que constituait AI(R) a fait long feu.

Pour rétablir sa situation financière, toujours déficitaire, ATR va suivre la voie tracée par Airbus. Alenia et Aerospatiale ont décidé de lui transférer, à partir du début 1999, les actifs industriels (bureaux d'études, achats, chaînes d'assemblage), à l'exception des ateliers mécaniques, qui seront sous-traités à Airbus. M. Bouvier n'exclut pas de réduire les effectifs d'ATR, mais *« les partants seront accueillis par Airbus, qui manque de main-d'œuvre »*. Dans un second temps, le groupement d'intérêt économique pourrait être transformé en société de plein exercice lorsque son bilan le lui permettra.

*Christophe Jakubyszyn*

### *Boeing annonce une trêve dans la guerre des prix*

**Pour la première fois depuis 1975, le constructeur d'avions américain Boeing a relevé – de 5 % – les prix de base de tous ses appareils, à l'exception du B-717, son nouvel avion de 100 places. Cette décision met théoriquement fin à la guerre des prix engagée par l'américain pour contrer la progression de son concurrent européen Airbus, qui a vendu plus d'avions que Boeing au premier semestre 1998, malgré des prix de base plus élevés. L'impact ne sera pas immédiat : Boeing est lié par des contrats d'exclusivité à long terme à ses principaux clients américains, Continental, Delta et American Airlines.**

**Cette hausse devrait améliorer la rentabilité de Boeing, qui a perdu 178 millions de dollars (plus de 1 milliard de francs) en 1997 après d'importantes provisions pour restructuration. Le groupe est en pleine réorganisation en raison de difficultés de production. Après avoir annoncé, voilà quinze jours, qu'elles étaient terminées, Boeing a admis, lundi 13 juillet, que de nouvelles complications étaient apparues.**

# Le combat d'un patron charentais contre le Monopoly industriel

**ANGOULÊME**
*de notre correspondant*

Le dernier des Mohicans est charentais. Il s'appelle Jean-Luc Maury-Laribière, 55 ans et l'allure d'un jeune premier. En juin, il a terminé les 24 Heures du Mans au volant d'une Porsche, sa passion. A la ville, il est, depuis une dizaine d'années, PDG de Tuilerie Briqueterie Française (TBF), une entreprise de 530 salariés installée à Roumazières, entre Angoulême et Limoges. Du moins il l'était. Le 19 juin, le conseil d'administration qu'il présidait l'a révoqué à sept voix contre deux, la sienne et celle de son frère Manuel, directeur commercial de l'entreprise.

Conséquence d'un banal conflit entre actionnaires, la révocation du PDG de cette PME n'aurait jamais dû résonner hors des moquettes feutrées de la salle du conseil. Pas avec M. Maury-Laribière. Il a assigné en référé son successeur, Christian Massu, représentant de l'actionnaire principal, le puissant groupe Saint-Gobain. Il réclamait la suspension provisoire de sa révocation, estimant que les circonstances qui ont conduit à la désignation de M. Massu, président du directoire d'Industrielle de Tuiles, filiale matériaux de Saint-Gobain, étaient illicites.

L'émissaire de Saint-Gobain souhaitait depuis plusieurs mois la présence d'un directeur général à TBF, à laquelle M. Maury-Laribière était opposé. Las d'attendre, l'actionnaire a forcé la décision. *« C'est illicite, cette décision ne relève que du seul PDG »*, plaide le président révoqué qui se réserve le droit d'assigner sur le fond. Parce que, sur la forme, en référé, le tribunal de commerce de Cognac ne l'a pas suivi. Il a jugé la demande irrecevable.

Pourquoi tant d'acharnement à se maintenir dans son poste ? Parce que la tuilerie de Roumazières, grosse bourgade rurale, est une affaire de famille, l'affaire des Maury-Laribière. Lors de l'audience au tribunal de commerce, plus de cinquante salariés accompagnaient leur patron. Il y a très exactement dix-huit ans, le père de Jean-Luc, Michel Maury-Laribière, qui dirigeait alors l'entreprise et était vice-président du CNPF, avait été enlevé entre son domicile et son bureau. Libéré dix jours plus tard, il avait été accueilli par la totalité de ses salariés dans la cour de l'usine.

À l'époque, TBF était une PME exclusivement familiale. Depuis dix ans, ce n'est plus le cas, mais TBF, bien qu'intégré au groupe Poliet, avait gardé son autonomie et réussi son pari. Elle est aujourd'hui la première tuilerie d'Europe, avec un chiffre d'affaires de 410 millions de francs en 1997 et 48 millions de bénéfice après impôts. Elle emploie 530 personnes, dont une centaine embauchées ces trois dernières années.

**LIBERTÉ D'ACTION**

Fort de cette réussite, M. Maury-Laribière revendiquait sa liberté d'action, pour recruter ou asseoir sa communication sur son hobby, la course automobile. Mais, depuis deux ans, Poliet est passé sous le contrôle de Saint-Gobain, qui entend assurer la gestion de TBF. M. Maury-Laribière a résisté de l'intérieur et continue de résister de l'extérieur. Il s'est adressé par courrier à Jean-Louis Beffa, le président de Saint-Gobain, pour réclamer son arbitrage, et a prévu une réunion publique à la salle des fêtes de Roumazières, jeudi 16 juillet, pour tenir au courant de la situation salariés et élus locaux.

Membre de l'Union patronale, juge consulaire au tribunal de commerce d'Angoulême, viscéralement attaché à son entreprise et à son département, M. Maury-Laribière demande une pause dans le monopoly industriel. Petit département de 340 000 habitants, la Charente comptait, il y a dix ans, de nombreux sièges sociaux d'entreprises leaders sur leur marché : Cognac-Hennessy, Cognac-Martell, moteurs électriques Leroy-Somer, et des dizaines de PME indépendantes dans l'emballage et le papier.

Depuis, les cognacs ont été intégrés par des multinationales, Leroy-Somer est sous le contrôle de l'américain Emerson. Partout les effectifs ont été revus à la baisse. Partout sauf à Roumazières où M. Maury-Laribière, même s'il n'était plus qu'un actionnaire minoritaire, était, jusqu'au 19 juin, l'exception charentaise.

*Ivan Drapeau*



# *Cachez ces hélices que je ne saurais voir*

**DALLAS**
*de notre envoyé spécial*

*American Eagle, la plus grande compagnie* aérienne régionale du monde, avec 1 400 vols quotidiens, a décidé de faire progressivement oublier à ses clients qu'ils volent dans des avions à hélice, de type turbo-propulseurs. Même si les statistiques des accidents aériens prouvent que les avions *« turboprops » ne sont pas moins sûrs que* les « jets » (avions à réaction), le public américain préfère les seconds aux premiers. American Eagle, frappé par l'accident d'un avion ATR le 31 octobre 1994 près de Roselawn (Indiana) qui avait fait 68 victimes, est particulièrement sensibilisée à ces réticences *du public américain.*

La filiale d'American Airlines, issue de la fusion de quatre compagnies régionales qui sera achevée fin 1998, est d'une importance stratégique pour sa maison mère. En offrant des connexions régionales au départ des six principales plates-formes de correspondance d'American Airlines (Chicago, Dallas, Los Angeles, Miami, New York et San José), elle alimente le trafic d'American Airlines. 60 % de ses 12,1 millions de passagers annuels, *soit 1,1 milliard de dollars* (6,6 milliards de francs) de chiffre d'affaires, commencent ou poursuivent leur trajet sur un vol d'American Airlines.

**LA PLUS GROSSE COMMANDE DE L'HISTOIRE**

American Eagle a mis en service en mai *son premier jet régional brésilien Embraer.* La compagnie aérienne avait créé l'évènement au dernier Salon du Bourget, en 1997, en annonçant la plus grosse commande d'avions de ce type de l'histoire. Au total, American Eagle doit prendre livraison, d'ici à 2001, de 67 jets régionaux auprès d'Embraer *(avions de 50 places) et du canadien* Bombardier (avions de 70 places). Elle a pris une option sur 50 avions supplémentaires.

En attendant la mise en service de ces nouveaux appareils, American Eagle s'efforce d'améliorer le voyage de ses clients à bord des turboprops. Des passerelles d'accès direct à bord ont été conçues sur le modèle des bras articulés qui relient les terminaux d'aéroports à la porte d'entrée des avions à réaction. A tel point que les passagers, *qui ne voient pas les grosses hélices* attachées sous les ailes, ont l'impression de voyager à bord d'un jet. *« J'ai passé tout le vol à faire en sorte de masquer le hublot à ma voisine qui se réjouissait qu'American Eagle ait abandonné l'exploitation de ses turboprops »*, reconnaît volontiers Dan Garton, *président d'American Eagle.*

La compagnie aérienne conservera pourtant une partie de ses 200 turboprops. *« Les coûts d'exploitation de ces appareils restent nettement inférieurs à ceux des jets, surtout pour des courtes distances »*, explique M. Garton. American Eagle, encore premier *client mondial de la gamme ATR, a d'ailleurs* passé une nouvelle commande de 12 turboprops au consortium franco-italien. Beaucoup plus silencieux que les anciens modèles, la nouvelle génération d'ATR a trouvé un nouveau moyen de se faire oublier de ses passagers.

*C. J.*

# Le britannique Cable & Wireless se renforce dans Internet

**L'OPÉRATEUR DE TÉLÉCOMMUNICATIONS BRITANNIQUE** Cable & Wireless devait annoncer, mardi 14 juillet, le rachat de l'activité internet du groupe américain MCI pour 9 à 12 milliards de francs. En 1997, cette activité a généré un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs. Sa vente était une des conditions imposées par les autorités antitrust américaines pour approuver le rachat de MCI par son compatriote WorldCom. Par ailleurs, le groupe britannique a confirmé lundi qu'il renonce à céder en bloc sa participation de 20 % dans Bouygues Télécom à son allié Telecom Italia. Le groupe français Bouygues, soucieux de conserver le contrôle de sa filiale de téléphonie, a contré l'offensive italienne en faisant usage de son droit de préemption. La part de Cable & Wireless *devrait être répartie entre les actionnaires actuels de Bouygues* Télécom (Bouygues, Decaux, Paribas, Telecom Italia et Veba) au prorata de leur participation (*Le Monde* du 8 juillet).

## DÉPÊCHES

■ **ITT INDUSTRIES** : trois semaines après avoir vendu ses systèmes électriques au français Valeo, le groupe américain va céder sa branche freinage à l'américain Tenneco pour 10,2 milliards de francs.

■ **GÉNERALE DES EAUX : le consortium composé de la Générale des eaux (groupe Vivendi) et du japonais Marubeni** a signé, dimanche 12 juillet, un contrat pour le traitement d'eau potable de la ville de Chengdu, capitale de la province du Sichuan. L'investissement se chiffre à 600 millions de francs. D'une durée de dix huit ans, ce contrat est le premier de type BOT (Build, Operate, Transfer) dans l'eau en Chine. – *(Corresp.)*

■ **HOECHST : l'industriel allemand va se séparer de deux filiales chimiques** pour continuer à se recentrer sur les sciences de la vie. Il cède deux sociétés réalisant un chiffre d'affaires cumulé de 4,2 milliards de francs, la première à une filiale de BASF et de Shell, la seconde au groupe américain Johns Manvielle.

■ **CHRYSLER : le troisième constructeur automobile américain,** passé sous la coupe de l'allemand Daimler Benz, a doublé son bénéfice net au premier trimestre 1998, à 1,003 milliard de dollars (6 milliards de francs) contre 483 millions pour la période correspondante de 1997. Le chiffre d'affaires a grimpé à 17 milliards de dollars contre 14,4 milliards.

■ **CIRIO : Cragnotti and Partners, holding du groupe agro-alimentaire italien** Cirio Spa, a racheté la participation du sud-américain Anglo American dans la conserverie britannique Del Monte, pour 480 millions de francs.

**TOUR DE FRANCE 1998** L'Allemand Erik Zabel (Telekom) s'est emparé du maillot jaune, lundi 13 juillet, à l'issue de la deuxième étape Enniscorthy-Cork (205,5 km), la dernière courue en République d'Irlande, gagnée par le Tchèque Jan Svorada (Mapei) qui s'est imposé devant l'Australien Robbie McEwan (Rabobank) et l'Italien Mario



Cipollini (Saeco). ● L'ANGLAIS Chris Boardman (GAN), précédent leader, a dû abandonner à la suite d'une chute spectaculaire, sans conséquence grave. ● À L'HEURE où la caravane devait regagner la France, à Roscoff (Finistère), le peloton, très discret, était visiblement tourmenté par les conséquences de l'affaire Festina.

# Le peloton revient en France avec quelques angoisses

**Deuxième étape Enniscorthy-Cork.** Alors que la course a changé de maître – l'Allemand Erik Zabel (Telekom) a pris le maillot jaune à la faveur de l'abandon de l'Anglais Chris Boardman (GAN) –, coureurs et suiveurs s'interrogent toujours sur les suites de l'affaire Festina

**ROSCOFF**
*de notre envoyé spécial*

C'est sur l'embarcadère du port de Cork et sur le tarmac de l'aéroport de cette ville du sud de l'Irlande que le Tour de France 1998 en a terminé avec les préliminaires. Deux ferries et trois Airbus affrétés par la Société du tour ont transporté, en l'espace d'une quinzaine d'heures, quelques centaines de tonnes de matériel et près de deux mille personnes. Les derniers arrivants ont débarqué tôt sur le port de Roscoff d'où devait s'élancer la troisième étape vers Lorient.

Ni le déroulement de la course disputée entre Enniscorthy et Cork (205,5 km), remportée au sprint par le champion de la République tchèque Jan Svorada – étape marquée par l'abandon sur chute du maillot jaune Chris Boardman à une cinquantaine de kilomètres de l'arrivée, lequel maillot est désormais sur les épaules de l'Allemand de Telekom Erik Zabel –, ni la victoire des Français en finale de la Coupe du monde de football n'ont modifié l'atmosphère pesante qui règne sur le Tour, depuis l'annonce, vendredi 10 juillet au soir, de l'incarcération d'un soigneur de l'équipe Festina à la prison de Loos (Nord). *« Au départ, on visait le maillot jaune pour Tom Steels,* reconnaissait le vainqueur du jour, *mais les circonstances de la course en ont décidé autrement. »*

> Les douaniers peuvent se flatter d'un résultat que des années de lutte n'ont pas obtenu

En vérité, la caravane est encore stupéfiée et ne parvient pas à se remettre du choc qu'elle a subi en apprenant cette nouvelle. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'affaire Festina » hante les esprits, tant du côté des suiveurs que de celui des coureurs. Ainsi, les pronostics concernent moins l'ordre d'arrivée de l'étape du jour que le sort réservé par les enquêteurs à l'encadrement de l'équipe Festina. Bruno Roussel, le directeur sportif des Festina, et toutes les personnes de la formation touchées de près ou de loin par cette affaire, seront-ils entendus par les enquêteurs et quand ? Dans les prochaines heures ? Ou bien le juge, Patrick Keil, chargé d'instruire le dossier, préférera-t-il attendre quelques jours ? Les policiers vont-ils perquisitionner dans les hôtels des coureurs, vont-ils fouiller les véhicules de course ? Voilà les questions qui préoccupaient encore la caravane du Tour de France mardi en début de matinée, alors que le procureur de Brest n'avait été saisi d'aucune demande des policiers du SRPJ de Lille.

Cette affaire sort largement de l'ordinaire, en matière de dopage. Ici, il ne s'agit pas d'un ou de quelques coureurs malchanceux « pincés » au hasard d'un contrôle. Les faits sont imparables et le doute n'est pas permis. Willy Voet, soigneur officiel de l'équipe Festina, a été pris en flagrant délit, le coffre d'un véhicule de course décoré aux couleurs du Tour et de sa formation chargé d'une importante quantité de produits interdits. La main dans le sac. En une seule prise, les douaniers peuvent, d'ores et déjà, se flatter d'un résultat que des années de lutte menées au travers des opérations de contrôles médicaux n'ont pas obtenu. De plus, confiée à la brigade du SRPJ de Lille, cette affaire sort du cadre habituel des instructions menées en matière de dopage. Elle échappe au milieu sportif et à ses instances pour entrer dans le domaine de la justice, nettement plus compétente pour instruire des dossiers de ce genre et pousser les investigations nécessaires. On se souvient qu'il a fallu qu'un juge s'intéresse au monde du football et mette son nez dans des dossiers qui jusque-là relevaient de simples règlements associatifs pour démêler les noeuds de l'affaire de corruption OM-Valenciennes. Alors cette intrusion des policiers et d'un juge dans le domaine parfois obscur de la petite reine engendrera-t-elle des effets comparables ? Nombre de suiveurs s'interrogent.

En tout cas, aujourd'hui, on en a la quasi-certitude, le véhicule a été intercepté alors qu'il achevait un petit tour d'Europe des laboratoires, sorte de tournée des potes, où Willy Voet se fournissait en anabolisants de toutes sortes, EPO et autres... Il semble bel et bien qu'en découvrant ce chargement les douaniers ont mis la main sur un vrai trafic avec ses réseaux, ses pourvoyeurs, ses convoyeurs et tous ceux qu'une entreprise délictueuse de ce genre suppose. *« Lorqu'en octobre, nous avons affirmé notre volonté de lutter contre les trafiquants en remontant les filières européennes du marché du dopage, certains ont souri,* a déclaré au *Monde* un proche de la ministre des sports. *Cette affaire prouve – hélas ! – à quel point nous avions raison. »*

Effectivement, le parcours effectué par le véhicule laisse envisager la possibilité de filières à l'échelle européenne : Suisse, Allemagne, Belgique. Mais une, ou à plus forte raison des filières, implique toutes sortes d'acteurs. Aussi, à ce stade de l'affaire une série de questions se posent : qui prescrit de telles ordonnances ? Des médecins pourraient-ils être impliqués ? Ou serait-ce des personnages un peu louches nantis de quelques vagues connaissances pharmacologiques qui traîneraient les valises bourrées de mystérieuses ampoules autour des chambres des coureurs ? Force est de constater que la nature des produits découverts dans la Fiat de l'équipe Festina ne relève pas d'une « cuisine » artisanale. Ces produits – souvent indécelables lors des contrôles d'urine – ne sont pas sans conséquences sur l'organisme. Bien sûr, ils améliorent de manière sensible la performance de celui qui en use, mais ils peuvent également être à la source de graves problèmes de santé.

S'attaquer à ceux qui les distribuent ou les revendent relève évidemment d'un geste de salubrité tout à fait indispensable. Mais il serait tout autant salutaire de s'intéresser aux causes du dopage. Il y a quelques mois, un jeune coureur écœuré s'était confié au *Monde*. Erwan Mentheour nous avait alors expliqué cet engrenage du *« toujours plus, toujours plus vite ». « Rien ne sert de mettre une, deux ou trois fois l'an une affaire de dopage sur la place publique, si c'est pour faire porter le chapeau au seul coureur-consommateur et à son entourage immédiat. Mieux vaut réduire les charges de travail imposées aux sportifs afin de leur permettre de récupérer de leurs efforts. La qualité du spectacle n'en serait pas affectée »*, nous avait-il déclaré.

**Yves Bordenave**

### *Le jour de gloire d'Erik Zabel*

**Pour la première fois de sa carrière, Erik Zabel (Telekom), un des coéquipiers de Jan Ullrich, lauréat du Tour 1997, a endossé, lundi 13 juillet, à l'issue de la deuxième étape, le maillot jaune. Plutôt habitué à revêtir la tunique verte qui distingue le meilleur sprinter de l'épreuve, l'Allemand a déclaré qu'il vivait là *« un des temps forts de* (sa) *carrière »*. Cette consécration intervient à la faveur de l'abandon de Chris Boardman (GAN), qui occupait la tête du classement général. Mais Zabel avait pris une option sur le maillot jaune avant la chute de l'Anglais. Vainqueur du troisième puis du dernier sprint intermédiaire, le coureur de Telekom avait fait l'essentiel.**

***« Je suis vraiment désolé pour Boardman,* s'empressait de déclarer le champion d'Allemagne en titre. *Mais toute l'équipe comptait là-dessus dès le départ et mon directeur sportif m'avait même dit que cela serait une récompense de tout mon travail que de le porter une seule fois. »***

## *Bruno Roussel, éleveur de champions pour Festina*

**CORK**
*de notre envoyé spécial*

*Il a construit la meilleure équipe française,* fait de Richard Virenque un héros national et de Laurent Brochard un champion du monde. *Le Tour de France arrive chez lui,* dans le Morbihan, mardi 14 juillet.

Mais, depuis vendredi 10 juillet, Bruno Roussel voudrait être ailleurs. Le directeur sportif de la formation Festina est le personnage central d'un début de Tour de France au parfum de scandale. Un des soigneurs de Festina, Willy Voet, proche de Virenque, est incarcéré près de Lille pour détention de produits dopants. Un cauchemar pour un homme habitué au succès. Lundi 13 juillet, Bruno Roussel était terrorisé à l'idée de devoir peut-être suivre les policiers, à son arrivée en France, devant les siens.

Bruno Roussel naît à Vannes en 1956. Deux ans plus tard, Jean Gainche gagne une étape du Tour à Versailles. C'est le frère de Germaine Gainche, la mère de Bruno Roussel. Ange Roussel, le père, court chez les amateurs, *mais il va surtout devenir un fameux* entraîneur, celui de plusieurs générations de coureurs bretons. Plus tard, il entraînera *l'équipe de France juniors, formant entre* autres un certain Laurent Fignon. Mais Ange Roussel, autodidacte en marge du système *fédéral, précurseur de l'entraînement scientifique*, n'ira pas plus loin dans la carrière. Aussi son fils s'est-il juré qu'il ne travaillerait ja*mais pour la Fédération française de cyclisme* (FFC).

**« QUELQU'UN DE NEUF »**

Le futur directeur sportif apprend donc le vélo auprès de son géniteur, qu'il suit tous les dimanches, sur les routes de Bretagne. Forcément bien conseillé, le jeune Bruno Roussel obtient quelques résultats probants chez les amateurs, notamment une victoire dans le Circuit du Morbihan. Mais Roussel junior est limité physiquement et il a l'intelligence de ne pas s'éterniser sur la selle. Il sera entraîneur, comme son père.

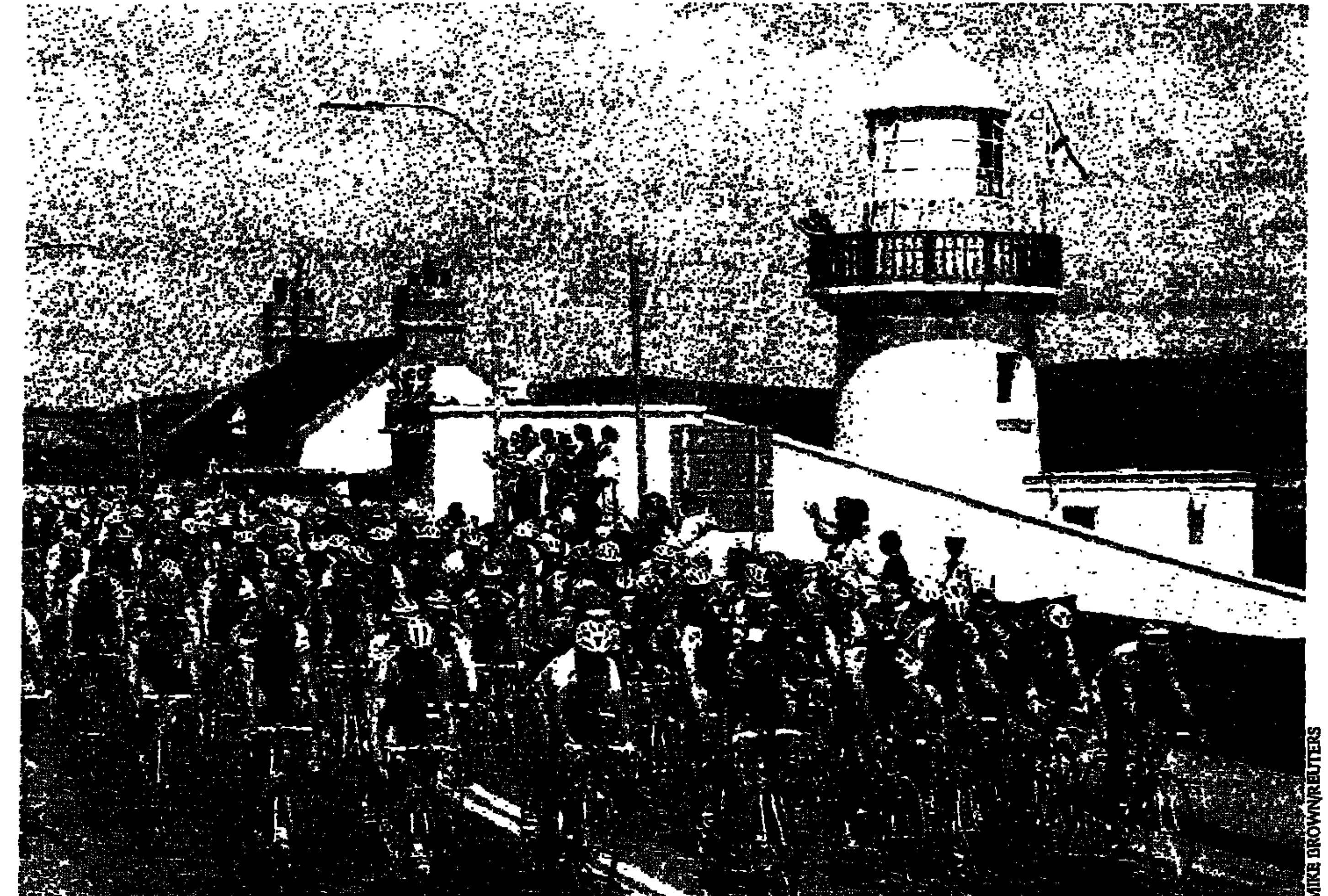
Il passe son brevet d'Etat à Talence, dans la région bordelaise, et crée sa société avec un médecin. L'AC Boulogne-Billancourt, club réputé de la région parisienne, est son premier « client ». Au milieu des années 80, Roussel *devient directeur sportif de l'US Créteil*, où il va façonner Pascal Lino, aujourd'hui leader de l'équipe Big-Mat Auber 93.

*En 1990, il entre dans le milieu profession*nel, appelé par l'atypique Paul Koechli chez Helvetia. L'année suivante, Marc Braillon, *PDG de RMO et accessoirement patron de* l'équipe du même nom, se sépare de son directeur sportif, Bernard Vallet, et demande à Charly Mottet, *le leader de la formation*, de lui trouver un remplaçant, *« quelqu'un de neuf »*.

Charly Mottet propose Bruno Roussel, qui rencontre Marc Braillon à l'occasion d'un départ de transat à Saint-Malo. *« Je ne vous connais pas mais votre prix est le mien »*, lance l'homme d'affaires à un Bruno Roussel interloqué. Chez RMO, ce dernier va faire la connaissance de Richard Virenque et de Willy Voet. L'aventure dure deux saisons, dont dix jours en jaune avec Pascal Lino.

Lorsque RMO se retire du peloton fin 1992, Bruno Roussel rejoint l'équipe Festina, encore andorrane et minée par les conflits internes. Un an plus tard, Miguel Rodriguez lui donne les pleins pouvoirs. La suite n'est que réussite, une réussite personnelle, car cet homme, comme son père, n'a jamais été « dans le système ». *Il a le sien.* Voilà pourquoi, aujourd'hui, Bruno Roussel est seul.

**Nicolas Guillon**



MIKE BROWN/REUTERS

*Débuts groupés*

A quelques kilomètres de l'arrivée à Cork (République d'Irlande), lundi 13 juillet, le peloton du 85e Tour de France, qui vient de changer de leader – Erik Zabel (Telekom) remplace Chris Boardman (GAN), victime d'une chute – salue une dernière fois les paysages irlandais qu'il sillonne depuis trois jours. A cet instant, et pour quelques jours encore, la course n'éparpille pas ses acteurs, elle les préfère groupés, prêts à offrir au public l'image d'un bloc compact accélérant l'allure au fil des kilomètres, ne se disloquant qu'à la faveur du sprint final.

## LES RÉSULTATS

**2e étape**
**Enniscorthy-Cork, 205,5 km)**

1. J. Svorada (Tch., MAP), les 205,5 km en 5 h 45 min. 10 s ; 2. R. Mc Ewen (Aus., RAB) ; 3. M. Cipollini (Ita., SAE) ; 4. A. Turicchia (Ita., ASI) ; 5. T. Steels (Bel., MAP) ; 6. E. Magnien (Fra., FDJ) ; 7. J. Kirsipuu (Est., CSO) ; 8. N. Minali (Ita., RIS) ; 9. J. Blijlevens (PB., TVM) ; 10. S. Martinello (Ita., PLT) ; 11. P. Gaumont (Fra., COF) ; 12. F. Guidi (Ita., PLT) ; 13. F. Moncassin (Fra., GAN) ; 14. M. Traversoni (Ita., MER) ; 15. A. Ferrigato (Ita., VIT) ; 16. A. Tchmil (Bel., LOT) ; 17. E. Zabel (All., TEL) ; 18. O. Nazon (Fra., FDJ) ; 19. V. Djavanian (Rus., BIG) ; 20. N. Jalabert (Fra., COF) ; 21. F. Fontanelli (Ita., MER) ; 22. G. Hincapie (EU, USP) ; 23. A. Vierhouten (PB., RAB) ; 24. S. O'Grady (Aus., GAN) ; 25. C. Mengin (Fra., FDJ) ; 26. L. Michaelsen (Dan., TVM) ; 27. F. Sacchi (Ita., PLT) ; 28. F. Roscioli (Ita., ASI) ; 29. A. Sivakov (Rus. BIG) ; 30. S. Barthe (Fra., CSO) ; 31. L. Van Bon (PB., RAB) ; 32. A. Bongioni (Ita., ASI) ; 33. R. Aldag (All., TEL) ; 34. B. Hamburger (Dan., CSO) ; 35. C. Vasseur (Fra., GAN) ; 36. O. Rodrigues (Por., BAN) ; 37. A. Olano (Esp., BAN) ; 38. C. Agnolutto (Fra., CSO) ; 39. P. Indurain (Esp., VIT) ; 40. F. Guesdon (Fra/FDJ) ; 41. S. Gonzalez (Esp., KEL) ; 42. D. Garcia (Esp., VIT) ; 43. A. Casero (Esp., VIT) ; 44. B. Julich (EU, COF) ; 45. J. Ullrich (All., TEL) ; 46. G. Di Grande (Ita., MAP) ; 47. C. Moreau (Fra., FES) ; 48. M. Scirea (Ita., SAE) ; 49. L. Guidi (Ita., PLT) ; 50. A. Tafi (Ita., MAP), tous dans le même temps.

**Classements**

**Classement général :** 1. Erik Zabel (All., TEL), 10 h 21 min. 16 s ; 2. T. Steels (Bel., MAP) ; à 7 s ; 3. F. Moncassin (Fra., GAN) ; à 7 s ; 4. A. Olano (Esp., BAN), à 8 s ; 5. L. Jalabert (Fra., ONC), à 9 s ; 6. B. Julich (EU, COF) à 9 s ; 7. C. Moreau (Fra., FES) à 9 s ; 8. J. Ullrich (All., TEL) à 9 s ; 9. J. Svorada (Tch., MAP) à 10 s ; 10. R. Mc Ewen (Aus., RAB) à 11 s ; 12. A. Zulle (Sui., FES) à 11 s ; 12. L. Dufaux (Sui., FES) à 13 s ; 13. A. Tchmil (Bel., LOT) à 14 s ; 14. J. Durand (Fra., CSO) à 14 s ; 15. V. Ekimov (Rus., USP) à 15 s ; 16. F. Andreu (EU, USP) à 15 s ; 17. A. Casero (Esp., VIT) à 15 s ; 18. S. Heulot (Fra., FDJ) à 15 s ; 19. R. Virenque (Fra., FES) à 16 s ; 20. N. Jalabert (Fra., COF) à 16 s ; 21. L. Brochard (Fra., FES) à 16 s ; 22. S. Knaven (PB., TVM) à 16 s ; 23. G. Di Grande (Ita., MAP) à 17 s ; 24. R. Verbrugghe (Bel., LOT) à 17 s ; 25. B. Riis (Dan., TEL) à 18 s ; 26. S. O'Grady (Aus., GAN) à 19 s ; 27. B. Hamburger (Dan., CSO) à 20 s ; 28. G. Hincapie (EU, USP) à 20 s ; 29. J. Kirsipuu (Est., CSO) à 20 s ; 30. F. Guidi (Ita., PLT) à 21 s ; 31. S. Zanini (Ita., MAP) à 21 s ; 32. D. Baranowski (Pol., USP) à 21 s ; 33. E. Magnien (Fra., FDJ) à 21 s ; 34. P. Jonker (Aus., RAB) à 21 s ; 35. C. Agnolutto (Fra., CSO) à 22 s ; 36. M. Podenzana (Ita., MER) à 22 s ; 37. J. Voigt (All., GAN) à 22 s ; 38. P. Meinert (Dan., USP) à 23 s ; 39. A. Shefer (Kzk., ASI) à 23 s ; 40. S. Ivanov (Rus., TVM) à 23 s ; 41. M. Mauri (Esp., ONC) à 23 s ; 42. D. Nardello (Ita., MAP) à 23 s ; 43. J. Bruyneel (Bel., ONC) à 24 s ; 44. R. Aldag (All., TEL) à 24 s ; 45. A. Tafi (Ita., MAP) à 24 s ; 46. P. Gaumont (Fra., COF) à 24 s ; 47. A. Elli (Ita., CSO) à 25 s ; 48. A. Merckx (Bel., PLT) à 25 s ; 49. A. Sivakov (Rus., BIG) à 26 s ; 50. D. Rous (Fra., FES) à 26 s.

**Classement par points :** 1. T. Steels (Bel., MAP) 63 pts ; 2. J. Svorada (Tch., MAP) 57 ; 3. R. Mc Ewen (Aus., RAB) 56 ; 4. E. Zabel (All., TEL) 55 ; 5. F. Moncassin (Fra., GAN) 43 ; 6. N. Minali (Ita., RIS) à 40 ; 7. J. Kirsipuu (Est., CSO) 36 ; 8. P. Gaumont (Fra., COF) 34 ; 9. M. Traversoni (Ita., MER) 30 ; 10. S. Martinello (Ita., PLT) 29.

**Classement de la montagne :** 1. S. Zanini (Ita., MAP) 16 pts ; P. Hervé (Fra., FES) 13 ; 3. J. Voigt (All., GAN) 10 ; 4. C. Agnolutto (Fra., CSO) 7 ; 5. M. Serrano (Esp., KEL) 5 ; 6. F. Benitez (Esp., VIT) 5 ; 7. J. Durand (Fra., CSO) 3 ; 8. B. Julich (EU., COF) 1 ; 9. J. De Los Angeles (Esp., KEL) 1.

**Classement par équipes :** 1. Festina, en 31 h 4 min. 21 s ; 2. GAN à 7 s ; 3. Cofidis à 16 s ; 4. US Postal à 17 s ; 5. Telekom à 18 s ; 6. ONCE à 23 s ; 7. Lotto à 24 s ; 8. Banesto à 30 s ; 9. La Française des Jeux à 31 s ; 10. Mapei à 31 s.

**Les équipes**

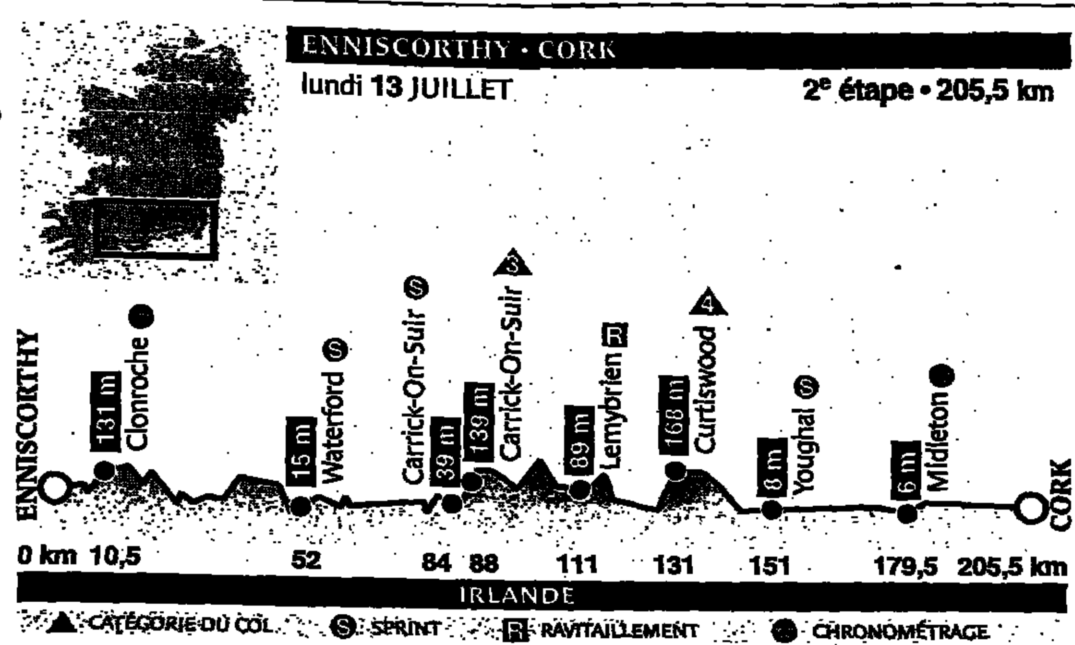
Voici la liste des équipes du Tour et les abréviations utilisées pour le classement :
Asics (ASI) ; Banesto (BAN) ; Big Mat Auber (BIG) ; Casino (CAS) ; Cofidis (COF) ; La Française des Jeux (FDJ) ; Festina (FES) ; GAN (GAN) ; Lotto (LOT) ; Kelme (KEL) ; Mapei (MAP) ; Mercatone Uno (MER) ; Once (ONC) ; Polti (PLT) ; Rabobank (RAB) ; Telekom (TEL) ; TVM (TVM) ; Vitalicio Seguros (VIT) ; Riso Scotti (RIS) ; Saeco (SAE) ; US Postal (USP).

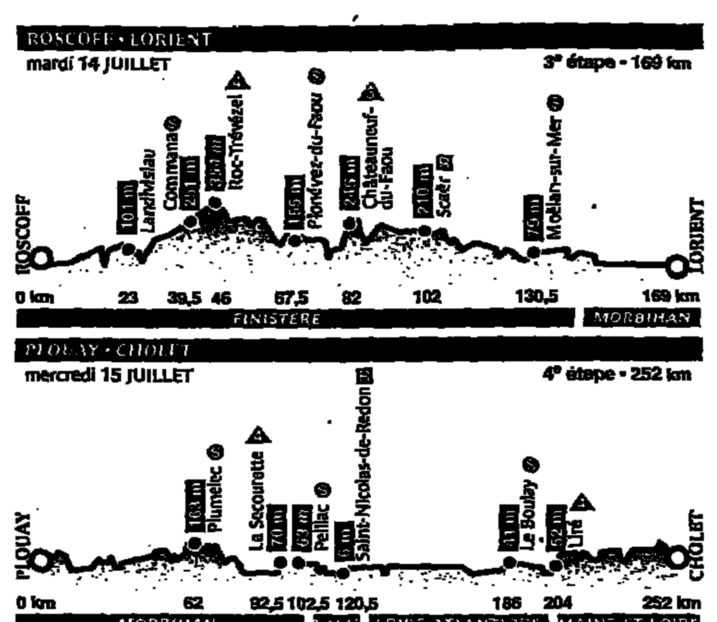


هكذا من الاصل








# Le jour où le Roi René perdit sa couronne

**Mur-de-Bretagne, 1947.** Le légendaire René Vietto, qui avait trop présumé de ses forces les jours précédents, perd le maillot jaune entre Vannes et Saint-Brieuc

*« LA VEILLE, un soigneur m'avait donné une boîte d'allumettes avec, à l'intérieur, trois pilules : une à prendre au départ de l'étape, une à mi-course et une avant l'arrivée. Le*

**RÉCIT**

René Vietto a sans doute commis « l'erreur » de gagner la deuxième étape

*lendemain soir, il m'a dit :* "Tu as vu, ça marche !" *Je lui ai rendu ses pilules devant tout le monde ! »* Raymond Impanis a des raisons de se souvenir de cette étape mythique du vendredi 18 juillet 1947 – 138 km contre la montre entre Vannes et Saint-Brieuc – puisqu'il la remporta avec près de cinq minutes d'avance sur Jean Robic.

Alors que le Belge, sans petites pilules mais avec quelques lampées de caféine, se sentait des ailes, un drame se nouait ce jour-là sur les routes de Bretagne : victime d'une terrible défaillance à Mûr-de-Bretagne, René Vietto était en train de perdre son maillot jaune. Le Roi René, qui fit pleurer la France en 1934 en se sacrifiant pour son aîné Antonin Magne dans la descente pyrénéenne du Portet-d'Aspet, avait trop présumé de ses forces. Par exemple en remportant la deuxième étape, Lille-Bruxelles, après une échappée solitaire de 100 kilomètres.

*« Mon vieux René,* écrivait alors Jacques Goddet dans *L'Equipe, vous venez d'accomplir le plus bel exploit de votre carrière et, selon les règles établies, l'erreur la plus monumentale. »* Quant à Raymond Impanis, il finira deuxième à Bruxelles, puis il traversera une bien mauvaise période. Explication amusée du Belge, cinquante et un ans après : *« A Bruxelles, j'étais logé dans un hôtel de passe, alors, vous comprenez que je n'aie pas très bien dormi ! »* Raymond perdra quarante-cinq minutes en deux étapes et, à Pau, subira les foudres de Jacques Goddet, qui écrira : *« Monsieur Impanis, vous ne savez pas souffrir ! »*

*« God Verdomm,* lance encore aujourd'hui le Flamand, *je me suis dit que j'allais lui montrer si je ne savais pas souffrir. Le lendemain, je passe en tête au sommet du col de Peyresourde, je me tourne vers Jacques Goddet, j'enlève ma casquette et je lui dis :* "Bonjour, Monsieur Goddet". »

Arrive l'étape contre la montre. René Vietto souffre le martyre, *« là, tout seul, avec sa veille jambe qui lui semblait peser 100 tonnes »,* écrit Abel Michéa. L'Italien Pierre Brambilla devient premier au classement général. *Un coriace,* « la Brambille », un dur au mal, avec son menton en galoche et ses ahanements de bûcheron. Bernard *Gauthier, qui finira deuxième de la* dernière étape derrière Brik Schotte, parle avec émotion de Pierre Brambilla, l'Italien de France. *« Un soir, je le vois mettre son vélo dans son lit et, lui, s'installer par terre pour dormir. Je suis interloqué. Pierre me dit :* "Le vélo je n'ai rien à lui reprocher, il peut dormir dans un lit ; moi, non !" » Un autre jour, Brambilla, en détresse dans un col, videra son bidon d'eau par terre en rugissant : *« Brambilla, pas bon coureur, tu ne boiras pas ! »*

Que Pierre Brambilla veuille prendre la nationalité française n'atténue pas la douleur du deuil national après la défaite de René Vietto à Saint-Brieuc. *« Nous avons perdu le maillot jaune »,* titre *Le Parisien-Libéré.* Dans *L'Humanité,* Vietto, qui affiche ses sympathies communistes, écrit un éditorial : *« Pour mon pays, j'ai fait ce que j'ai pu. »* Le quotidien du Parti s'insurge contre un membre du RPF, le rassemblement *gaulliste, qui aurait* insulté *« notre camarade Vietto »* à Saint-Brieuc.

Le petit Breton Jean Robic, qui avait *montré* toute l'étendue de sa classe dans les Pyrénées, gagnera finalement ce Tour de France, sans jamais avoir eu le maillot jaune. Dans la dernière étape, il portera une estocade à Brambilla dans la côte de Bonsecours, entre Rouen et Paris. *« Les Italiens sont venus me dire que, si je roulais avec Brambilla, ils me dédommageraient,* raconte Raymond Impanis, *mais je ne pouvais pas, car, devant, mon équipier Brik Schotte était échappé. »*

Brik Schotte court là son premier Tour de France. *« Je trouvais que les cols étaient trop hauts,* raconte « le dernier des Flandriens », qui sera champion du monde en 1948 et 1950, *mais quel monde sur la route, c'était formidable. »* Le fils de petit fermier, – *« Nous n'avions pas beaucoup d'argent mais nous avions toujours à manger »,* résume-t-il – a commencé à courir dans les courses de village. *« Souvent, c'est le cafetier qui organisait une course et qui promettait au vainqueur un ou deux tonneaux de bière,* se souvient-il. *On courait sans licence, sans casque, sans assurance, tout le monde pouvait s'inscrire. »* Brik Schotte gagnera à Paris.

Jean-Marie Goasmat, sans doute un des plus populaires cyclistes bretons, se souvient très précisément de cette dernière étape. Bon pied bon œil malgré ses quatre-vingt-six ans – *« Ça commence bien à coincer de temps en temps »,* plaisante t-il –, léger comme une plume, élégant dans son costume croisé, il raconte : *« Robic, c'était mon bleu. Quand il a pris la tangente dans la dernière étape, quand il a déclenché tout le machin, nous avons tout fait, avec les gars de l'équipe de l'Ouest, pour empêcher les autres de revenir. »* Et le Breton, très en colère, d'ajouter : *« Moi, j'ai perdu trois places au classement général pour avoir fait le couillon et aider Robic. Eh bien, à Paris, il nous a dit qu'il avait gagné le Tour tout seul et a gardé tous les sous pour lui. Rien pour nous. Pas un franc ! »*

Jean-Marie Goasmat, alors membre de l'équipe des Touristes-Routiers, gagna l'étape de Briançon en 1936 lors de son premier Tour de France. *« Et sans dérailleur »,* précise-t-il fièrement. En 1951, il ne remporta pas d'étapes pour ses adieux à la Grande Boucle. *« Oui, mais,* ajoute-t-il en clignant de l'œil, *la même année, lors du Critérium du Dauphiné Libéré, j'ai largué tous mes bonshommes en cours de route et j'ai gagné à Briançon. »*

***José-Alain Fralon***

*René Vietto (à droite) félicite Jean Robic, le vainqueur du Tour de France 1947.* KEYSTONE

**SUR LA ROUTE**

■ **SÉRIE NOIRE.** L'abandon du maillot jaune Chris Boardman (GAN), lundi 13 juillet, à une cinquantaine de kilomètres de l'arrivée de l'étape Enniscorthy-Cork (République d'Irlande) (205,5 km), sur chute – il souffre d'une commotion cérébrale, d'une plaie importante à l'arcade sourcilière gauche et d'un traumatisme du poignet gauche, mais son état n'inspire pas d'inquiétude particulière – est la cinquième d'un leader du Tour de France. Avant l'Anglais, le Néerlandais Wim Van Est (1951), l'Espagnol Luis Ocana (1971), le Français Pascal Simon (1983) et le Danois Rolf Sorensen (1991) avaient également quitté l'épreuve sur chute.

■ **CHUTES.** Le jeune Italien Massimiliano Mori (Saeco) s'est malencontreusement illustré deux fois en deux jours sur les routes du Tour. Il a en effet été, dimanche 12 juillet, à l'origine de la chute à Dublin (République d'Irlande), dans laquelle son leader, Mario Cipollini, a perdu près de 4 minutes, et, lundi 13 juillet, à celle qui a englué (sans gravité) une vingtaine de coureurs, dont Laurent Jalabert (ONCE), Richard Virenque (Festina), Eric Zabel (Telekom), Andre Tchmil (Lotto) et autres Stuart O'Grady (GAN).

■ **DOUBLE.** L'équipe Mapei, qui n'avait pas gagné une étape du Tour depuis quatre ans, vient d'en gagner deux coup sur coup. Et ce sont deux champions nationaux qui se sont imposés : le Belge Tom Steels, dimanche à Dublin, et le Tchécoslovaque Jan Svorada, lundi à Cork.

# Le peloton tel qu'on le parle

● **Ajuster.** Venir battre sur la ligne un adversaire qui croyait avoir gagné la course. Lors d'un sprint, venir de l'arrière en puissance et jeter le vélo sur la ligne pour la franchir le premier.

● **Avoir la pancarte dans le dos.** Cette expression s'applique en règle générale au favori de l'épreuve, ou au leader de la compétition. Cette position qui le distingue dans le peloton lui vaudra des attaques incessantes de ses adversaires et ne lui permettra pas de tenter facilement une action déterminante. Ce n'est pas la situation rêvée mais c'est aussi la rançon de la gloire.

● **Compter les pavés.** Rouler très doucement, non par envie, mais contraint et forcé, par manque de forme. Le coureur donne l'impression, tant son allure est faible, de compter les pavés. La formule s'applique quel que soit le terrain.

● **Emmener le sprint.** Prendre en charge l'équipier le plus rapide au sprint, en le maintenant dans sa roue, lui éviter de prendre du vent en lui donnant de l'abri et s'écarter brusquement pas très loin de la ligne d'arrivée pour le laisser s'exprimer. En règle générale, celui qui emmène le sprint a peu de chance d'emporter la victoire.

● **Etre en ligne de chaîne.** Etre bien posé sur son vélo, rouler tout droit, à la même allure, sans balancement du corps, en donnant un mouvement régulier à son pédalage.

● **Faire de la patinette.** Se laisser porter par la course, sans y participer vraiment, tout en donnant l'impression d'être dans le coup.

● **Manger de la luzerne.** Perdre le contrôle de son vélo et quitter la route pour aller chuter dans un champ.

● **Mettre la barbiche.** Battre son adversaire dans les derniers centimètres avant la ligne d'arrivée.

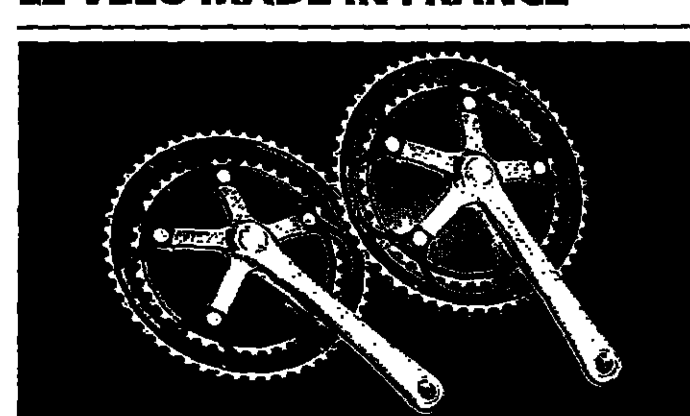
● **Porter le maillot.** Etre en tête d'un classement dont le premier porte un maillot de couleur distinctive – jaune (classement général), vert (meilleur sprinter), à poids rouge (meilleur grimpeur), etc.

● **Se faire péter les varices.** Donner le maximum de soi-même, soit pour se maintenir au niveau des meilleurs, soit pour résister au retour d'un groupe de chasse.

● **Terminer dans les etc.** Ne pas être classé dans les vingt ou trente premiers. La plupart du temps, le classement repris par la presse portera la mention « etc. »

★ **Extraits du *Dictionnaire international du cyclisme,* de Claude Sudres, disponible pour les lecteurs du *Monde,* durant le Tour de France, au prix de 100 F (plus 21 F de frais postaux) auprès de l'auteur (20, rue des Dinandiers, 94400 Marolles-en-Brie).**

## LE VÉLO MADE IN FRANCE



*Les plateaux Spécialités TA*

**VOICI** une cinquantaine d'années, Fausto Coppi n'avait pas hésité. Pour un pédalier, il avait franchi les Alpes et s'était rendu à Trucy, un petit village près de Laon (Aisne). Le champion italien tenait à être équipé du dernier cri technique : des plateaux en aluminium. Une innovation que l'on devait à une jeune entreprise, Spécialités TA, créée en 1947 par un dénommé Georges Navet, également inventeur d'un système de traction avant pour vélo – d'où TA.

Depuis, l'aluminium s'est généralisé. Et Spécialités TA (environ 30 millions de francs de chiffre d'affaires, une cinquantaine de salariés) doit composer avec de puissants concurrents comme Shimano et Campagnolo. Face à eux, elle joue le haut de gamme et le sur-mesure à destination des professionnels (elle équipe GAN, la Mutuelle de Seine-et-Marne, les Festina de Richard Virenque) et des amateurs éclairés. Sur le Tour de France 1997, la société, qui réalise grosso modo 370 000 plateaux par an, a réussi un joli coup : imposer la couleur sur les pédaliers. Ce qui a provoqué un engouement du grand public, qui n'avait pas été anticipé et auquel la société a dû réagir très vite.

*Spécialités TA, qui vient de débuter la fabrication de pignons, peut* aussi compter sur deux autres produits : les bidons et porte-bidons. Pour les premiers, elle est depuis 1963 le fournisseur officiel du Tour de France.

***Philippe Le Cœur***

★ **Modèle Alizé, 1 533 F.**

## EN BREF

# Le gendarme Daniel Nivel « toujours dans une situation difficile »

**DANIEL NIVEL,** le gendarme arrageois âgé de quarante-quatre ans, violemment agressé à Lens (Pas-de-Calais) le 21 juin dernier par plusieurs hooligans allemands à l'occasion du match Allemagne-Yougoslavie (*Le Mondial* du 23 juin), est toujours hospitalisé dans un coma dit réactif au service de réanimation neurochirurgical de l'hôpital Roger-Salengro de Lille, où son état est jugé *« relativement stationnaire ». « Le maréchal des logis Daniel Nivel est sorti du coma profond, mais il se trouve toujours dans une situation difficile, et continue de faire l'objet d'un suivi médical très attentif,* indiquait-on, lundi soir 13 juillet, au CHR. *Cependant, les médecins se gardent bien de tout pronostic hâtif. »*

Depuis cette agression, les témoignages de solidarité se multiplient à l'égard du gendarme et de sa famille, notamment en provenance d'Allemagne. Mercredi 8 juillet, Norbert Blum, le ministre allemand de la santé, s'était rendu au chevet du gendarme pour y rencontrer l'épouse et les deux fils de celui-ci. – *(Corresp.)*

**DÉPÊCHES**

■ **TENNIS : Martina Hingis reste solidement installée en** tête du circuit féminin selon le classement publié, lundi 13 juillet, par l'association des joueuses professionnelles (WTA). La Tchèque Jana Novotna, championne de Wimbledon et vainqueur du tournoi de Prague, se rapproche de la Suissesse mais reste distancée à plus de 1 000 points (l'équivalent de deux victoires en grand chelem). Deux joueuses progressent au sein des vingt meilleures. La Suissesse Patty Schnyder évolue d'une place (11e) comme la Biélorusse Natasha Zvereva, demi-finaliste à Prague (15e). Chez les Françaises, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud et Mary Pierce sont 10e, 13e et 14e. Il y a onze Françaises parmi les 100 meilleures mondiales.

■ **L'équipe de France de Fed Cup qui rencontre la Suisse en demi-finale** les 25 et 26 juillet à Sion (sur terre battue), partira, dimanche 19 juillet, en Suisse pour effectuer son traditionnel stage de préparation. L'équipe de France, tenante du titre, est composée de Sandrine Testud, Nathalie Tauziat, Alexandra Fusai. Le capitaine Yannick Noah a également sélectionné Julie Halard-Decugis – qui ne l'avait plus été depuis deux ans pour cause de blessure – et Amélie Mauresmo. C'est la première sélection de la championne du monde junior 1996. Finaliste au tournoi sur terre battue de Berlin en juin, elle est aujourd'hui 33e mondiale. Sarah Pitkowski qui avait participé au quart de finale contre la Belgique, en avril, n'a, cette fois, pas été retenue.

■ **GOLF : Jack Nicklaus prendra sa retraite à la fin 2000,** après avoir disputé les quatre tournois majeurs. Le golfeur américain, vainqueur de dix-huit tournois majeurs, a fait cette déclaration, lundi 13 juillet, après que des rumeurs ayant couru sur une retraite très prochaine. Agé de 58 ans, Nicklaus a déclaré forfait pour l'Open de Grande-Bretagne (du 15 au 19 juillet) en raison d'une douleur tenace à la hanche gauche. C'est la première fois qu'il manquera un rendez-vous majeur depuis l'Open de Grande-Bretagne 1962. – *(AP.)*

■ **SUPERBIKE : Troy Corser (Ducati) a gagné la huitième épreuve du championnat du** monde de Superbike, dimanche 12 juillet, à Laguna Seca (Californie). Le pilote australien s'est imposé dans la première manche et a terminé deuxième de la seconde. Grâce à cette victoire, il a pris la tête du classement du championnat du monde avec 27,5 points d'avance sur le Néo-Zélandais Aaron Slight.

# 500 000 personnes ont accompagné la parade des Bleus sur les Champs-Elysées


REUTERS

LE JEUDI 9 JUILLET, au lendemain de leur demi-finale victorieuse (2-1) sur la Croatie, Aimé Jacquet et certains de ses joueurs avaient regretté que les « *vrais supporteurs* » des Bleus ne fassent pas partie du public bien trop endimanché, à leurs yeux, du Stade de France. « *Ceux qui aiment vraiment le football sont en dehors des enceintes* », déplorait le sélectionneur, une façon comme une autre d'appeler à la mobilisation générale pour le jour de la finale. Les footballeurs français témoignaient alors du manque de ferveur populaire, un manque de hourras, de slogans et de cris d'amour. Est-ce pour cette raison qu'ils avaient sollicité un défilé sur les Champs-Elysées au lendemain de la finale, et ce quelle que soit l'issue de la rencontre ?

**RÉCIT**

**« Regardez : on est tous différents mais on partage la même passion »**

Bien leur en prit, en tout cas. Lundi 13 juillet, quelque 500 000 personnes se sont rassemblées sur la célèbre avenue pour voir parader les nouveaux champions du monde. Si une foule trois fois plus importante s'était regroupée la nuit précédente au même endroit, ce demi-million de personnes représentait, peu ou prou, le nombre total de spectateurs ayant assisté aux sept matches disputés par l'équipe de France pendant la compétition (455 000). Principale différence : les « *costards-cravates* » y étaient proportionnellement moins nombreux et les quelques centaines de fans étrangers encore présents en France avaient bien du mal à se faire entendre.

Les ont-ils seulement distinguées, ces milliers de voix, Didier Deschamps et ses coéquipiers, fendant la foule perchés sur leur autobus à impériale ? Ou n'ont-ils senti, comme avant eux les Verts de l'AS Saint-Etienne, après leur défaite (0-1) en finale de la Coupe des champions, en 1976, que l'expression d'une vaste ferveur nationale ?

Car le public est là. Dans toute sa diversité. Avec, sur les lèvres, ce sourire ébahi des nuits sans sommeil. Ceux qui étaient là la veille jouent les anciens combattants, racontent cette folie « *que l'on ne vit qu'une fois* ». Philippe, quarante-deux ans, barman, assure qu'il n'a pas quitté de la nuit l'étendard tricolore dans lequel il s'est drapé. « *Ce soir aussi, je dors dedans.* » Samia, une lycéenne de dix-neuf ans, a lâché le sien, mais n'est pas près d'oublier : « *C'était un drapeau brésilien. Je l'avais amené parce que même si hier j'étais heureuse que la France gagne, j'ai toujours soutenu le Brésil. Et puis un type s'est jeté dans mes bras, a enveloppé sa tête et s'est mis à pleurer. Il me parlait en portugais. Je ne comprenais pas un mot, mais je savais ce qu'il pensait.* »

**« C'EST L'HISTOIRE »**

Les autres, la plupart, sont venus se rattraper. Participer à cette liesse collective qu'ils ont aperçue à la télévision. Partager leur bonheur, et remercier les joueurs. Jean et son fils sont venus de la Creuse. Véronique et ses deux filles arrivent de l'Aveyron, et ont tout juste eu le temps d'inscrire le nom de leur idole – « *Liza* » pour l'une, « *Zizou* » pour l'autre – sur leur front. Arrivant de la Somme, José-Manuel a soigné le maquillage de Mathilda, quatre ans, et ses lunettes roses entourées de signes tricolores attirent tous les regards. « *On dit que les footballeurs sont cons*, sourit-il. *Mais qui d'autre parviendrait à créer un tel esprit de communion. Regardez : on est tous différents mais on partage la même passion.* »

Différents, c'est certain. Mad et Gabriel, après cinquante ans de vie commune, se sont découvert une passion pour le football. « *Surtout pour Zidane* », précise-t-il. « *Zédine*, corrige-t-elle. *Et celui qui arrête les buts, Fabien. Même CNN en a parlé, je l'ai vu. Et eux, pour qu'ils disent un mot sur la France...* » Hamza n'a pas attendu aussi longtemps : à un an, il ne connaît encore que quelques mots, mais sa bouche peinturlurée ne se lasse pas du dernier qu'il vient d'apprendre, « *ballon* ». « *Le prochain, ça sera Zidane* », avertit sa mère, Salima, trop fière de voir « *un Kabyle faire gagner la France* ». René, quarante-cinq ans, vit ce moment comme la récompense de « *trente ans de fidélité derrière l'équipe de France* ». Et Bernard, comme une petite fierté personnelle, lui l'éducateur sportif de l'Essonne, l'ancien responsable de la sélection départementale pupille où « *déjà Henry était au-dessus du lot* ».

Les olas se succèdent sur le pavé ensoleillé, montant, puis descendant l'avenue. Un drapeau brésilien flotte au vent ? « *Et un, et deux, et trois-zéro* », répond la foule, avant d'applaudir. Trois chemises aux couleurs nationales brandies du deuxième étage d'un magasin de prêt-à-porter ? « *On est les champions ! On est les champions !...* » Joignant l'utile à l'agréable, une agence de voyages a inscrit sur sa vitrine la publicité du jour : « *Rio, 4 190 francs, pour consoler les Brésiliennes* ».

Les téléphones portables sont aussi de sortie. « *Rejoins-nous, de toute façon tu feras rien cet après-midi*, tente de convaincre un jeune homme. *Et puis, c'est l'Histoire.* » « *Allume la télé Roger, et dis-moi où ils sont* », supplie un autre. Mais enfin les voilà. La foule, tout à l'heure tranquille, s'est faite compacte, étouffante. De loin, chacun s'interroge sur celui qui porte le chapeau tricolore. « *Un Noir, en tout cas.* » « *Ça laisse du choix* », réplique, fièrement, un jeune Black. Et le crâne qui brille au soleil, Lebœuf ou Barthez ? Et Zidane, où est Zidane ? « *Ils l'ont planqué en bas du bus, pour éviter l'hystérie* », croit savoir l'une. « *Je veux Zidane !* », hurle son voisin.

Il est 18 h 30, l'autobus a rejoint l'avenue Georges-V. Faute de temps, et devant un enthousiasme débordant qui interdisait toute accélération de sa progression, le cortège quitte l'avenue des Champs-Elysées. Les joueurs font leur adieu à la plus spontanée des fêtes. Les obligations commencent.

Une soirée au Lido suivie, pour certains, d'une nuit aux Bains en compagnie d'Ophélie Winter et de MC Solaar, la garden-party de l'Elysée, mardi 14 juillet, et le feuilleton des vins d'honneur, cocktails, réceptions... On n'est pas champion du monde pour rien.

*Frédéric Potet*

## *Le ton monte entre « L'Equipe » et Aimé Jacquet*

**Aimé Jacquet « *préfère la haine au pardon* » et prône « *d'organiser le lynchage* » de ses opposants, regrette, mardi 14 juillet, Jérôme Bureau, directeur de la rédaction, dans un éditorial de *L'Equipe*, qui a tiré à 1 560 000 exemplaires lundi 13 juillet. Dans un entretien sur TF 1 lundi soir, l'entraîneur de l'équipe de France championne du monde de football a notamment fustigé « *le monopole de l'imbécillité* » à propos de ce journal, au sujet duquel il avait dit auparavant « *je n'ai que mépris pour ces gens-là (...), des voyous* ». « *On s'est gouré, on s'est trompé sur Jacquet. (...) J'ai pensé à démissionner, mais mon patron m'a dit* "Il n'en est pas question" », a dit Jérôme Bureau sur LCI lundi soir, avant de signer un éditorial publié mardi dans lequel il changeait de ton : « *Triste évangile que celui qui prône d'organiser le lynchage de ceux qui n'ont pas pensé comme vous. Triste évangile, que celui qui préfère la haine au pardon.* » Jérôme Bureau, sur LCI déjà, avait déclaré en mai dernier que, si la France passait le premier tour du Mondial, il reviendrait « *se flageller* » publiquement.**



# Les bons comptes des sponsors

DIMANCHE 12 JUILLET vers 17 heures. A quatre heures du coup d'envoi de l'ultime France-Brésil, bon nombre de sponsors de France 98 sont bloqués dans les embouteillages en direction du Stade de France. Ils se dirigent, pour la dernière fois, avec leur cohorte d'invités vers le village officiel de Saint-Denis, qui frôle, jour de cette finale, l'implosion avec treize mille invités. Mettant la dernière main à la batterie de tests qu'ils lanceront mercredi afin de mesurer l'impact de la Coupe du monde sur leurs ventes et sur leur image, quelques-uns osent déjà crier victoire.

La société de travail temporaire Manpower, par exemple. « *Leur objectif était strictement commercial et ils ont d'ores et déjà rempli leur contrat* », confie Lucien Boyer, de LMG, leur conseil en marketing sportif. Sans dévoiler de chiffres, il estime que « *l'investissement initial est largement rentabilisé* ». Manpower a vendu des prestations aux autres sponsors qui ont eu besoin d'intérimaires pendant les trente-trois jours du Mondial, et les invitations ont fonctionné à plein en permettant aux agences locales de décrocher de nouveaux contrats. Même son de cloche du côté de la petite entreprise France Secours, prestataire agréé France 98, chargée de l'assistance post-hospitalière aux spectateurs et aux volontaires.

« *Notre programme de relations publiques a très bien marché*, se réjouit Roselyne Boschetti, la responsable du marketing de France Secours. Selon elle, la Coupe du monde a eu « *un impact fort* » en fonctionnant comme « *une référence dans le milieu* ». L'ambiance festive a permis « *d'appréhender plus facilement dans les villages d'hospitalité des gens que nous essayions de toucher, sans succès, depuis un moment* ». En attendant la signature de nouveaux contrats prévus en août et septembre, Mme Boschetti affirme que « *des courriers montrent que certaines négociations commerciales interrompues ont repris* ». D'autres, comme France Télécom ou Hewlett-Packard (HP), comptent capitaliser sur leur « *démonstration par la preuve* ».

Sur un marché des télécommunications qui vient de s'ouvrir à la concurrence, « *nous avons prouvé que nous sommes une entreprise de service qui a été capable de transmettre 6 000 heures d'images vers 300 destinations* », indique Bruno Janet, le porte-parole de France Télécom. Il estime que la notoriété de l'opérateur a été améliorée grâce au partenariat télévisé signé avec TF 1, France 2 et France 3 et aux spots publicitaires qui « *ont augmenté l'impact des panneaux autour des terrains* ». L'opérateur a dépensé 130 millions de francs en communication pendant le Mondial. En interne, le partenariat serait également un succès : 71 % des salariés se sont déclarés « *fiers de l'association de leur entreprise à la Coupe du monde* », selon un sondage Louis Harris réalisé pour France Télécom, il y a quelques jours.

**45 ENTREPRISES ASSOCIÉES**

Chez HP, Sybase et EDS on souffle alors que s'éloigne définitivement le souvenir des cafouillages techniques d'IBM lors des Jeux olympiques d'Atlanta. Partis sous pression avec le sentiment d'avoir une mission critique à remplir, les informaticiens américains se félicitent, dans l'attente du décompte des matériels vendus, qu'il « *n'y [ait] eu aucun incident dans le fonctionnement des systèmes* ». Les trois entreprises entendent se servir de « *ce formidable cas pratique* » comme d'une carte de visite.

Seules les douze multinationales associées à la FIFA expriment quelque réserve, estimant qu'elles ont été moins « *visibles* » du fait du nombre important d'entreprises (45) associées à ce Mondial. Leurs retombées commerciales ne sauraient, toutefois, être nulles. Adidas, qui a pris un pari heureux sur l'équipe de France, a été en rupture de stock, deux jours avant la finale, sur les maillots (à 400 francs pièce) des tricolores, qui se sont arrachés après les quarts de finale. L'équipementier projetait d'en vendre 500 000 de plus en cas de victoire française. Coca-Cola a, de son côté, vendu ses produits à 80 % des spectateurs venus assister au match Japon-Croatie, à Nantes, selon ISL, l'agent marketing de la FIFA.

*Florence Amalou*

# Ronaldo a été contraint de jouer la finale

QUI A OBLIGÉ Ronaldo à disputer, dimanche 12 juillet, la finale de la Coupe du monde ? « *Il n'était pas en état de jouer* », a déclaré mardi 14 juillet, le sélectionneur brésilien Mario Zagallo en reconnaissant implicitement avoir subi des pressions. Dans un premier temps, la feuille de match indiquait qu'Edmundo évoluerait à la pointe de l'attaque à la place de Ronaldo. Une demi-heure avant le coup d'envoi, la vedette de l'Inter de Milan reprenait sa place de titulaire.

La société Nike, qui parraine l'équipe nationale du Brésil moyennant un contrat de 40 millions de dollars (240 millions de francs) sur dix ans, a démenti toute intervention. En fait, le président de la Fédération brésilienne, Ricardo Teixeira, s'en serait chargé personnellement.

*Le jour de la finale, Ronaldo a été pris d'un malaise vers 14 h 30.* Pris de tremblements puis de convulsions, il présentait tous les symptômes d'une crise d'épilepsie. Emmené d'urgence à la clinique des Lilas, le buteur brésilien a passé plusieurs examens rassurants avant de rejoindre ses coéquipiers au Stade moins d'une heure avant le début du match.

■ **Le FN fait de Zidane un « enfant de l'Algérie française ».** Pris pour cible par nombre de supporteurs dans la nuit de dimanche à lundi sur les Champs-Elysées, le parti de Jean Marie Le Pen « *se réjouit*, dans un communiqué publié le 13 juillet, *du fait que cette victoire emblématique ait entraîné le peuple français dans l'espoir et l'allégresse et lui ait fait retrouver ses réflexes patriotiques, son hymne national et son drapeau tricolore* ». Le FN « *félicite chaleureusement de sa magnifique victoire (...) toute l'équipe de France, et particulièrement son patron, Aimé Jacquet (...), ainsi que le principal artisan du succès final, Zinedine Zidane, enfant de l'Algérie française* ». Auteur de deux des trois buts de la victoire face au Brésil, le 12 juillet, Zidane est né le 23 juin 1972 à Marseille, dans une famille kabyle.

## Michel Platini, président du Comité français d'organisation (CFO)

# « L'équipe de France ne pouvait que gagner »

**« Quelle image forte garderez-vous de ce Mondial ?**

– Il y en a plusieurs. D'abord le trophée soulevé par Didier Deschamps. Mais aussi la photo rassemblant joueurs américains et iraniens à Lyon. Et enfin ces images de stades pleins, quelle que soit l'affiche. Qui aurait cru qu'un Roumanie-Tunisie allait se disputer devant 80 000 spectateurs, comme ce fut le cas ?

**– Y a-t-il eu un geste technique exceptionnel dont on se souviendra encore longtemps ?**

– Peut-être le but inscrit par Dennis Bergkamp face à l'Argentine. Une pure merveille.

**– Le sacre de l'équipe de France vous étonne-t-il ?**

– Cela fait bien longtemps que je dis à qui voulait m'entendre : nous n'avons peut-être pas la meilleure équipe au monde, mais avec ces joueurs, on peut gagner cette Coupe du monde ! Je savais qu'il ne pouvait pas arriver grand-chose à ce groupe. Lorsque vous possédez un gardien de cette valeur, une défense aussi solide, un milieu de terrain aussi travailleur et un joueur au-dessus du lot comme Zidane, vous avez les moyens d'aller loin. Et lorsqu'un garçon comme Thuram se met à marquer deux buts alors qu'il avoue lui-même avoir les "pieds carrés" devant le but, lorsqu'un Zidane place deux coups de tête victorieux alors que ce n'est pas son point fort, lorsque la finale se déroule sous un temps superbe alors que tout le monde craignait une météo exécrable, on se dit que, oui, l'équipe de France ne pouvait que gagner la Coupe.

**– Que représente ce succès pour le football français ?**

– C'est le succès d'une politique, celle de la formation. Le résultat de longues années de travail mené en profondeur. Lorsque j'étais joueur, ma génération a été abandonnée par les anciens de 1958. En revanche, les internationaux d'aujourd'hui ont pu bénéficier des conseils de la génération précédente. Luis Fernandez, Jean Tigana, Alain Giresse, René Girard pour ne citer qu'eux ont beaucoup apporté à ceux qui sont devenus champions du monde.

**– Au coup d'envoi de la finale, seuls deux Bleus, Barthez et Guivarc'h, évoluaient dans le championnat de France. Est-ce une situation normale ?**

– Que voulez-vous faire ? La France forme des joueurs et les autres pays, ceux que j'appelle "fiscalement forts", nous les prennent ensuite ! Lorsque vous regardez le tableau des demi-finales de ce Mondial, vous vous rendez compte que très peu de joueurs évoluent dans leur pays d'origine, qu'il s'agisse de la sélection hollandaise, brésilienne, croate ou française. Cela n'empêche pas les bons résultats.

**– Le football français va-t-il vraiment profiter de "l'effet Mondial" ?**

– La seule certitude, c'est qu'il hérite de dix stades modernisés. C'est une belle base de travail. Maintenant, c'est aux responsables du football français de faire durer cet engouement. En accueillant les familles dans les stades par exemple...

> « C'est le succès d'une politique, celle de la formation. Le résultat de longues années de travail mené en profondeur »

**– A combien se montent les bénéfices financiers de ce Mondial ?**

– Il est encore trop tôt pour le savoir. Les comptes ne seront pas faits avant la mi-septembre. Mais cette Coupe du monde sera bénéficiaire. Juridiquement, ce sera ensuite à l'Etat et à la Fédération française de football (FFF) de décider quoi faire de ces bénéfices. Mais j'estime que moralement, le CFO doit aussi avoir son mot à dire...

**– Votre opinion sur le travail d'Aimé Jacquet ?**

– Aimé à toujours eu derrière lui le monde du football. Tous ceux qui font le football en France l'ont soutenu, contrairement à ceux qui l'écrive ! Ces deux dernières années, il a trop souffert des critiques. Certains observateurs ont vraiment été odieux avec lui et je comprends sa colère. Je comprends aussi son envie de quitter son poste, surtout après un tel succès. Aimé est un très grand professionnel et un homme qui a toujours servi le football.

**– Les questions de sécurité ont-elles été bien gérées par le CFO ?**

– Nous avions la responsabilité de ce qui se passe dans les stades, pas en dehors. Or 52 rencontres sur 64 se sont déroulées dans des enceintes sans grillages, et tout s'est bien passé. Les responsables politiques locaux se sont félicités de ces stades sans grillages. Je crois maintenant qu'il est hors de question de les remettre pour le championnat...

**– La billetterie a posé problème. Quelles sont vos conclusions ?**

– Nous avons toujours voulu faire de cette Coupe du monde une manifestation populaire. Les passes permettaient aux gens d'assister à cinq matches (4 du premier tour, un huitième de finale) pour environ 700 francs. On pouvait assister à la finale pour 350 francs, ce qui ne s'était jamais vu. Le problème est venu du fait que 25 % des billets mis en vente nous ont échappés. 20 % sont allés aux associations nationales, 5 % aux tours-opérateurs. Certains d'entre eux n'ont pas respecté les règles du jeu en faisant croire à leurs clients qu'ils possédaient plein de billets, ce qui était faux. Comme l'a souligné Jacques Lambert, il existait un énorme décalage entre l'offre et la demande. De l'ordre de 1 à 15 ou 20. Le billet est devenu un véritable objet de spéculation.

**– Un mot sur l'arbitrage ?**

– Après le coup de gueule de Sepp Blatter en début de compétition, les arbitres ont été bons. Il n'y a pas eu d'erreur fondamentale, sauf peut-être le but valable refusé au Cameroun face au Chili. Personnellement, je pense que la présence d'un deuxième arbitre de champ serait une bonne chose. Quant à l'assistance vidéo, je sais que la FIFA est contre. Il faut en discuter...

**– A propos de la Fédération internationale de football association (FIFA), quand allez-vous débuter dans vos nouvelles fonctions ?**

– *Sans doute en octobre.* »

*Propos recueillis par Alain Constant*

BALADE DANS LES VIGNOBLES

# Le grand boom des petits bordeaux

## Avec plus d'un million de bouteilles vendues chaque jour dans le monde, les appellations AOC et supérieur font la fortune de cette région de l'Entre-deux-Mers

**Nous commençons la publication d'une série de *« Balades dans les vignobles »* de France, du Bordelais à l'Alsace et au Languedoc en passant par les bords de Loire. Les chroniques de la page Goûts paraîtront à nouveau à partir du mardi 1er septembre (*Le Monde* daté 2).**

**BORDEAUX**
*de notre envoyé spécial*

Entre Garonne et Dordogne, les masses calcaires affleurent parmi les cultures et ont façonné le paysage girondin, ses maisons, ses monuments. Elles découpent les coteaux de Lormont et couronnent les plateaux de l'Entre-deux-Mers. Une contrée de vignes, d'essarts, de cultures vallonnées et de bois, parsemée de vestiges grandioses du passé de la Guyenne, prise sous la déterminante influence de Bordeaux.

Dans le triangle formé à l'est de la capitale girondine, vers La Réole aux coteaux verdoyants, et Sainte-Foy-la-Grande, ce ne sont que petites églises romanes, moulins, tuileries artisanales et lieux de promenade dans une campagne apaisée.

Hugh Johnson note dans son *Atlas mondial du vin* (Laffont) qu'il n'existait, il y a vingt ans, aucune raison valable de présenter cette moitié sud du vignoble bordelais. Depuis, une création réelle s'est opérée dans l'Entre-deux-Mers, appelé par dérision « Entre-deux-Huîtres », car voué il y a peu encore aux seuls vins blancs secs, partenaires obligés des fruits de mer du bassin d'Arcachon.

Cette région, pourtant, est la partie principale du vignoble des AOC bordeaux et bordeaux supérieur, le plus grand vignoble d'appellation du monde, avec 58 500 hectares ; 54 % du vignoble bordelais et 7 500 viticulteurs. Notons que cette appellation s'applique à une grande variété de terroirs, puisqu'elle est étendue à tout le département de la Gironde. D'où la création à l'instigation du syndicat viticole régional, à Beychac et Caillau, sur la route de Libourne, à une quinzaine de kilomètres de Bordeaux, de la Maison des bordeaux et bordeaux supérieurs.

Vendre 1,2 million de bouteilles chaque jour dans le monde, soit treize bouteilles par seconde, vaut bien la gageure d'une construction moderne et pédagogique, appelée d'abord Maison de la qualité et rebaptisée après rénovation « Planète bordeaux » lors de son inauguration, le 30 janvier 1998.

L'AOC bordeaux est produit dans toutes les parties délimitées de la Gironde, mais plus particulièrement dans cette région de l'Entre-deux-Mers, ainsi que dans le nord du département, de Fronsac à Saint-Savin, sur près de 40 000 hectares. Les rouges, dominés par le merlot, sont souples, équilibrés, aromatiques, de garde modeste. Les blancs sont simples et fruités. L'AOC bordeaux supérieur, c'est 10 000 hectares des mêmes terroirs variés avec un encépagement analogue, mais le rendement est moindre et le degré alcoolique plus élevé. Car la réglementation est stricte.

**UN INSTRUMENT DE SENSIBILISATION**

Suffit-elle à garantir la qualité de la production ? Le dégustateur Eric Verdier note que le décalage entre qualité et prix a une fâcheuse tendance à s'accroître, en raison d'une demande en forte augmentation qui pèse sur les rendements : *« La hausse des prix*, estime-t-il, *n'est guère favorable à l'amélioration de la qualité qui exige des vendanges saines, associées à une vinification et un élevage soignés. »* Les vignerons de l'appellation bordeaux et bordeaux supérieur estiment que l'embellie – conséquence de la forte hausse des crus classés devenus inaccessibles depuis deux ans – leur permet au contraire d'envisager avec plus de sérénité l'amélioration de leur patrimoine viticole et la modernisation de leur matériel.

Sans attendre, le syndicat viticole régional s'est engagé dans une politique d'accueil du public et de promotion de la qualité. Planète bordeaux est aussi un instrument de sensibilisation à l'environnement. On y montre certes la métamorphose du raisin, mais aussi la terre et les terroirs, les saisons de la vigne, le travail du vigneron. Simples, parfois simplistes, les moyens utilisés par cette animation audiovisuelle n'en sont pas moins une première dans le Bordelais. L'autre initiative récente est l'attribution, pour la première fois cette année, d'un trophée prudemment appelé « Talent du bordeaux supérieur ».

Pour aider à découvrir quelques-uns des 1 001 châteaux et domaines, les responsables du syndicat viticole régional ont préparé à l'intention du public quatre itinéraires. Il est aisé, tant les distances sont réduites, d'explorer ainsi une région aussi méconnue qu'attachante. L'un suit la Dordogne, l'autre la Garonne, un troisième serpente autour de l'estuaire ; le quatrième invite à pénétrer à l'intérieur des terres dans la région des bastides. Cet itinéraire, de La Réole à Sauveterre-de-Guyenne, Rauzan, Gensac et Monségur, est sans doute l'un des plus riches du Bordelais par son patrimoine historique, paysager et architectural.

La vigne n'occupe qu'une faible partie de cet ensemble de sables, de forêts, de campagnes rêches soumis tantôt au souffle balsamique de l'océan, tantôt grillé à mort, comme les pins tordus sous l'orage. L'on trouve trace de cet état, dans le *Livre de raison*, de Malagar, tel que nous l'a laissé Jean Mauriac, le fils de l'illustre écrivain. Les temps ont changé, la technologie s'est imposée aux plus modestes exploitations, réduisant une part des risques. Risques agronomiques, risques de la vinification, *risques de bonne conservation*. Peut-être au détriment de la variété des vins, de leur diversité, accentuant l'uniformité.

Le vignoble, objet de tous les soins des hommes, apparaît comme lové au sein d'un paysage puissant, entre graves et rivières, entre bois, collines et maigres champs, où persistent cultures de maïs et pâtis de moutons. Paysages de charme que modèle la polyculture, et qui les font échapper à la redoutable monotonie des grands vignobles industriels, qui sont le seul avenir des pays neufs *et qui s'imposeront peut-être, ici, un jour*.

En Bordelais, la vigne protège encore le paysage rural, héritage du passé, témoin de notre histoire. Souvent le château est une vieille demeure, entourée d'une petite *parcelle amoureusement soignée*. Sera-t-elle, demain, accolée à un véritable laboratoire, doté de toute une rutilante quincaillerie métallique, et de circuits réfrigérés, le *tout conduit par ordinateur ?*

La rentabilité qui entraîne l'uniformisation du produit, pour se conformer à la demande du marché, ne fait grâce, ni de la vendange mécanique, ni de l'emploi des ferments ajoutés, ni de l'usage intempestif du fameux « bois ». Où sont les maîtres de chais d'antan qui guettaient, vents, pluies et orages ? Vignoble roulé par les vagues, pulsé par les vents, arrosé *et grillé à la fois par le climat océanique*, et qui produit selon les goûts, au voisinage des plus beaux vins du monde, ceux des AOC bordeaux et bordeaux supérieur.

*Jean-Claude Ribaut*



*Depuis la terrasse de Malagar, demeure de François Mauriac, à Saint-Maixant.*

ANNE GARDE

## Appellation strictement contrôlée

**L'étiquette permet d'identifier un vin et de connaître son responsable légal, c'est-à-dire celui qui l'a mis en bouteille. Parmi *les quatre catégories de vins* (vin de table, vins de pays, AO, VDQS et AOC), la réglementation des appellations d'origine contrôlée est la plus contraignante. Cette mention s'applique aux vins d'une région, d'une commune ou d'un *groupement* de communes, ou bien d'un cru.**

**Dans le cas particulier de l'AOC bordeaux et bordeaux supérieur, cette appellation est *étendue à tout* le département. Le règlement librement débattu entre les producteurs *et l'Institut* national des appellations d'origine (INAO) créé en 1935, *une fois adopté*, fait l'objet d'un décret, et devient la règle intangible. *Chaque appellation* est ainsi définie par son aire géographique, son encépagement autorisé, ses méthodes de culture et de vinification (*rendement à l'hectare*) et par diverses caractéristiques analytiques du vin. Le vin de chaque vigneron fait l'objet d'un agrément délivré à l'issue d'un contrôle annuel.**

## Les recettes de l'estuaire

***Judicieusement relevée, la cuisine bordelaise s'accommode d'ail*, d'échalotes et d'épices mesurées, et l'exquise saveur des sauces tient au maniement approprié des vins. Selon Urbain Dubois, la lamproie à la bordelaise, en matelote aux poireaux et au vin de Saint-Émilion, était le parangon des vertus culinaires girondines. Les huîtres d'Arcachon accompagnaient le vin blanc de l'Entre-deux-Mers. Il en est de fameux... La soupe d'orphie, de loubine et de mulet faisait, avec la pomme de terre et le poireau, *le régal des amateurs. L'estuaire* offre encore l'alose grillée, le saumon, le merlu à la bordelaise. Incomparable reste l'agneau de Pauillac, dont la mère a brouté entre les pieds de vigne, et le bœuf de Bazas, grillé aux sarments de cabernet-sauvignon. Le Guide Hubert (France du Sud, 120 F) met en garde *contre les magiciens du terroir à toutes les sauces. On le consultera* utilement avant d'établir son itinéraire.**

## Nouveaux talents, premier trophée

C'EST un honneur pour Jean-Claude Audry, propriétaire du Château Picon, d'avoir reçu le premier trophée « Talent du bordeaux supérieur ». La distinction a été accordée, à l'aveugle, par un jury d'une trentaine de dégustateurs à une cuvée spéciale du millésime 1995 appelée « Les Graves de Château Picon », au nom un peu ambigu, même si le terrain est naturellement pierreux. Sur la rive droite de la Dordogne, dans le petit village d'Eynesse, *Château Picon domine la rivière sur un coteau* bien exposé où s'étendent soixante-cinq hectares de cabernet-sauvignon (30 %), de merlot (40 %) et de cabernet franc (30 %) d'un ensemble viticole harmonieux et bien tenu.

*La cuvée sélectionnée provient de raisins* vendangés à maturité, où le cabernet-sauvignon (80 %) exprime son équilibre, alors que le merlot (20 %) assure déjà une certaine rondeur. Le vin a subi un élevage de dix mois en barriques. C'est un vin de garde, élégant, bien structuré, et conforme aux meilleurs critères *de ce que le négoce appelait autrefois* un vin « mi-fin ». Une bouteille irrésistiblement associée à l'odeur de la rivière où est pêchée la lamproie, à celle du feu de sarment où rissole la pièce de viande.

Quatre autres châteaux ont été mentionnés par le jury. Le château du Bru n'est qu'une charmante fermette de briquettes d'argile, de galets et de pierres des coteaux, situé sur la commune de Saint-Avit-Saint-Nazaire. Ses vins sont élevés avec soin par Guy Duchamp en fûts de chêne neufs. Vingt-cinq hectares de *cépages merlot, cabernet-sauvignon* et cabernet franc, et trois hectares de sauvignon, assurent une production dans les trois couleurs, rouge, blanc et clairet. C'est à la cuvée réservée de ce château que le jury a attribué sa *mention*.

Le fief de Parenchère, attaché au domaine royal, appartenait au gouverneur de Sainte-Foy-la-Grande, aux confins de la Dordogne. Le château (1731) est déjà une solide bâtisse périgourdine avec sa lourde toiture soutenue par une puissante charpente. C'est la famille Gazaniol, *vignerons au Maroc dans les années 30*, qui acheta Parenchère en 1958. Une judicieuse politique de replantation (moitié merlot, moitié cabernet et sauvignon ; 15 % de cabernet franc et 5 % de malbec) et une vinification traditionnelle (un an en foudres de chêne) mettent aujourd'hui en valeur ce vignoble d'une *soixantaine d'hectares, qui produisait* autrefois des blancs moelleux. Jean Gazaniol a obtenu la distinction du jury pour la cuvée dédiée à son père, Raphaël. Eclectisme avec le choix de la cuvée « Eximius » – 100 % merlot – *du Château Laville situé à Saint-Sulpice-et-Cameyrac*, à mi-chemin entre Bordeaux et Libourne. Le vignoble détruit par le gel en 1956 a été replanté avec persévérance par Claude Faye. Il est aujourd'hui en pleine maturité avec des vins très concentrés aux arômes de vanille et de fruits rouges. Le dernier mentionné du Trophée 1998, *la cuvée* « Sélection » de Château Pénin, aux tanins de velours, est le fruit de la passion de Patrick Carteyron et d'un terroir propice de trente hectares à Génissac, au cœur de la Gironde viticole.

*J.-C. Rt*

## BONNES ÉTAPES

**BOULIAC**

■ Les Bordelais ont retrouvé le chemin de Bouliac et du Saint James, où prix raisonnables et soin apporté au service favorisent ce retour en grâce de Jean-Marie Amat. Fameux civet de canard aux cèpes et foie gras frais, que le sommelier saura accorder avec précision aux excellentes bouteilles dont il a la garde. A Bouliac, on pourra visiter le château Montjouan (sept jours sur sept, sur rendez-vous). Menus : 255 F, 380 F. A la carte, compter de 300 F à 450 F. Au Bistroy (150 F environ à la carte), Jean-Marie Amat interprète les recettes de famille : blanquette d'agneau, boeuf aux carottes, tarte au chocolat.
L'hôtel Hauterive conçu par Jean Nouvel a fini par s'imposer à ceux que son dépouillement rebutait. Modernité et confort font désormais bon ménage. Position stratégique pour rayonner vers l'Entre-deux-Mers. 15 chambres 4 étoiles, 3 appartements 700 F-1 550 F.
**★ Bouliac (33270). Saint James, 3, place Camille-Hostein. Tél. : 05-57-97-06-00. Le Bistroy : 05-57-97-06-06.**

**CRÉON**

■ Feuillantine de pigeon et de ris de veau au caramel d'épices, foie gras cuit au torchon, au château de Camiac. Cuisine de château à savourer sur la terrasse, au bord de l'étang, ou bien près du potager, en dégustant un château Bauduc, le meilleur vin du village. Menus : 165, 245 et 300 F. Carte : 300 F. 21 chambres trois étoiles, de 440 F à 1300 F.
**★ Créon (33670). Château de Camiac, route de Branne. Tél. : 05-56-23-20-85.**

**GENSAC**

■ Dans ce village accroché à flanc de coteau, les Remparts inscrivent à leur carte la marinière de sandre aux coques, sauce au safran et le pavé de bar au beurre rouge. La commune compte environ 450 hectares de vignes d'appellation Sainte-Foy-Bordeaux. Menus : 145, 180 et 240 F. A la carte, compter 300 F. 6 chambres deux étoiles : 260 et 320 F.
**★ Gensac (33890), Les Remparts, rue Château. Tél. : 05-57-47-43-46. Fermé dimanche soir et lundi.**

**JUILLAC**

■ Cadre et accueil on ne peut plus aimable au Belvédère, jolie maison vouée au respect des produits régionaux : pressé de caille au Lillet rouge sur petite salade au vinaigre de truffes ; cassolette océane au basilic ; filet d'esturgeon au citron vert. Menus : 99 F (semaine), 140 F, 210 F et 330 F. A la carte, 350 F.
**★ Juillac (33890). Le Belvédère, 1, côte de la Tourbeille. Tél. : 05-57-47-40-33.**

**LA RÉOLE**

■ L'une des plus anciennes villes du Sud-Ouest est bâtie autour d'un monastère, gîte d'étape des pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle. Aux Fontaines, le chef prépare avec soin la matelote de poissons de la Garonne en sauce crémeuse ou bien le pot au feu de foie gras au sauternes. Menus : 75 F et 240 F. A la carte, compter 250 F.
**★ La Réole (33190). Les Fontaines, 24, rue André-Bénac. Tél. : 05-56-61-15-25. Fermé dimanche soir et lundi.**

**SAINT-MACAIRE**

■ A l'Abricotier, cassolette de petits gris aux pieds de porc confits et son alose à la vinaigrette d'herbes. Une cuisine de tradition dans une commune avec vestiges médiévaux et seulement deux hectares de vignes. Menus : 105, 155, 210 F. A la carte, compter 220 F.
**★ Saint-Macaire (33490). L'Abricotier, 2, rue Bergoeing. Tél. : 05-56-76-83-63. Fermé mardi soir.**

**MONESTIER**

■ Bonne table et belle cave – recommandée par Patrick Maroteaux, du château Branaire, le château des Vigiers est un excellent hôtel aménagé dans une vaste propriété viticole, non loin de Sainte-Foy-la-Grande. Menus : 230 et 325 F. 47 chambres quatre étoiles, 650 F à 1 150 F. Avec piscine, tennis, golf 18+6 trous.
**★ Monestier (24240). Les Vigiers. Tél. : 05-53-61-50-33.**

**PLANÈTE BORDEAUX**

■ La maison des bordeaux et bordeaux supérieurs, dite Planète Bordeaux, est située à Beychac et Caillau (33750), sur l'axe routier Bordeaux-Libourne. Tél. : 05-57-97-19-20. Ouverte du lundi au samedi de 8 h 30 à 12 h 30 et 13 h 30 à 17 heures. Visite, dégustation, vente. Information sur les itinéraires touristiques.

*J.-C. Rt*

# Vent fort en Méditerranée

**MERCREDI**, la France reste coupée en deux : dans la moitié sud, le soleil domine, surtout autour du golfe du Lion ; dans la moitié nord, ce sont les nuages qui l'emportent, avec de petites averses. Les températures restent fraîches au nord, et à peine de saison dans la moitié sud.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** – Les nuages ne laissent qu'une place réduite aux éclaircies. Une petite averse n'est pas à exclure vers la mi-journée. Températures toujours basses, avec 17 ou 18 degrés à la côte, 19 ou 20 dans les terres.

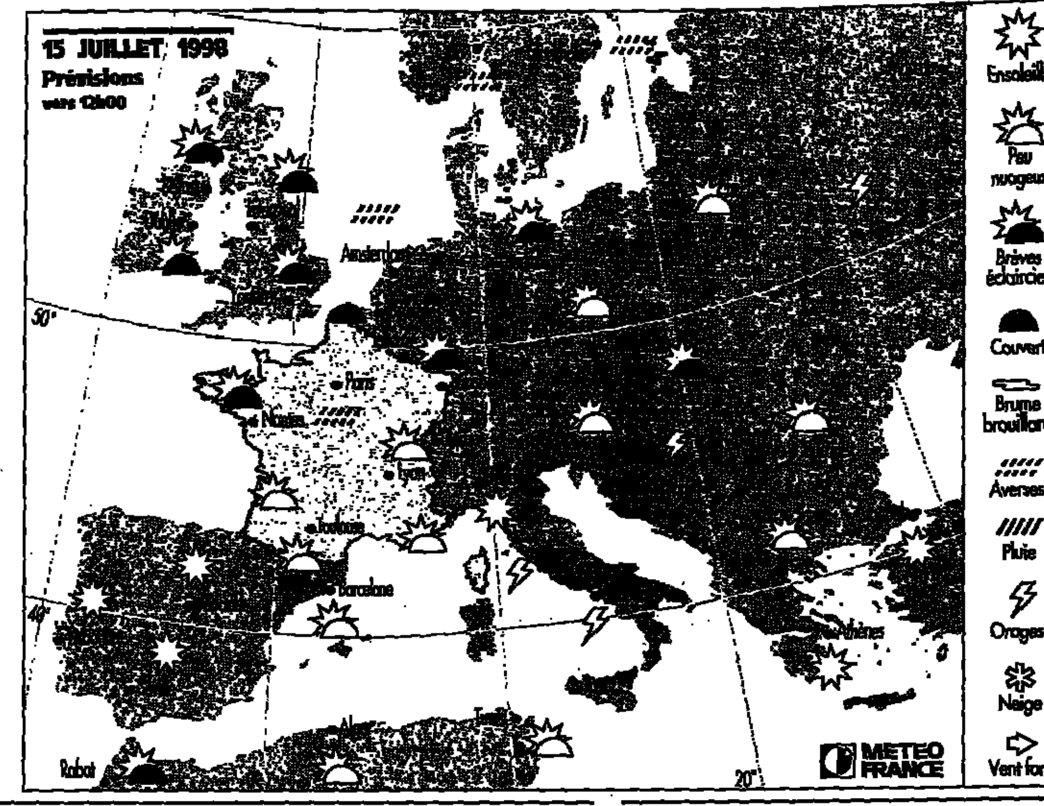
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** – Le ciel est à nouveau bien chargé de nuages. Une brève averse est possible ici ou là. Les éclaircies restent de courte durée. Il fera de 17 à 20 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** – Les nuages dominent, et peuvent donner une averse isolée vers la mi-journée. Les éclaircies sont éphémères, un peu plus larges en Bourgogne et en Franche-Comté. Maxima 18 à 21 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** – Dans le Poitou, les Charentes ainsi que la chaîne des Pyrénées, nuages et soleil se partagent le ciel. Dans le Sud-Ouest, le soleil l'emporte sur les nuages. Il ne fera pas plus de 20 degrés en Poitou-Charentes, 22 ou 23 dans le Sud-Ouest.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** – La journée est plutôt ensoleillée, malgré des passages nuageux. Dans les Alpes, ces nuages peuvent donner une averse. Températures maximales de 18 à 20 degrés dans le Massif Central, 22 à 24 ailleurs.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** – En Corse et sur la Côte d'Azur, des passages nuageux contrarient par moments le soleil. Partout ailleurs, le soleil est généreux, mais mistral et tramontane soufflent jusqu'à 80 km/h en rafales. Il fera de 24 à 28 degrés.

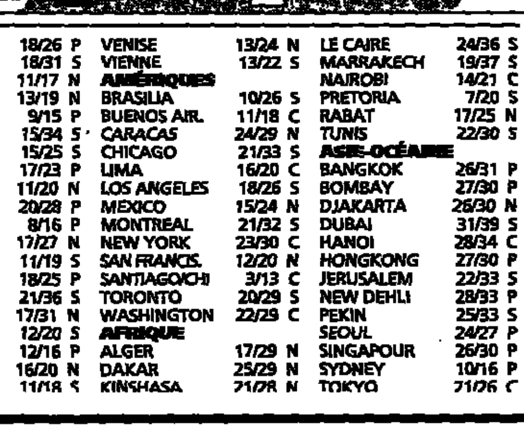



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** Pendant les périodes de pointe, des « assistants familles » seront présents à bord de certains vols Air France à destination des Antilles, de la Réunion et de l'Afrique. Leur tâche : aider les parents pendant l'embarquement et durant le vol, notamment au moment des repas.

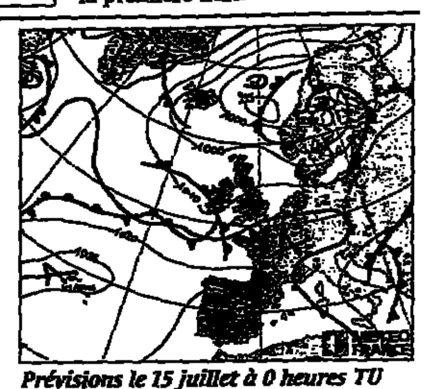
■ **HOTELS.** Centrale de réservation hôtelière, Nestor & Nelson a signé un accord avec SFR dont les abonnés (sauf les abonnés « entrée libre ») bénéficient d'un accès prioritaire pour réserver une chambre, à la dernière minute et après 18 heures, dans l'un des 7 000 hôtels proposés en France. L'abonné compose RESA (7372), et, une fois validée (par carte bancaire), la commande est confirmée sur l'écran du portable avec un numéro de réservation, les coordonnées de l'hôtel et la date de la première nuit.

**PRÉVISIONS POUR LE 15 JUILLET 1998**
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.



| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | PAPEETE | 22/26 S | KIEV | 18/26 P | VENISE | 13/24 N | LE CAIRE | 24/36 S |
| | | | | POINTE-A-PIT. | 24/31 S | LISBONNE | 18/31 S | VIENNE | 13/22 S | MARRAKECH | 19/37 S |
| | | | | ST-DENIS-RÉ. | 19/25 S | LIVERPOOL | 11/17 N | **AMÉRIQUES** | | NAIROBI | 14/21 C |
| | | | | **EUROPE** | | LONDRES | 13/19 N | BRASILIA | 10/26 S | PRETORIA | 7/20 S |
| | | | | AMSTERDAM | 13/17 P | LUXEMBOURG | 9/15 P | BUENOS AIR. | 11/18 C | RABAT | 17/25 N |
| **FRANCE métropole** | | NANCY | 10/17 C | ATHENES | 25/33 S | MADRID | 15/34 S | CARACAS | 24/29 N | TUNIS | 22/30 S |
| AJACCIO | 15/25 S | NANTES | 11/18 N | BARCELONE | 18/25 N | MILAN | 15/25 S | CHICAGO | 21/33 S | **ASIE-OCÉANIE** | |
| BIARRITZ | 13/21 S | NICE | 19/24 N | BELFAST | 11/16 N | MOSCOU | 17/23 P | LIMA | 16/20 C | BANGKOK | 26/31 P |
| BORDEAUX | 11/21 N | PARIS | 11/18 N | BELGRADE | 14/20 P | MUNICH | 11/20 N | LOS ANGELES | 18/26 S | BOMBAY | 27/30 P |
| BOURGES | 10/18 N | PAU | 11/20 S | BERLIN | 11/18 N | NAPLES | 20/28 P | MEXICO | 15/24 N | DJAKARTA | 26/30 N |
| BREST | 12/15 N | PERPIGNAN | 16/26 S | BERNE | 10/20 S | OSLO | 8/16 P | MONTREAL | 21/32 S | DUBAI | 31/39 S |
| CAEN | 13/16 N | RENNES | 12/18 N | BRUXELLES | 13/17 C | PALMA DE M. | 17/27 N | NEW YORK | 23/30 C | HANOI | 28/34 C |
| CHERBOURG | 13/17 N | ST-ETIENNE | 11/19 S | BUCAREST | 16/31 N | PRAGUE | 11/19 S | SAN FRANCIS. | 12/20 N | HONGKONG | 27/30 P |
| CLERMONT-F. | 11/20 S | STRASBOURG | 11/20 C | BUDAPEST | 13/23 N | ROME | 18/25 P | SANTIAGO/CHI | 3/13 C | JERUSALEM | 22/33 S |
| DIJON | 10/20 N | TOULOUSE | 13/22 S | COPENHAGUE | 9/14 P | SEVILLE | 21/36 S | TORONTO | 20/29 S | NEW DEHLI | 28/33 P |
| GRENOBLE | 11/25 S | TOURS | 10/18 N | DUBLIN | 10/16 N | SOFIA | 17/31 N | WASHINGTON | 22/29 C | PEKIN | 25/33 S |
| LILLE | 12/18 N | **FRANCE outre-mer** | | FRANCFORT | 12/18 N | ST-PETERSB. | 12/20 S | **AFRIQUE** | | SEOUL | 24/27 P |
| LIMOGES | 10/16 N | CAYENNE | 23/31 S | GENEVE | 11/22 S | STOCKHOLM | 12/16 P | ALGER | 17/29 N | SINGAPOUR | 26/30 P |
| LYON | 13/22 S | FORT-DE-FR. | 26/30 S | HELSINKI | 9/16 P | TENERIFE | 16/20 N | DAKAR | 25/29 N | SYDNEY | 10/16 P |
| MARSEILLE | 17/27 S | NOUMEA | 21/25 S | ISTANBUL | 23/30 S | VARSOVIE | 11/18 S | KINSHASA | 21/28 N | TOKYO | 21/26 C |


*Situation le 14 juillet à 0 heures TU*


*Prévisions le 15 juillet à 0 heures TU*

PRATIQUE

# De simples précautions pour ne plus craindre les scorpions

**A EN CROIRE** la rumeur, leurs assauts sont redoutables et le plus souvent mortels. Comment pourrait-il en aller autrement avec les scorpions, ces fossiles vivants qui, depuis leur apparition, il y a cinq cents millions d'années dans la mer, ont conquis la Terre et fourbi leurs armes – un dard redoutable dit-on – et une faculté à frapper rapidement dignes des meilleurs films de science-fiction. En fait, rien de tout cela n'est vrai. Certes, certains d'entre eux sont dangereux pour l'homme, mais pas plus de dix à vingt espèces, estiment les spécialistes. Pourtant, dans l'imaginaire des gens, le scorpion est redoutable, alors que l'animal est plutôt craintif, économe de ses mouvements, étonnamment sobre, capable de résister de manière incroyable à des doses de radiations ionisantes mortelles pour les autres espèces.

Du point de vue des piqûres, les cinq espèces de scorpions qui peuplent la France ne sont pas les plus redoutables de ce surprenant bestiaire. Les quatre représentants de la famille des chactidés, petits scorpions noirs, font plus de peur que de mal. Leur aiguillon est à peine assez robuste pour traverser notre peau. Le seul « sérieux » est le scorpion jaune du Languedoc, *Buthus occitanus*, de la famille des buthidés, qui provoque une sensation très particulière de brûlure et d'écrasement pendant une à quelques heures, sans autre conséquence. Mais, on ne sait pas pourquoi, ce petit scorpion jaune devient parfois mortel en Afrique du Nord.

On ne rencontre pas ce *Buthus* à l'est du Var et il n'est pas plus dangereux en Espagne qu'en France. L'Italie en est exemptée. Mais on retrouve à partir des Balkans des *Mesobuthus* comparables. Aucun scorpion mortel ne vit en Europe. En revanche, la version dangereuse de notre *Buthus* vit aussi au sud du Sahara. On se fait piquer en passant la main sous les pierres, mais aussi dans les maisons, où il va chercher l'humidité. En Afrique de l'Est et du Sud, le genre *Parabuthus* compte des espèces dangereuses, dont aucune ne semble mortelle. Ce sont de grands scorpions jaunes très impressionnants, de huit à dix centimètres, au venin inconnu.

Ce sont l'Egypte et le Soudan qui possèdent l'un des plus dangereux de ces animaux. Le *Leiurus*, jaune, plus long que les précédents et tout en minceur. Fort heureusement, il ne s'approche guère des maisons et préfère l'abri des vieilles pierres. Amateurs de minéraux et de souvenirs attention à vos mains, sinon c'est la piqûre. On trouve aussi, du Maroc à l'Egypte, des scorpions noirs ou jaunes de plus de dix grammes, du genre *Androctonus*. Certains sont mortels. Ils hantent les oasis, parfois les maisons, et sont attirés par l'humidité. Des précautions simples permettent de leur échapper. Ne pas laisser de vêtements à terre. Regarder systématiquement l'intérieur de ses chaussures. Et, dans les maisons, éviter de laisser traîner une serpillière sous un siphon qui goutte, car les scorpions en prendront rapidement possession.

Loin dans le Pacifique, la Polynésie reste relativement épargnée. On y trouve parfois quelques isometres, petits scorpions jaunes tachetés, de cinq à six centimètres, qui piquent et font mal, sans autre conséquence.

En revanche, le sud des Etats-Unis, le Mexique et le Brésil abritent des *Centruroides* et des *Tytius* de six à huit centimètres, bruns et grêles, responsables de quelques cas mortels. Rares dans les maisons, ils aiment bien les jardins et se dissimulent sous les pierres et les écorces.

Depuis trente ans, ils n'ont tué personne aux Etats-Unis. Sans doute en raison des mesures d'hygiène pratiquées dans ce pays et peut-être aussi parce qu'ils sont moins dangereux au nord de leur territoire. Si ces scorpions vivent plutôt en milieu pavillonnaire, il existe des exceptions, comme par exemple une espèce parthénogénétique (aux mâles exceptionnels), qui chasse les blattes et a élu domicile à Brasilia en s'adaptant à ce milieu très particulier qu'est l'environnement urbain.

De l'autre côté de la planète vit l'étonnant scorpion rouge de l'Inde, qui ressemblerait beaucoup à notre *Buthus*, avec ses six centimètres, si ce n'était sa couleur rouge brique. Ce rural, qui patrouille dans les prairies et les bosquets, est responsable de décès. D'autres scorpions noirs, parmi les plus grands connus, font quinze bons centimètres et infligent une piqûre très douloureuse, mais non mortelle. Plus au sud, Madagascar et l'Australie se distinguent par le faible nombre de ces animaux qui, lorsqu'ils sont présents, ne sont pas vraiment dangereux. Mais c'est en Iran qu'on trouve une exceptionnelle variété d'espèces de scorpions, qui restent mal connues. Leur étude complète reste à faire.

Pour détecter les scorpions, il faut savoir que la lampe à ultraviolets les fait briller dans le noir, grâce à un pigment fluorescent qu'ils sont les seuls à posséder et dont la nature est totalement inconnue. En effet, on n'est pas encore parvenu à l'extraire pour l'étudier. Les scorpions jaunes brillent en jaune et les noirs apparaissent en jaune-vert. Sans ces reflets très spéciaux, les chercheurs rencontreraient plus de difficultés pour les récolter à des fins d'étude. Avis aux amateurs. La traque n'est pas facile. Aussi, le docteur Goyffon préconise-t-il de se protéger les yeux et de procéder par brefs éclairs successifs de la lampe. Faute de quoi, le chasseur, à défaut d'une douloureuse piqûre, risque une sévère conjonctivite

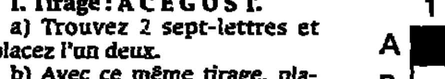
*Marcel Donzenac*

## Plus ou moins toxique selon les régions

Le venin des scorpions est composé de quinze à vingt neurotoxines, dont quelques-unes vraiment puissantes sur les mammifères. La toxicité varie selon les régions. Pour le docteur Max Goyffon, chef du service des arthropodes irradiés au Muséum d'histoire naturelle de Paris, *« il ressort des études que, en général, la toxicité est plus importante dans les pays chauds. On ne sait pas l'expliquer. Les scorpions se déplaçant peu, on assiste peut-être à un phénomène de dérive génétique... Par ailleurs, on a vérifié chez les serpents que la composition du venin peut être liée à la nature de leurs proies. »* Ils menacent surtout les enfants. Les plus jeunes étant les plus sensibles. Les adultes redeviennent vulnérables après soixante ans, les venins étant neurotoxiques et cardiotoxiques. Une piqûre est toujours très douloureuse. Avant le traitement médical approprié, on peut la calmer en la refroidissant avec de la glace et un filet d'eau. Si un sérum antivenimeux est nécessaire, il faut l'injecter très vite, son efficacité baissant de façon significative au-delà de deux heures.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98167



*SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

### HORIZONTALEMENT

I. Moins dangereuse chez le prestidigitateur que chez le généticien. – II. Vit au ras des pâquerettes, sauf le poisson. Affaiblit. – III. Donnera son appréciation. Vient de mettre. – IV. En dit plus qu'une simple lettre. – V. Stratégie chinoise. Le petit console. Apporter son soutien. – VI. Comme une culture alternative. Doux petit nom. – VII. Arrivé à bon port. Diminué si on le double. Grand crétin. – VIII. Démonstratif. Mit des barrières. – IX. L'Irlande gaélique. Fait la liaison. Lancé à tout hasard. – X. Pas du tout reconnues.

### VERTICALEMENT

1. S'apparentent au I horizontal en plus cynique. – 2. Toujours derrière sa subordonnée. Séduisante et vache. – 3. Dans la gamme. Donne du caractère au vin. – 4. Responsables du conditionnement. – 5. Légère construction dans le jardin. – 6. Entente franco-allemande. Unité bulgare. – 7. Donné pour jouer. Sortit l'ouvrage. – 8. Mit en mouvement. Symbole électrique. – 9. Règle à table. Champignons mal venus en culture. – 10. Comme un effet qui ne se fait pas attendre. – 11. Son foie nous intéresse plus que son cœur. Ecrivain roumain. – 12. Sans-culottes.

*Philippe Dupuis*

### SOLUTION DU N° 98166

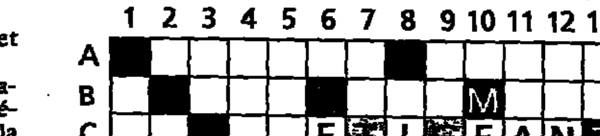
**HORIZONTALEMENT**

I. Présentateur. – II. Lève-tard. Clé. – III. Usine. Ajouta. – IV. Rite. Pion. Ib. – V. Anes. Ani. Omo. – VI. Lentement. En. – VII. Trip. Tic. – VIII. St. Edam. Tube. – IX. Tin. Essartée. – X. Epair. Trains.

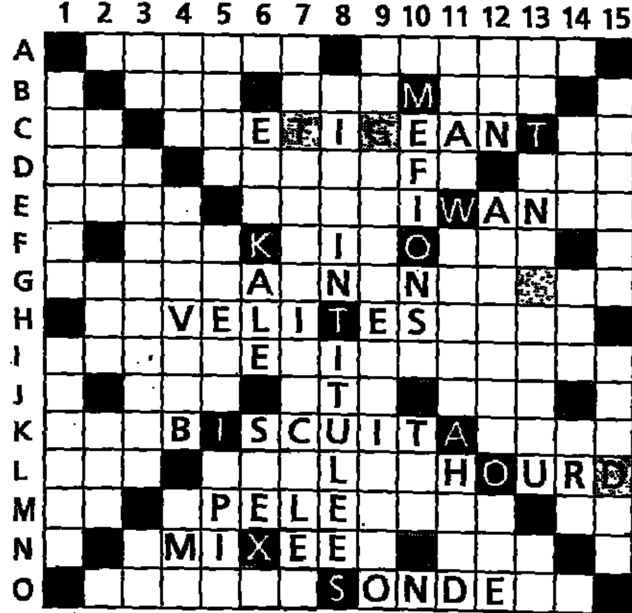
**VERTICALEMENT**

1. Pluraliste. – 2. Résiné. Tip. – 3. Evitent. Na. – 4. Senestre. – 5. Eté. Eider. – 6. Na (an). Pampas. – 7. Traine. MST. – 8. Adjoint. Art. – 9. On. Titra. – 10. Ecu. Cuti. – 11. Ultime. Ben. – 12. Réabonnées.

## SCRABBLE ● PROBLÈME N° 78



# A la recherche du douzième mot




**1. Tirage : A C E G O S T.**

a) Trouvez 2 sept-lettres et placez l'un deux.

b) Avec ce même tirage, placez un huit-lettres en le complétant avec une des lettres de la grille.

c) Trouvez 36 points en deux endroits différents.

*N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.*

**2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.**

c) E F G I I L N. Trouvez deux sept-lettres. A B B I R S U. Trouvez un sept-lettres.

**Solutions dans *Le Monde* du 22 juillet.**

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 8 juillet.

*Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.*

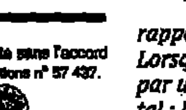
a) PLEURAI, PIAULER, PALIURE, *arbrisseau* et PARULIE, *abcès des gencives.*

b) PLUMERAI, J 6, 69 – PUBLIERA, K 7, 74 – LOUPERAI, L 8, 74 – PULPAIRE, 2 H, 78 – REPLIQUA, 4 C, 84 – PRIEURAL, *relatif au prieur*, 7 G, 65 – PIAULERA, 8 A, 83.

c) EVITEE–INUTILE–INTITULE–TELEVISE.

*Michel Charlemagne*

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

**ART** Le musée dédié aux arts dits primitifs, baptisé Musée des arts et des civilisations (MAC), sera accessible au public en 2004 sur le site du quai Branly à Paris, près de la tour Eiffel. Le président de la République, Jacques Chirac, a confirmé, le 14 juillet, le choix du site et la réalisation d'un projet qu'il a initié et qui devrait coûter 1,1 milliard de francs. Ce musée « différent » présentera sur 8 000 m² des objets d'Afrique, des deux Amériques, de l'Asie tribale et d'Océanie, étudiés autant pour leur valeur esthétique qu'ethnographique. ● LE QUAI BRANLY est un lieu « maudit » où nombre de projets n'ont pas vu le jour. Mais ses 24 500 m² face à la Seine sont parmi les plus convoités de la capitale. ● LE LOUVRE devrait accueillir, à partir de 1999, une antenne d'art primitif forte d'une centaine de chefs-d'œuvre dont le choix sera défini par Jacques Kerchache.

# Le Musée des arts et des civilisations ouvrira quai Branly en 2004

**Ecartant le site du Palais de Tokyo, Jacques Chirac lance le MAC, dont le coût est estimé 1,1 milliard de francs. Mêlant esthétique et ethnographie, il présentera des objets d'Afrique, des deux Amériques, de l'Asie tribale et d'Océanie. Une antenne « arts primitifs » s'installera au Louvre en 1999**

**LE 14 JUILLET**, au cours de la traditionnelle garden-party de l'Elysée, le président de la République devait préciser son projet de musée dédié aux arts dits primitifs, qui marquera son septennat en matière culturelle. C'est, a-t-il dit, le *« symbole d'une ouverture de la France sur le monde »*. Il a annoncé la présence, dès 1999, d'une antenne de cet établissement au Louvre et l'implantation, quai Branly, du futur Musée des arts et des civilisations (MAC).

Jacques Chirac avait déjà choisi ce site le 4 février. Il avait cependant chargé la mission de préfiguration du MAC d'explorer les possibilités techniques, juridiques et financières du terrain – ce qui a été fait par Serge Louveau, secrétaire général de la mission. Le président de la République vient de confirmer ce choix. Il en a averti Lionel Jospin. Catherine Trautmann, la ministre de la culture, cotutrice du futur établissement (avec Claude Allègre, le ministre de l'éducation nationale) s'est donc inclinée : elle aurait préféré le lieu du Palais de Tokyo, à mi-pente de la colline de Chaillot, aujourd'hui vide et jugé moins onéreux par son cabinet – le projet Branly est estimé à 1,1 milliard de francs. Claude Allègre, en revanche, ainsi que le groupe qui pilote la mission tenaient à Branly.

**« UNITÉ DE LIEU INDISPENSABLE »**

Il faudra donc construire, puisque cette zone est seulement occupée par des tentes qui abritent des manifestations et Salons temporaires. Le bâtiment fera l'objet d'un concours international d'architecture. Le président de la République a indiqué au premier ministre que la mission de préfiguration devrait faire place, dès le mois de septembre, à un établissement public de préfiguration, de programmation et d'aménagement, qui aura la maîtrise d'ouvrage des travaux. L'Elysée a demandé enfin de prévoir une enveloppe budgétaire pour 1999. Notamment pour les acquisitions d'œuvres d'art, qui conditionnent l'ouverture de la future antenne du Louvre, à la fin de 1999. Le MAC ne devrait pas être inauguré avant 2004, soit un peu plus d'un an après la fin du septennat de Jacques Chirac.

Pourquoi Branly plutôt que Tokyo ? Parce que ce dernier était trop exigu et que le MAC aurait dû sacrifier son unité pour s'installer sur plusieurs sites : caser la recherche et l'enseignement dans l'actuel Musée de l'homme, logé au palais de Chaillot, et les réserves de ses collections sans doute dans un troisième endroit. Or Maurice Godelier, directeur du projet scientifique, affirme que *« l'unité de lieu est indispensable à cause des fonctions du nouvel établissement, imbriquées les unes dans les autres : collections permanentes, expositions temporaires, réserves visitables, activités culturelles, recherche, enseignement »*.

**« TOURNÉ VERS LE VIVANT »**

Le musée lui-même sera *« différent »*, promet Germain Viatte, directeur du projet muséographique. Ses 8 000 mètres carrés proposeront un regard sur quatre grandes aires culturelles : l'Afrique et les deux Amériques, l'Asie tribale, en particulier l'Insulinde, et l'Océanie. Chacune aura un espace divisé en trois galeries. Dans la première, où l'émotion esthétique primera, sera montré un nombre limité de pièces exceptionnelles ; dans la deuxième, des séries et des ensembles ethnographiques avec des informations détaillées ; dans la troisième, une base d'images et de données offrira un point de vue exhaustif sur les objets et les civilisations qui les ont suscités.

Il est également question d'ouvrir une aire supplémentaire, transversale, semi-permanente, où seront évoquées les questions que l'humanité se pose, partout et depuis toujours, sur la sexualité, la mort, le pouvoir...

Le MAC récupérera les collections du laboratoire d'ethnologie du Muséum d'histoire naturelle, actuellement composante du Musée de l'homme – 300 000 pièces environ –, ainsi que les 30 000 objets du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO). Mais ces collections, qui reflètent notamment l'histoire coloniale de la France, sont lacunaires. Il faudra donc acheter sur le marché ou susciter des donations.

Par ailleurs, les quelque 10 000 pièces du Musée Kwok-On, centré autour des arts du spectacle en Inde, Indonésie, Chine et Japon, devraient rejoinde le MAC. Reste le problème des collections européennes du Musée de l'Homme. Doivent-elles être déposées au Musée des arts et traditions populaires, qui deviendrait ainsi un musée de l'Europe ? C'est une solution qui émerge déjà à Bruxelles et à Berlin.



MUSÉE NATIONAL DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCÉANIE

*Une des pièces qui seront exposées dans l'antenne du Louvre : Pierre pour la magie des cochons Wiüi ne bu. Linbuln, Ambrym nord, Vanuatu (tuf volcanique, 35,5 × 15,8 cm). Collectée par Jean Guiart en 1949.*

Les espaces d'expositions temporaires s'inscriront dans le parcours de l'accrochage permanent. Des auditoriums et salles de spectacles permettront de programmer des concerts – la place de l'ethnomusicologie sera très forte – mais aussi du théâtre, de la danse, du cinéma et de la vidéo. La question du contemporain reste posée. *« Les frontières entre le traditionnel et la modernité sont souvent floues,* constate Germain Viatte. *Le MAC ne doit pas être un conservatoire des cultures mortes. Sa programmation doit être tournée vers le vivant. »* Enfin, le MAC doit fonctionner comme une tête de réseau en France. *« Et surtout être l'interlocuteur attentif d'autres pays, en particulier de ceux qui sont représentés dans nos collections,* insiste Germain Viatte. *Nous avons un devoir de dialogue et d'échanges internationaux. »*

Ce musée d'un type nouveau doit aussi être un centre de recherche inédit. D'abord parce qu'il prendra en compte la dimension esthétique de ses collections. *« L'ethnologie actuelle ne privilégie pas l'œuvre d'art, mais la structure des sociétés,* reconnaît Maurice Godelier. *Pourtant, aujourd'hui, on assiste au retour du sujet, de l'intime, du corporel, de l'émotion, de l'esthétique, quelque chose qui ne s'analyse pas selon une rationalité quantifiable. Aussi recommence-t-on à interroger les chefs-d'œuvre en tant que tels. »*

**COHABITATION DES DISCIPLINES**

Ensuite, des disciplines scientifiques devront cohabiter. A côté de l'ethnologie et de l'histoire de l'art, on trouvera l'histoire, la linguistique, l'esthétique, voire l'archéologie. *« Le pari à gagner, c'est l'union des conservateurs et des chercheurs »*, indique Maurice Godelier. Pour lui, ce n'est pas une figure de style. Sur trente-six chercheurs et conservateurs, six seront étrangers et feront au MAC des séjours d'au moins une année. Les autres seront, par tiers, conservateurs, chercheurs au CNRS et universitaires, chacun devant consacrer une partie de son temps à l'ensemble de la vie de l'établissement.

A côté du musée, dont les réserves seront accessibles, le MAC devrait disposer d'une importante bibliothèque – le transfert de celle du Musée de l'homme n'est pas encore résolu – et d'une médiathèque. Ce pôle de recherche, associé à des centres étrangers, pourra développer, grâce au multimédia, des réseaux encyclopédiques, y compris et surtout avec les sociétés sources, celles-là même qui aujourd'hui dénient de plus en plus aux ethnologues le droit de parler à leur place. *« Ce troisième cercle de la recherche est une grande ambition utopique et politique »*, affirme Maurice Godelier.

Ce pôle scientifique et muséographique sera monté en partenariat avec des universités, des écoles type Langues O, ou des institutions comme le Muséum d'histoire naturelle. Il aura une structure souple, à l'image des unités mixtes de recherche (UMR) qui existent déjà. Il devrait délivrer des diplômes. *« Les étudiants vont pouvoir acquérir des compétences de haut niveau en sciences sociales mais aussi en muséologie,* dit Maurice Godelier. *Ce projet doit revitaliser l'ethnologie française, remobiliser le public autour de la recherche et jouer un rôle dans la bataille de l'incompréhension et du racisme. »*

*Emmanuel de Roux*

## Les pilotes du MAC

**L'Association de préfiguration du futur Musée des arts et des civilisations est présidée par Jacques Friedmann, ex-président de l'UAP et proche de Jacques Chirac. Germain Viatte, ancien directeur du Musée national d'art moderne (Centre Pompidou), est responsable du projet muséologique. Maurice Godelier, anthropologue, professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), est directeur du projet scientifique.**

**Un comité scientifique de 25 membres a été constitué, qui mêle anthropologues et ethnologues (Claude Lévi-Strauss, Jean Jamin, Youssouf Tata Cissé), philosophe (Georges Didi-Huberman), linguiste (Blanche-Noëlle Grunig), historien (Jacques Le Goff), artiste (Georg Baselitz), représentants de musée ou de fondation (Christiane Falgayrettes-Levau, Jean-Pierre Mohen) et collectionneur (Jean-Paul Barbier). Un expert, Jacques Kerchache, a le titre de conseiller scientifique de la mission. Il en est surtout « l'œil », s'occupe tout particulièrement de l'antenne du Louvre et joue un rôle important au sein du comité d'acquisition.**

# Chiffres et programme du projet Branly

**SERGE LOUVEAU** a remis le 30 mai, à l'Elysée, à Matignon et aux deux ministères concernés (culture et éducation nationale) le rapport qui lui a été commandé sur la faisabilité du Musée des arts et des civilisations (MAC), quai Branly. Ce terrain, affecté d'une obligation de 7 500 m² d'espaces verts, a la réputation d'être *« maudit »*. Le Centre de conférences internationales (CCI) n'a jamais été construit, en dépit de longues études et d'une ardoise de 400 millions de francs. L'OCDE, qui lorgnait cette adresse, a également renoncé. Pourtant ces 24 500 m², face à la Seine, à proximité de la tour Eiffel, sont parmi les plus convoités de la capitale.

L'architecte Antoine Grumbach avait rédigé, en 1996, à la demande du ministère de l'équipement, une étude confidentielle sur la capacité du terrain – sans programmation précise. Si l'on veut réussir une opération ici, indiquait-il en substance, il faut agir sans brutalité vis-à-vis des riverains et de la Ville de Paris. Il donnait quelques recommandations : travailler sur les courbes, en établissant des séquences de bâtiments ; ménager des points de vue sur le fleuve ; refuser les programmes denses ; ouvrir sur la parcelle une nouvelle rue pour établir une liaison entre la rue Franco-Russe et la passerelle sur la Seine ; enfin, traiter les horribles murs pignons (sept niveaux d'un côté, deux de l'autre) qui encadrent le terrain.

Serge Louveau s'est largement inspiré de ce document pour rédiger son rapport. Il faut, dit-il d'abord, respecter les règles d'urbanisme, notamment celles ayant trait aux espaces verts. Cela semble évident. Mais l'Etat, à l'occasion de ses précédents projets, les avait quelque peu bousculées. Le futur programme ne doit pas être trop dense. On peut théoriquement construire 85 000 m² sur le terrain. Les besoins du MAC se bornent à 36 000 m². Pourquoi ne pas s'arrêter là ? Construire un hôtel pour rentabiliser l'opération – un gain de 200 millions de francs –, comme cela a été imaginé dans un premier temps, demanderait une modification du POS. Or la procédure est longue et risque de réveiller la mauvaise humeur des riverains.

**L'ETAT SERA SEUL À PAYER**

On peut, sans changement de POS, y caser des programmes publics (école, faculté, ambassade), mais la Ville de Paris a d'ores et déjà fait savoir qu'elle n'avait pas de projet. L'Etat devra donc supporter seul le coût de la construction du MAC, estimé à 1,1 milliard de francs, bâtiment, jardin et 400 places de stationnement compris. Le futur édifice ne devrait pas dépasser six à sept niveaux. Il pourrait s'adosser au plus haut des murs pignons et comporter un jardin intérieur. Après le lancement d'un concours international, les travaux pourraient commencer début 2001 pour s'achever fin 2003. L'ouverture du MAC au public aurait lieu, dans ce cas, au cours du premier semestre 2004.

Le coût de fonctionnement du futur établissement, où 250 personnes devraient travailler, est estimé à 150 millions de francs par an.

Pour les achats destinés à compléter les collections du MAC, 30 millions de francs ont été dégagés en 1998. Jacques Chirac a demandé 50 millions pour 1999 – nécessaires à l'ouverture de l'antenne Louvre. Au total, le budget d'acquisition devrait atteindre 150 millions de francs – la même enveloppe financière avait été attribuée au Musée d'Orsay avant son ouverture.

La double tutelle, culture/éducation nationale, exige une mise au point assez fine du futur établissement public : les deux ministères doivent payer conjointement les travaux et assurer le fonctionnement du MAC. Reste à savoir ce qu'on fera du bâtiment du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (17 000 m²), porte Dorée, qui sera entièrement déménagé, ainsi que de celui du Musée de l'homme (14 000 m²), à moitié vidé, dans l'aile Passy de Chaillot.

*E. de R.*

# Une centaine de chefs-d'œuvre « primitifs » vont entrer au Louvre

**FIN 1999**, vraisemblablement en décembre, le Pavillon des sessions, au Louvre, accueillera quelque 120 pièces venues d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Des objets choisis pour l'excellence de leurs qualités plastiques. Cette entrée de chefs-d'oeuvre « primitifs » au Louvre, réclamée par le spécialiste Jacques Kerchache depuis de nombreuses années, est un geste politique et symbolique. C'est la rencontre de l'art occidental et des « barbares », par le biais de la statuaire. C'est surtout la mise en équivalence de civilisations longtemps tenues pour inférieures, sinon pour négligeables. Notamment par plusieurs conservateurs du Louvre...

*« C'est une véritable étape dans le regard,* reconnaît Germain Viatte, responsable du projet muséographique du MAC. *Cette opération est entièrement confiée à Jacques Kerchache. C'est l'une des personnes qui, dans le domaine des arts dits primitifs, est la mieux armée. Il a une connaissance extraordinaire des collections publiques et privées du monde entier. Son exigence de qualité est considérable. Sa présence ici est donc parfaitement légitime. »*

Certains voient encore dans cet expert, collectionneur et ancien marchand, une sorte d'incarnation du diable. Mais tous reconnaissent la vertu de son « œil » impitoyable. *« Je suis un citoyen de la société civile et j'amène mon expérience de trente ans ; ensuite, je m'en irai,* assure Jacques Kerchache. *J'assume effectivement la responsabilité de ce choix, mais ce n'est ni une affaire de goût personnel ni une affaire de mode. Je ne suis pas là pour faire plaisir à quiconque, mais pour présenter une grosse centaine de chefs-d'œuvre incontestables. Ils prouveront à ceux qui ne sont pas encore convaincus qu'il y a de très grands artistes dans toutes les cultures. Ces pièces permettront d'élargir le vocabulaire esthétique des visiteurs. Cette antenne du Louvre sera également un tremplin vers le Musée des arts et des civilisations. »*

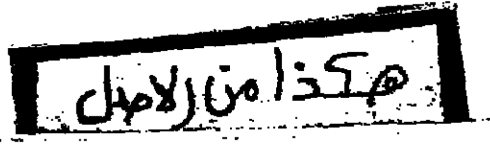
**UN SERPENT À PLUMES AZTÈQUE**

90 % de ces pièces sont choisies dans les collections nationales existantes. Les autres seront acquises par achat, don ou dation. Parmi les pièces déjà retenues, le grand masque bamiléké, collecté par Pierre Harter au Cameroun ; une pierre magique sculptée dans l'île Ambrym (Vanuatu), ramenée, en 1949, par Jean Guiart ; une effigie de Quetzalcoatl, le serpent à plumes aztèque, don d'Adolphe Pinart au Musée de l'homme ; un pilier central d'une maison de réunion venue de Colombie-Britannique, issue de l'ancienne collection Max-Ernst, ou une tête de l'île de Pâques, donnée par le gouvernement chilien.

Les continents seront inégalement représentés : il ne s'agit pas ici d'une présentation encyclopédique, mais d'une réunion de chefs-d'œuvre. Néanmoins, pour pallier l'absence de quelques aires culturelles importantes, il est envisagé de demander à certaines institutions étrangères des dépôts de longue durée.

Les travaux d'aménagement du Pavillon des sessions sont déjà commencés, d'après les plans de l'architecte Jacques Wilmotte, retenu après un concours. L'ouverture de ce pavillon sera accompagnée d'un catalogue également élaboré sous la direction de Jacques Kerchache. Reste à savoir si, après l'ouverture du MAC, en 2004, les 120 pièces « primitives » resteront au Louvre ou gagneront le quai Branly. Les conservateurs du Louvre l'entendent bien ainsi. Mais c'est sans doute le public qui plébiscitera, ou non, la place de ces œuvres.

*E. de R.*





## L'ÉTÉ FESTIVAL

**Il était attendu avec un peu d'inquiétude : pour sa première participation au festival des Francofolies de La Rochelle, Michel Sardou allait-il trouver son public ? Il l'a trouvé, comme d'habitude, en poussant ses coups de gueule désarmants sur la société, incarnant l'excellent chanteur français, romantique et râleur, séduisant trois générations de fans. En fait, Sardou incarne bien ce festival à la fois sage, populaire, patriote, tout sauf élitiste, bien soutenu par Radio France, qui accueille, jusqu'au 18 juillet, plusieurs genres musicaux, de la variété à la techno, en passant par le rap, quelques valeurs sûres comme Michel Delpech ou Julien Clerc, et les prometteurs *Louise Attaque*.**

**La Rochelle commence, et Avignon se poursuit avec notamment *Giulio Cesare*, qui n'a pas grand-chose à voir avec la pièce de Shakespeare, et dont l'Italien Romeo Castellucci et la Societas Raffaello Sanzio ont fait un fracassant théâtre d'images noires.**

**Tandis que l'on découvrira la production des coussins à Orange, pour assister avec un surplus de confort aux spectacles des Chorégies, à Montreux y a-t-il le feu au lac ? La paisible cité suisse abrite un des plus prestigieux festivals de jazz, qui s'est largement ouvert à d'autres musiques. Un peu trop même, débouchant, comme nous le raconte notre envoyé spécial, sur le n'importe quoi. Mieux vaut attendre, jusqu'au 19 juillet, les venues successives de Phil Collins, Sadao Watanabe, Petrucciani ou Oscar Peterson...**

# Michel Sardou trouve chaussure à son pied aux Francofolies

## Le chanteur a inauguré sa tournée estivale à La Rochelle, quelques heures avant une nuit techno qui n'a pas eu le succès escompté

**FRANCOFOLIES de La Rochelle : Michel Sardou, Le Soldat inconnu, La Tordue, le 13 juillet. Principaux spectacles : Michel Delpech (le 14 juillet), Passi (le 15), Louise Attaque (le 16), Johnny Clegg, Bernard Lavilliers (le 17), I Muvrini, Julien Clerc (le 18). Tél. : 05-46-28-28-28.**

LA ROCHELLE
*de notre envoyée spéciale*

Pourquoi aller chercher midi à quatorze heures ? Michel Sardou s'est coulé dans le moule des Francofolies comme s'il était chez lui, et il l'était. Près de cinq mille spectateurs assis, *ce qui est une première*, sur le parking Saint-Jean-d'Acre ont applaudi, le 13 juillet, l'auteur de la *Maladie d'amour*, avec la foi du charbonnier, parce que, disent-ils en majorité, *« il nous ressemble »* : avec ses coups de gueule, ses révoltes à prendre au premier degré, ses accès de sentimentalisme et le traitement très immédiat des problèmes du temps, le divorce, le paquebot – Sardou chante *« Ne m'appelez jamais plus France »*, tandis que dans les brasseries du port, quelques joyeux attardés entonnent *la Marseillaise*, en référence à la victoire de la France en Coupe du monde de football.

Il ne faut pas attendre de Michel Sardou un commentaire de l'actualité en direct. Pour inaugurer une tournée estivale qui finira le 15 août et forcément aussi triomphale que celle qui lui a fait passer le seuil des 500 000 entrées en trois mois cette année, il a choisi de passer en revue son répertoire, les grands moments *(Comme d'habitude)*, les petites erreurs, les grosses rancœurs. Michel Sardou s'est tellement engagé contre tout *(« J'accuse les hommes d'être bêtes et méchants, bêtes à marcher au pas de régiment »)*, qu'il a fini par dégager une sorte de neutralité ronchonne – figure typique du Français râleur, taciturne, mais si romantique ! Sardou, excellent chanteur, grand professionnel, offre à ses admirateurs leur dose de rêve. Kitsch à l'américaine. Broadway au pied de la tour Saint-Jean, choristes « bien roulées » : le rouge est rouge, le bleu est bleu, *c'est cartésien*.

Michel Sardou n'était jamais venu aux Francofolies de La Rochelle, festival plus rassembleur que porté sur la création. Il y est arrivé dans son petit avion à hélice qu'il pilote pendant la tournée afin de totaliser les heures de vol nécessaires à son brevet de pilote. *En boitillant – « la cheville »*, expliquera-t-il au public, qu'il tutoie. Jean-Louis Foulquier, le patron des Francofolies, craignait que ce héros simple qu'on vient voir en famille ne trouve pas son public à La Rochelle. Il a fait mieux, il a réussi à s'identifier aux lieux. Il a offert l'idée d'un festival tel qu'en rêvent les politiciens, le maire de La Rochelle en tête, Michel Crépeau, qui fut le premier à prendre un arrêté municipal interdisant la mendicité dans la ville : sage, populaire, patriote, tout sauf élitiste.

**ÊTRE À LA PAGE**

Chaque année à La Rochelle, on cherche, quasiment toujours en vain, sauf exception rappeuse (NTM, IAM), par où souffle le vent de la révolte. Le Soldat inconnu, groupe suisse, mené par une chanteuse qui aime le drame, a de la hargne, joue une musique d'inspiration rock, mais très demandeuse de folk et de chanson réaliste. Monique, la chanteuse, qui écrit aussi les textes, fustige son pays *« qui a su faire une croix sur son drapeau pour protéger le mystère de ses lingots »*. Avec des inflexions de voix à la Mano Solo, et sur un final ponctué d'accents de jazz-band, elle lève la salle par la harangue bastringue, *« Toi, petit homme, le pouvoir ne peut rien contre toi, la lumière, la parole sont à prendre. »* Cela ne suffit pas pour refaire un monde, mais c'est un joli début.

Pour être à la page et en phase avec les jeunes, les Francofolies avaient cédé il y a quelques années aux sirènes du rap, notamment grâce à Ambre Foulquier, la fille du patron qui tient émission après papa le vendredi soir sur France-Inter. Confinés au Maquis, un hangar situé à l'écart, de l'autre côté du bassin, les concerts n'avaient pas échappé au sombre destin de l'art en ghetto – incidents, castagne, tension. Etre jeune en 1998, c'est aussi greffer une *rave* sur son festival – la greffe prend rarement. Les Francofolies ont donc vaillamment organisé une nuit techno, le 13 juillet (l'after-Sardou), avec l'aide de Pingouins associés et de Tutto Va Bene. L'architecture idéale imaginée pour la techno par un festival et une ville qui détestent les décibels en boucle, s'est résumée au Parc des expositions. Il s'agit toujours de hangars, plus excentrés encore, où il fallait payer 180 francs pour jouir de la musique créée, malheureusement dans le vide, par une bande compétente (Mandraxx, Manu le Malin, Eric Borgo) de DJ forcément « francophones », puisque telle est l'exigence du lieu.

***Véronique Mortaigne***

# Un festival consensuel proche de Radio-France

LA ROCHELLE
*de notre envoyée spéciale*

Le profil des Francofolies se modifie au fil des ans. Créé il y a treize ans pour défendre la chanson francophone, le festival rochelais a tissé sa toile avec patience, jusqu'à devenir un enjeu politique. L'engagement à droite de son patron et créateur, Jean-Louis Foulquier, avait valu aux Francofolies d'être boudées sous le ministère Lang. A l'époque, il est vrai, la programmation très ethnocentriste, qui offrait une sorte de catalogue de la chanson franco-française, n'avait guère de raisons d'appeler à la subvention publique. Depuis, les Francofolies se sont ouvertes vers des horizons plus métissés, et elles sont désormais bien en cour auprès des politiques.

Jacques Toubon, ministre de la culture de la seconde cohabitation, y aura été pour beaucoup : aux Francofolies de 1993, il intronisait Jean-Louis Foulquier « Monsieur Chanson » de la République. Il confiait à sa société, la SARL Francofolies, le soin d'organiser avec de l'argent public les Semaines de la chanson. Destinée à redorer le blason de la chanson française essentiellement par voie d'affichage, alors que l'idée d'un quota de 40 % de chansons francophones sur les ondes était encore mal digérée, cette opération est depuis allée à vau-l'eau.

Jacques Toubon avait aussi désiré que se crée un pôle des industries musicales à Marne-la-Vallée, en collaboration avec l'EPA-Marne (Etablissement public chargé de l'aménagement de Marne-la-Vallée). L'homme de confiance de Jacques Toubon créa les Eurofolies de Marne-la-Vallée, qui sombrèrent logiquement avec l'arrêt des projets Toubon, que ne suivirent ni Philippe Douste-Blazy, son successeur, ni l'EPA-Marne, ni les artistes dans leur majorité.

Entre-temps, les Francofolies, notamment grâce à l'opération L'Echappée belle – quatre mille jeunes venus « des quartiers » invités à La Rochelle depuis 1991 –, mais aussi en élargissant ses choix artistiques, sont parvenues à séduire la gauche. Pour la deuxième fois consécutive, Catherine Trautmann aura fait, le 14 juillet, le tour des scènes francofoliennes.

Jean-Louis Foulquier est l'une des voix de France-Inter, la radio de service public qui est parvenu à faire ce qu'aucune de ses concurrentes n'a osé : offrir un taux de passage à l'antenne très élevé à *C'est bon d'aimer* de Liane Foly, une artiste dont la carrière artistique fait un flop. A la recherche du consensus, France-Inter a trouvé dans les Francofolies, festival considéré comme « maison », le tremplin de ses ambitions. Le matraquage en faveur des « Franco » sur France-Inter, tant en messages publicitaires que dans les journaux d'information ou les programmes, devrait inquiéter ses organisateurs : Jean-Louis Foulquier est en train de se laisser confisquer son festival par la radio qui l'emploie.

Combien coûtent les Francofolies à France-Inter ? Classée parmi les sponsors privés, qui financent 35 % des 19 millions de francs de budget du festival, au même titre que Perrier, Reebok ou Lee, la radio bénéficie, selon la direction de la SARL Francofolies, par ailleurs souvent prestataire de services pour Radio-France, de la clause de confidentialité empêchant de dévoiler les budgets détaillés.

***V. Mo.***

# La noce russe de Fokine

## Avignon/Théâtre. L'adaptation de Tchekhov par le metteur en scène slave déçoit

**TATIANA REPINA, d'Anton Tchekhov, avec des textes d'Eugène Labiche et Alexandre Dumas fils. Mise en scène : Valeri Fokine. Avec Consuelo de Haviland, Igor Yassoulovitch, Olga Demidova, Nicolaï Denissov, Irina Evdokimova, Nikolaï Katchoura, Alexandre Kovrijnikh, Oxana Lagoutina...**
**CHAPELLE DES PENITENTS BLANCS, à 19 heures. Durée : 1 h 10. Tél. : 04-90-14-14-14. 130 F. Jusqu'au 18 juillet.**

AVIGNON
*de notre envoyée spéciale*

Toute la journée, le soleil a cogné contre le mur de la chapelle des Pénitents blancs. Vers 6 heures du soir, il devient moins violent, mais la chaleur engrangée se sent jusque sur les pavés de la place, où les spectateurs de *Tatiana Repina* attendent.

Une société joyeuse se mêle à eux : hommes et femmes en tenues début de siècle, à la russe. Ils chantent et dansent. Une noce s'annonce. La mariée est jolie, avec tout ce qu'il faut de blondeur, dentelles, fleurs d'oranger, joues roses. Son futur mari, plus âgé, porte une grosse fleur à la boutonnière. Les voilà à leur tour entraînés dans les chants, ils se regardent, sérieux et amoureux.

### La sulfureuse succube brune lève sa robe sur des cuisses gainées de résille

Puis tout le monde se met en cortège, les cloches sonnent, on entre dans la chapelle, maquillée en église orthodoxe, avec quatre autels d'or, en croix. Le public joue les invités. Chacun est assis sur un tabouret, et c'est plutôt amusant de voir des mollets dénudés à côté d'officiers, de belles dames, d'un archiprêtre. La cérémonie religieuse commence, vite perturbée par de petits incidents. Une porte s'ouvre toute seule, une silhouette noire traverse l'assemblée, une phrase revient, en russe et en français : *« La femme du docteur s'est empoisonnée. »*

Cette femme, c'est Tatiana Repina, l'héroïne de la pièce de Tchekhov que Valeri Fokine crée à Avignon. Une pièce très courte – *une vingtaine de pages* – qui représente une curiosité dans l'œuvre de Tchekhov. Ecrite après le suicide d'une actrice qui avait beaucoup remué les esprits, elle met en scène une morte, Tatiana Repina, dont l'âme vient perturber le mariage de son ancien amant. C'est plus une nouvelle transposée au théâtre qu'une véritable pièce. Un matériau comme le metteur en scène russe Valeri Fokine les aime, parce qu'il ouvre la porte à toutes les libertés, dont celle de faire entrer Tatiana Repina en personne dans la chapelle.

*La voilà donc, sulfureuse succube* brune qui lève sa robe sur des cuisses gainées de résille : c'est Consuelo de Haviland, seule pièce rapportée dans la distribution russe qui compte des comédiens de premier plan. Teint pâle, grands yeux bleus, dents éclatantes, corps enlaçant, elle se livre à une sarabande amoureuse et torturée avec le mari qui finit par entraîner toute la noce.

Etranges personnages : on dirait des « mégalomartyrs » en train de se livrer au jeu du tableau vivant. Ils citent un bout de Dumas fils, trois mots de Labiche, quelques répliques de Tchekhov, ils lèvent les yeux au ciel, comme dans les anciennes illustrations de la folie chez Dostoïevski, et s'agitent dans les allées.

Valeri Fokine joue beaucoup sur les images et la musique – lumière bleue céleste, chœurs russissimes – mais il n'en ressort pas grand-chose de convaincant. Les spectateurs se sentent étrangers, et légèrement grugés, par cette noce qui, visiblement, voudrait atteindre à la folie mais n'y arrive pas.

***Brigitte Salino***

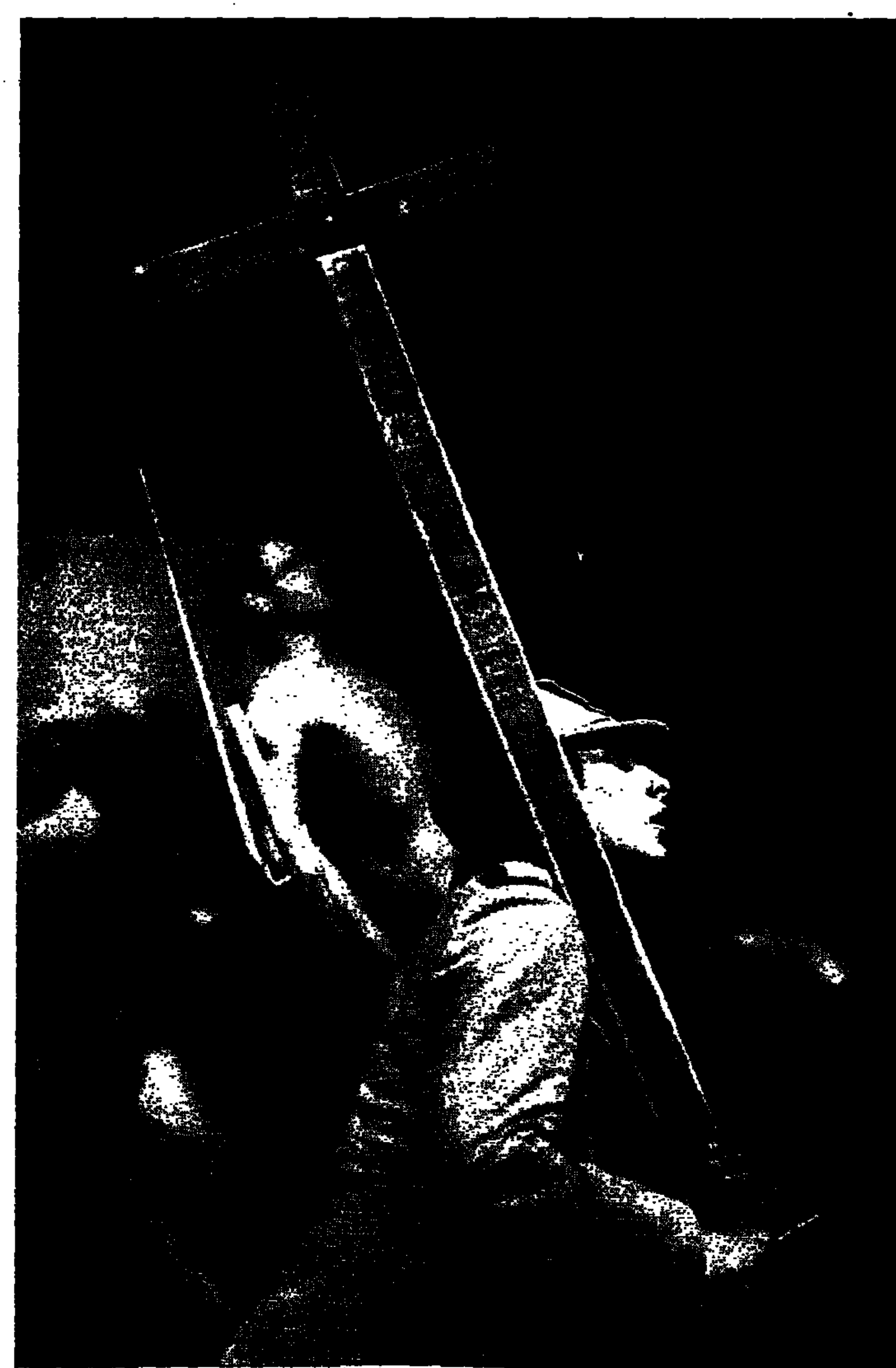
## LA PHOTOGRAPHIE DE MAURIZIO BUSCARINO

**RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES**

**MAURIZIO BUSCARINO**
*Né à Bergame en 1944. Après quelques années d'enseignement au début des années 70, il devient photographe, travaillant surtout comme portraitiste, photographe d'architecture et pour le théâtre. Il photographie ainsi sur la scène l'œuvre de Tadeusz Kantor, de même que le Terzo Teatro (de Grotowski à Barba) ou encore le théâtre oriental (Bunraku, Toho Corporation, Jusaburo Tsujimura). Il travaille également comme metteur en scène et collabore avec la RAI et le théâtre de la Scala de Milan*



***« Kantor. Il circo della morte » (Wielopole, Firenze 1980, Sur la photographie : Marzia Loriga). Exposition : « Sur les pouvoirs et les incertitudes ».***



هكذا من الاهال

pied aux Francofolie



# La violence de Castellucci

## Avignon/Théâtre. Le metteur en scène italien confectionne des tableaux vivants et brutaux

**GIULIO CESARE, d'après William Shakespeare et des historiens latins. Mise en scène : *Romeo Castellucci*. Avec Maurizio Carrà, Giovanni Rossetti, Lele Biagi, Franco Pistoni, Cristiana Bertini, Dalmazio *Masini*, *Giancarlo* Paludi et Fabio Sajiz.**
**GYMNASE AUBANEL, rue Plalapharnerie, Avignon. Tél. : 04-90-14-14-14. Spectacle en italien, *surtitré* français. Durée : 2 h 15. Jusqu'au 20 juillet (sauf le 16) à 18 heures.**

**AVIGNON**
*de notre envoyé spécial*

Une clameur *électronique monte* et s'installe, porteuse d'une menace qui ne cessera pas, agitant d'un souffle têtu le rideau de scène écru, qui s'entrouvre sous les coups. La tête d'un bélier d'assaut s'y crée un passage de plus en plus large, son élan le porte jusque dans la salle où il *paraît rebondir*. Entrées et sorties en puissance, poussées jusqu'au plafond (il n'y a pas de paradis au gymnase Aubanel). *Ses élans apaisés*, l'instrument rentre au logis, où il restera à vue, solidement arrimé dans les cintres. Ce viol de la salle en guise de trois coups annonce la radicalité du propos qui va suivre, la nécessité d'ouvrir une brèche dans les esprits pour le recevoir.

Après *L'Orestie*, présentée l'an dernier à Strasbourg et à Grenoble, l'Italien Romeo Castellucci et la Societas Raffaello *Sanzio* sont de retour en France, porteurs de la même radicalité en images. Radical : c'est-à-dire qui traite des racines. Et *Giulio Cesare* ne s'intéresse qu'à cela, à la manière dont il peut *faire théâtre de moments cruciaux* où s'appellent et se confondent les racines de Rome et celles du christianisme, *celles d'un texte de* Shakespeare et celles de la rhétorique, celles du politique et celles de l'acteur ; *non par l'action ou la narration*, mais par la confection de sortes de tableaux vivants, au plus près du bloc, de l'architecture et parfois de la statuaire.

**SQUELETTE HENNISSANT**

Ce théâtre sans faux-semblant, qui tente l'approche de forces considérées comme élémentaires, fait ses délices de compositions *énigmatiques*. Exemple : un paisible étalon passe silencieusement sur scène, et c'est son squelette qui *y revient, s'installe et se met à hennir*. Il est vrai que Romeo Castellucci aime à faire parler les os. Il y a toujours trop de chair – trop de texte – pour lui. Et l'acteur le plus *léger possible*, le plus proche de l'immatériel – l'anorexique –, est encore trop lourd pour approcher l'essence *d'un Cassius (acte II)*. Souvent, l'acteur est ce qui reste lorsque les autres moyens d'expression ont été épuisés. Encore lui faut-il accepter d'être instrumentalisé, *comme* Brutus (acte I) après le meurtre de César, qui régresse chimiquement, ingérant un hélium qui *lui* donne une voix *d'enfant*.

Comme Bresson leur refusait l'accès à son cinématographe, Romeo Castellucci dénie aux acteurs son plateau. Il pousse à l'extrême *l'idée de casting* en n'accordant les personnages qu'aux corps qui s'ajustent à ses idées. Giovanni *Rossetti n'est Brutus que parce que* la statuaire romaine l'a désigné comme tel. Cicéron n'offre son épaisseur (« violoncellisée » à la Man Ray) que pour mieux endosser son poids de rhétorique.

Quant à Dalmazio Masini, l'émouvant Antoine, *c'est un laryngectomisé dont le discours* – *clé* de l'œuvre de Shakespeare, et qui le demeure ici – vient du plus profond *des entrailles. On comprendra alors* que la présence de Stanislavski, l'inventeur d'une « méthode » de l'acteur à l'opposé de celle du groupe italien, dans la pièce en soit aussi l'une des interrogations les plus vives. Sans doute convient-il de l'aborder sous l'angle magrittien, comme le panneau « Ceci n'est pas un acteur », qui s'élèvera au-dessus d'un acteur qui n'est pas un acteur...

La volonté de maîtrise du discours jusque dans les chausse-trapes n'est pas sans cruauté envers le théâtre (rien à voir avec le théâtre de la cruauté), dont té*moigne à sa façon tout* le plateau noirci de *Giulio Cesare*. La cruauté selon la Societas Raffaello Sanzio *s'apparente* à *celle qui consiste* à éliminer des parties nécrosées. A donner à voir ce qui est proche de la mort pour se donner de meilleures raisons de vivre. Il y entre un goût rare du jeu, et un sens exceptionnel de la mise en scène. *Giulio Cesare* est l'exemple d'un théâtre qui réfléchit *le* théâtre, met à l'amende ce qui chez lui peut-être soupçonné de tromperie. Très *exactement le type de démarche* dont le Festival d'Avignon a besoin s'il veut s'interroger sur sa nécessité.

***Jean-Louis Perrier***

# Jazz et tauromachie à Montreux

## Montreux/Jazz. La présence au festival helvète de Joaquín Cortés, l'« aigle du flamenco », intrigue. Pour se faire aimer du public, celui-ci a oublié son art de Cordoue et torée la foule jusqu'à l'indécence

**MONTREUX (Suisse)**
*de notre envoyé spécial*

« *Je suis grand. Je suis connu dans le monde entier. Sur scène, je me sens comme un dieu.* » Ou encore : « *J'ai créé mon propre style et j'en suis très fier. Au début, tout le monde me critiquait. Maintenant, en Espagne, toutes les autres compagnies essaient de me copier.* » On dira ce qu'on voudra, ce genre excite l'intérêt. Joaquín Cortés, danseur, sait parler de lui. Pour peu qu'on ajoute quel*ques apparitions ratées* dans des films qui ne le sont pas moins, la soirée « jazz-flamenco » de Joaquín Cortés à Montreux a *largement de* quoi intriguer. D'autant que Montreux ne se trompe jamais : après avoir illustré les goûts de son génial inventeur, Claude Nobs, elle suit les *tendances qu'elle a l'air* de découvrir. Et chacun de la copier.

Passons sur le poussif *Gipsy Passion Band* : côté jardin, tout de noir vêtus, pour les *palmas* (battements de mains), la chansonnette et un poil de folklore, deux drôlesses et deux gaillards dont un grassouillet qui fait des mines ; au centre, deux percussionnistes extravertis mais approximatifs, plus un batteur qui est le *sosie du fakir de Moulinsart* (*Les Sept Boules de cristal*) ; côté cour, une sorte de quintet, contrebasse, *violon, trois guitares* et, *misère !, mais il faut bien expier : un* flûtiste...

Style général exactement conforme au programme : rien de jazz et encore moins de flamenco ! Une sorte de salade mixte, à mi-route de la musique andine pour rame de métro et « *Rabada la moukère* ». *Enorme succès, faut-il le préciser* : le mythe arabo-andalou vu des Alpes.

Là-dessus, entrée du jeune homme. Ce fut comme une apparition. Tremblement de terre force 8. On chasse aussi vite que l'on peut le souvenir de ses tribulations avec *Naomi Campbell, top model. Lui*, Joaquín Cortés, fait des airs terribles et roule de gros yeux. Il toise la salle. Sourit canaille. Arrache son veston comme s'il voulait choquer sa sœur ; ou alors, un prêtre dans un train.

**NU SOUS SA VESTE**

L'éclosion de son buste épilé provoque une émeute. On l'avait vu que, sous la veste, comme sur les affiches, il était nu. Mais, bref... On a encore confiance. On sait que, chacun dans son coin, tous ces types très doués cherchent une solution, une sortie. *Camarón* (chanteur génial) le faisait en se centrant dans le « *cante* » mais en sortant du *côté de la « rock and roll attitude »*.

*C'est donc un instant de vérité. Le* flamenco veut se faire aimer de qui ne l'aime pas (et le connaît à peine). Il cherche. Il envie la télé, le succès et les grands festivals. De tous, Joaquín Cortés est *le* plus pathétique. Il en oublie son art de Cordoue jusqu'à la corde. De la pointe des *pieds, il fait le Woody Woodpecker* (délire dans les rangs). Avec des airs renversés, il esquisse des entrechats de gouttière. Un moment, on dirait Maurice Baquet (cette merveille !) dans le rôle du toréador. Et, pour être sûr des applaudissements, après avoir toréé le public jusqu'à *l'indécence*, il *saute dans la salle* et embrasse des morceaux de joues.

Ah oui ! On l'a vu aussi se saisir d'un tambour et le frapper d'un sourcil très inspiré, comme ces braves garçons, vosgiens ou béarnais, qui, au Trocadéro, font les percussionnistes. Le plus troublant, *c'est qu'à ce moment-là, très court*, Cortés n'était pas dans le « *compás* » (dans le tempo). Comme il ne le fut point davantage donnant les *palmas* à la belle Estrella Morente.

Estrella Morente chante. Elle est de voix très courte, mais de pas mal de présence. Au centre des gamineries de Cortés, elle illustre le *flamenco puro* : avec deux chaises et un guitariste. C'est la fille d'Enrique *Morente, venu lui aussi pour trois cantes* remarquables. C'est prudent. Ça donne un peu de tenue à la « *passion* ». Qui en a bien besoin. Tout est acclamé du même élan. C'est Montreux.

Pour ne pas perdre définitivement ce qui reste de tête, on va au *Miles Davis Hall voisin, prendre* quelques bouffées de musique afro-américaine : James Carter, absent de partout – il a annulé sa tournée – sauf de Montreux ; les gros effets de *Les McCann, tonique pionnier il* y a trente ans de la petite soupe qui triomphe partout, ce funk facile et *ficelé ; plus les ruses maison de* George Duke et Billy Cobbham. Ces deux-là ne sont présents qu'au bord du lac. Mais on comprend : ils ont mis au point une recette de « *bœuf* » *bricolé* Broadway *qui* fait croire au talent. Dans trois ans, Cortés peut les rejoindre et, pourquoi *pas, découvrir l'Amérique*.

***Francis Marmande***

**★ « Montreux Jazz Festival » : Phil Collins, Sadao Watanabe (le 14) ; Cassandra Wilson, Al Jarreau (le 15), Petrucciani, Georges Benson (le 16) ; Earth, Wind and Fire, Nguyên Lê (le 17) ; Africa and Funk (le 18). Oscar Peterson (le 19). Tél. : 00-41-22-716-56-30.**

# Le chef David Stern dirige et instruit

## Aix-en-Provence/Musique. Le festival présente « Didon et Enée » avec une deuxième distribution

**DIDON ET ÉNÉE, de Purcell. Avec Silvia Hablowetz (Didon), Jaehi Yang (Belinda), Sandrine Rondot (Deuxième Femme), Myriam Boucris (la Sorcière), Camilla Johansen et Anne le Coutour (Sorcières), *Michael* Bennett (l'Esprit), Andrew Rupp (Enée), Nicolas Bauchau (le Marin), le chœur et les solistes *de l'Académie européenne de musique*, David Stern (direction). Marcel Bozonnet (mise en scène), Caroline Marcadé (mouvements,chorégraphie).**
**HÔTEL MAYNIER D'OPPÈDE, prochaines représentations les 15, 20, 22, 25, 27 et 30 juillet, 22 heures.**

*La rénovation du Théâtre de l'Archevêché aura* attiré tous les regards. On a en revanche peu parlé de l'aménagement de la cour de l'hôtel May*nier d'Oppède*. Avec un *budget de 300 000* francs, Félix Lefebvre, le directeur technique du festival, a réussi à installer 450 des anciens sièges de l'Ar*chevêché sur des gradins – silencieux !* – ; avec une durée de vie estimée à dix ans, cette installation met l'investissement par place à un niveau très bas.C'est là, dans une acoustique qui ne cache rien, dans un cadre intime qui met les chanteurs au milieu des spectateurs, que se donne *Didon et Enée*, spectacle qui a ouvert le festival, le lundi 6 juillet (*Le Monde* du 8 juillet). Une mise en scène, un *chef, mais deux distributions* : Silvia Hablowetz passe du rôle de la Deuxième Femme à celui de Didon ; Sandrine *Rondot de celui de Belinda à celui de la* Deuxième Femme ; Jaehi Yang quitte le chœur pour chanter Belinda et le ténor Fernando Cobo laisse sa place au baryton Andrew Rupp pour s'emparer du rôle d'Enée.

A n'en pas douter, Hablowetz est une chanteuse exceptionnelle qui fait songer à la jeune Fassbaender, sa présence physique, son timbre, son format vocal, son talent de tragédienne trouvent en Rupp un alter ego qui tient remarquablement le coup : leur affrontement est un *moment d'une intensité* rare, *qui fait oublier – si* tant est qu'on y pense – qu'il s'agit d'un spectacle d'une académie.

*Au pupitre, David Stern, 35 ans. La cheville ou*vrière artistique des deux spectacles proposés par l'Académie européenne de musique (*Didon et Enée* ; *Curlew River*, de Britten). Placé derrière le plateau, il ne voit pas toujours les chanteurs, qui, eux, ne le voient presque jamais. Du clavecin, il dirige un petit ensemble instrumental presque irréprochable. Le jeu de ces jeunes musiciens n'est *pas aussi typé que celui d'une formation* baroque, mais le gambiste Jay Bernfeld et le violoniste-chef d'orchestre Reihnardt Goebel les ont *fait travailler*.

Pour la plupart, ces jeunes artistes n'avaient jamais pratiqué la musique ancienne d'une façon stylistique et technique plausible. Ils sont aujourd'hui plus instruits du phrasé, du vibrato, du son qu'avant de venir et ils ne rencontreront plus si souvent un chef d'orchestre qui accepte de partager son travail et son pouvoir avec des conseillers stylistiques. A Stern seul la responsabilité d'avoir su pousser instrumentistes et chanteurs sur le chemin de la musique de chambre – le plus difficile. Comme le dit Till Fechner, l'émouvant Masetto du *Don Giovanni* aixois, en pointant son oreille droite de l'index : « *Stern réussi à les faire chanter à la feuille et non avec les yeux. Bravo !* »

***Alain Lompech***

## HORS CHAMP

■ **VARIÉTÉS : en mémoire de Léo Ferré, disparu il y a cinq ans, Claude Piéplu** présentera, le 14 juillet à 20 h 30, une soirée avec plusieurs invités : Michèle Atlani, Pierre Barouh, Paco Ibanez, David Légitimus, Nicolas Reggiani, Catherine Ringer, Fabienne Thibeault, Zaniboni... (Le Trianon, 80, boulevard de Rochechouart, Paris 18e. Tél. : 01-53-36-76-15. 120 F et 150 F.)

■ **ART : le Tiepolo du Musée du Louvre ne sera pas restitué aux** héritiers de Frédéric Gentili Di Giuseppe, décédé en 1940. Une ordonnance de référé du tribunal de grande instance de Paris, du 10 juillet, rejette la demande en restitution de cinq toiles dont un *Alexandre et Campaspe* du peintre vénitien Tiepolo, détenu, à titre précaire, par le Louvre sous l'appellation MNR (Musées nationaux Récupération) (*Le Monde* du 17 février). Les héritiers estimaient que la vente aux enchères, en 1941, équivalait à une spoliation, la famille Gentili Di Giuseppe étant d'origine juive. Le tribunal n'a pas été convaincu, vu les dettes de la *succession*, du caractère « *dolosif* » de la vente.

■ **JAZZ : 1,5 million de personnes *ont* assisté** à la 19e édition du Festival de jazz de Montréal, qui a accueilli, du 1er au 12 juillet, les spectateurs dans un quartier interdit à la circulation. Le guitariste John Scofield, présent sur sept concerts, était le fil rouge du festival.

■ **GUIDE : en raison de l'actualité, la rubrique** quotidienne « Sortir-Guide » est absente de ce numéro. Sa publication reprendra dès le numéro du 16 juillet. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

# Coussins de Provence

## Orange/Musique. Considérations sur l'activité tabagique de « Carmen » et sur l'usage du coussin pour faire passer la rudesse des gradins

**ORANGE**
*de notre envoyé spécial*

Ne pas écrire cigarette, ni cigare. *Ni écrire le mot, ni montrer* la chose. Ne pas faire de peine à Claude Evin, craindre la loi du même nom. Remplacer la manufacture de tabac par une fabrique de pastis, ou une distillerie. Telles sont, à grands traits, les pensées de tout metteur en scène au moment de monter un *Carmen* – Nicolas Joël, cette année, aux Chorégies d'Orange, n'a vraiment pas fait un *tabac* (*Le Monde* du 12-13 juillet). Avec en outre un regret cuisant : celui de ne plus pouvoir faire appel au mécénat de la Seita, l'antique société française qui avait su jadis rendre un hommage à Bizet en campant l'inépuisable Gitane sur l'une de ses marques de brunes.

*Fiévreux, entassé sur les gradins* ininflammables, le public de *Carmen* consulte, dans le programme des Chorégies, le texte du musicologue André Segond. Celui-ci n'insiste pas sur la nouveauté que représentait la cigarette pour les Parisiens du temps de Bizet. Dans le livret même de l'opéra *et ses traductions, il y a d'ail*leurs un flottement sur la production de Carmen et de ses camarades : *cigares ou cigarettes ?* De même, on se demande souvent à quel trafic se livrent les contrebandiers. Ici, les références picturales de la mise en scène et des costumes, très sombres, semblent indiquer qu'il *s'agit d'une grosse livraison de* chocolat noir dans des caisses rappelant de loin des cercueils.

C'est l'essence même d'Orange, *cette perte progressive des détails* visuels et des sons à mesure qu'on s'éloigne. Ainsi les chapeaux des *mêmes contrebandiers peuvent* facilement passer pour le couvre-chef de Chico, l'un des Marx Brothers, et plus généralement pour des chapeaux tyroliens. S'étant trompée de festival, une spectatrice un peu âgée de *Carmen* nous a même demandé si *c'était* bien le *Freischütz* de Karl *Maria von Weber qu'on nous montrait sur scène*...

**INTÉGRITÉ FESSIÈRE MENACÉE**

Le coussin est la vraie spécialité d'Orange, ville qui ne remue plus guère sous l'édredon du Front national. On en trouve bien sûr ailleurs dans les festivals de Provence, partout où la dureté des gradins menace l'intégrité des fessiers. Les *théâtres romains avaient été* construits pour des individus statistiquement plus petits que nos contemporains. Aujourd'hui, pourvu qu'on soit un peu malgre, qu'on ait de longues jambes et le dos fragile, les spectacles un peu longs deviennent de véritables supplices, et le *coussin* est aussi nécessaire au festivalier que la cigarette l'est au tabagique.

*Nulle part comme* à *Orange on* ne trouve industrie aussi prospère et sévèrement encadrée. Prix fixes : 50 francs, avec un modèle de luxe à 70 francs. On trouve aussi, à 220 francs, des chaises sans pieds pour reposer les dos les plus meurtris. La mairie dit n'avoir accordé de licence qu'à six commerçants de la ville et refusé toutes les demandes *de vente « sauvage » à l'entrée du* théâtre.

C'est majoritairement une fabri*cation artisanale, comme* celle *des* meilleurs cigares, cinquante à cent maximum par jour, ce qui ne permet pas des stocks considérables. C'est devenu un souvenir, un objet fétiche *que les gens accrochent au-dessus* de la cheminée pour se rappeler qu'ils ont entendu le mistral, parfois *un opéra : Carmen ou Nabucco, Norma* ou *La Traviata*.

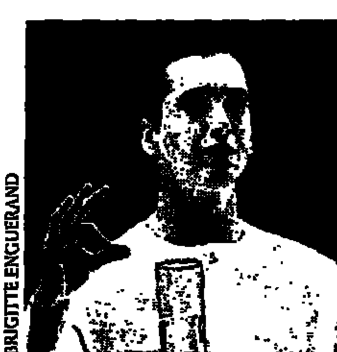
La mairie a autorisé la boutique GD Création Provençale à délocaliser sa production dans une usine familiale située entre Roanne et Saint-Etienne, ce qui permet de proposer le coussin à 39 francs. C'est le début de la mondialisation. Elle a interdit en revanche toute forme de stands associatifs ou politiques. Sans doute *pourraient-ils faire de l'ombre aux* coussins.

***Frédéric Edelmann***



**QUESTIONS À...**

## *REDJEP MITROVITSA*


BRIGITTE ENGUERAND

**1 Acteur, metteur en scène, animateur de votre compagnie dramatique, on vous retrouve à Avignon en pédagogue, entouré de dix-sept jeunes acteurs sélectionnés *parmi quarante ayant par*ticipé à l'opération « Talents » menée par l'Adami au Festival de Cannes 1998. *Comment les avez*-vous choisis et pourquoi leur avoir proposé de travailler sur des textes oubliés de Ronald D. Laing ?**

Je les ai choisis en visionnant les courts métrages présentés à Cannes. J'en ai gardé dix-sept, en fonction d'un seul critère : celui de *la prise de risque maximum. J'ai* toujours été attiré par les gens qui s'exposent, même si le risque est grand pour *moi aussi*. Je voulais qu'ils soient confrontés à un texte qu'ils ne connaissaient pas afin qu'ils aient toute latitude de se l'approprier sans être a priori cadrés par *l'idée* que l'on se fait de tel ou tel personnage, comme lorsque que l'on travaille le répertoire par exemple. Le texte de Laing est malheureusement tombé dans l'oubli, mais il a l'avantage d'être vierge de toute interprétation. J'espère que chacun pourra le faire sien intimement.

**2 Laing est, au côté de David *Cooper, l'un des fondateurs de* l'antipsychiatrie, et ses œuvres ont connu un grand retentissement *dans les années 70. Qu'est-ce qui* vous a conduit à le porter au théâtre ?**

Laing nous force à nous interroger sur ce qui, dans l'ordre de la folie, tient de la raison, et ce qui, dans l'ordre de la raison, tient de la folie, questions que l'on se pose dans l'ordinaire quotidien. Ses textes sont aussi un hommage à Gérald Robard, l'un de mes trois maîtres avec Antoine Vitez et Claude Régy. Ce sont eux *qui m'ont* fait découvrir Laing en 1982, et j'ai porté depuis le projet de monter *ses textes à la scène. Le fait que ma* compagnie ne reçoive aucune subvention du ministère de la culture et le manque de compréhension de coproducteurs n'ont pas permis que ce projet voie le jour.

**3 Y a-t-il dans une œuvre théo*rique la matière d'un spectacle* ?**

J'ai pensé que des jeunes acteurs pourraient s'emparer de l'œuvre de Laing car il *s'est efforcé de tra*duire ses ouvrages théoriques sous forme de conversations, dialogues et poèmes qui témoignent de la complexité des relations humaines dans la vie quotidienne. C'est une très bonne base pour un travail théâtral. Cela me permet aussi de *continuer ma propre réflexion sur* la frontière entre l'état de folie et l'état de sainteté.

***Propos recueillis par Olivier Schmitt***

**★ « Paroles d'acteurs ». *Est-ce que tu m'aimes ?* de Ronald D. Laing. Jusqu'au samedi 18 juillet, à 17 heures. Atelier ISTS, cloître Saint-Louis d'Avignon. Sur invitation. Tél. : 04-90-14-14-14.**



BUSCARINO

هكذا من الاصل



## DISPARITIONS

■ **ROGER CALMEL**, compositeur français, vient de mourir à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans. Né en 1921 à Creissan (Hérault), Roger Calmel, qui fut l'élève de Darius Milhaud, a écrit de nombreuses œuvres pour chœur parmi lesquelles *Le Manteau partagé, Les Yeux de lumière*. Son *Requiem* pour le bicentenaire de la mort de Marie-Antoinette avait été créé le 16 octobre 1993 à la Conciergerie. Il avait aussi composé *Requiem aeternam* pour le spectacle de Robert Hossein, *Je m'appelais Marie-Antoinette*. Sa musique de chambre et certaines de ses œuvres chorales viennent d'être éditées chez Chamade.

■ **DUSAN VUKOTIC**, cinéaste, est mort, mercredi 8 juillet, en Croatie, à l'âge de soixante et onze ans. Fondateur de l'école zagréboise du film d'animation, il avait obtenu un Oscar, en 1961, pour son dessin animé *Surogat* (Ersatz).

## NOMINATION

### DÉFENSE

**Le général de brigade Bernard Thorette a été nommé chef du cabinet militaire du ministre de la défense, Alain Richard. Il succède au général de corps d'armée Raymond Germanos, appelé à diriger, à compter du 15 juillet, l'Institut des hautes études de défense nationale, le Centre des hautes études militaires et l'enseignement militaire supérieur.**

[Né le 20 octobre 1945 à Port-Lyautey (Maroc), ancien élève de Saint-Cyr, Bernard Thorette a servi au Tchad et en Nouvelle-Calédonie. Spécialiste du renseignement, il est affecté, en 1983, au secrétariat général de la défense nationale (SGDN), où il est responsable de la cellule Proche-Orient à la division d'analyse et d'évaluations. En 1987, il sert à la mission d'assistance militaire technique de la France au Cameroun avant d'être appelé, entre 1989 et 1991, à commander le 3e régiment d'infanterie de marine, à la tête duquel il participe à l'opération « Daguet » dans le Golfe. Successivement chef du bureau « études » au centre d'exploitation du renseignement militaire, chef du bureau « situation » à la direction du renseignement militaire et adjoint « terre » à la section des affaires militaires du SGDN, Bernard Thorette devient, en 1995, chef du centre opérationnel interarmées, à l'état-major des armées. A ce titre, il organise la mission baptisée « Azalée » aux Comores, puis l'opération qui a consisté à mettre fin à des mutineries répétées de l'armée centrafricaine. Depuis août 1997, le général Thorette était commandant de la 9e division d'infanterie de marine à Nantes.]

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 9 juillet sont publiés :

● **Mines antipersonnel** : une loi tendant à l'élimination des mines antipersonnel.

● **Défense nationale** : une loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale.

● **Affaires sanitaires et sociales** : un décret portant attribution d'une indemnité de technicité au corps des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales.

● **Académie des sciences** : un décret portant approbation des modifications des statuts de l'Académie des sciences.

● **Accords internationaux** : un décret portant publication du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur la formation des ingénieurs d'excellence au Vietnam, signé à Hanoi le 12 novembre 1997.





## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

– Bienvenue à

**Alexandre,**

arrivé le 11 juillet 1998,
chez

**Christine et Jean-Pierre.**

De *Lille* à Tarbes, en passant par Paris, Graulhet et Blagnac, tout le Monde se réjouit.

---

**Mme et M. Raymond GOUTENMACHER**
ont la joie d'annoncer la naissance de leur première arrière-petite-fille,

**Jade,**

chez

**Aurore et David,**

le 11 juillet 1998, à Genève.

---

– Meulan, le 9 juillet 1998.

**Michaël**

est né chez
***Max et Laurence CERF.***

De la part de
**Mme BOUDIER, Mme PLAUT,**
**Claudine et Lucien BOURGEAT,**
***Edith et Jean CERF.***

### Décès

– Mme Gabrielle Bourgeois-Dochy,
Mlle Catherine Bourgeois,
M. Michel Bourgeois,
Mme *Cécile* Gendron-Bourgeois,
Mme Elodie Godier,
Mme Emilie Dochy,
Les familles Dochy, Pilon, Lenaert,
Les familles Henry, Vaganay, Boitel, Petit, Massot et Trouselle,
Les familles Godier, Wattelier, Loisel et Bacq,
*Ses amis et collègues du groupe de la* Banque Hervet,
La direction, les médecins,
Et l'ensemble du personnel de l'Institut chirurgical mutualiste Montsouris,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Bernard BOURGEOIS,**
conseiller financier,
ancien fondé de pouvoir
de la *Banque Alexandre-de-Saint-Phalle*
et de la Société parisienne de banque,
délégué départemental
de l'Education nationale,
médaille commémorative
d'Afrique du Nord,

décédé à Paris, le samedi 11 juillet 1998, dans sa soixante-sixième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi *16 juillet*, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Maignelay-Montigny (Oise).

Ni fleurs, ni plaques, ni couronnes, mais des dons peuvent être déposés sur place en faveur de la Fondation de l'avenir pour la recherche médicale, ou adressés 17, avenue de *Choisy, Paris-13e*.

13, rue Saint-Just,
60420 Maignelay-Montigny.
36, rue du Hameau,
75015 Paris.
33, rue du Hameau,
75015 Paris.
*27, rue du Docteur-Finlay,*
75015 Paris.

---

– Mme Georges Cathala,
Yves Cathala et *Dominique d'Artois,*
Gloria Cathala,
Denise Cathala,
*Hubert, Jérôme et Benoît,*
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Georges CATHALA,**
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
commandeur de l'ordre
*des Palmes académiques,*

survenu le 11 juillet 1998, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

*La cérémonie religieuse sera célébrée* le mercredi 15 juillet, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, *Paris-16e et sera suivie de l'inhumation*, au cimetière de Maisons-Laffitte, à 17 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

*26, rue La Fontaine,*
75016 Paris.

---

– Danielle Marie Chanut,
Et *toute sa famille*
ont la douleur de faire part du décès de

***François* CHANUT,**
libraire,
41, rue Mazarine à Paris, et à Noyers.

Un recueillement civil aura lieu le jeudi *16 juillet 1998, à 15 h 30, en la chapelle du* crématorium d'Auxerre (Yonne).

*Condoléances sur registre.*

---

– *M.* Henri Cavalié et Mme,
née Françoise Courteaud,
leurs enfants et petits-enfants,
*M. Marc* Courteaud et Mme,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Bertrand Courteaud, Mme
et leurs enfants,
ont la très grande peine de faire part du décès de

**M. Louis COURTEAUD,**
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre du Mérite,
président honoraire près
la cour d'appel de Paris,

survenu à l'âge de quatre-vingt-six ans, le 7 juillet 1998.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
*Ils rappellent* à votre souvenir

**Mme Louis COURTEAUD,**

son épouse,

décédée le 3 septembre 1993.

---

– Oran. La Grande-Motte.

*Mme Paul Fournier,*
née Simone Gautard,
Mlle Renée Fournier
*font part du décès de leur époux et frère,*

**M. Paul FOURNIER,**
magistrat honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

*né à Sidi Bel Abbes*, le 2 août 1910.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 juillet 1998, à 15 h 30, en la salle omnicultes du complexe funéraire de Grammont, avenue Albert-Einstein, à Montpellier (Hérault).

*Mme Paul Fournier,*
« Les Jardins du Ponant »,
284, rue des Croisades,
34280 La Grande-Motte.

---

– *Mme* Alain Goldschmid,
Mlle Charlotte Goldschmid,
Mme Florence Mendelsohn
et ses enfants,
M. Samy Kinge,
M. et Mme Nicolas Cayla
et leurs enfants,
Mme Hubert Lamare
et ses enfants,
M. et Mme Olivier Goldschmid
*et leurs enfants,*
Mme Jacqueline Goldschmid,
Mme Jacques Georges,
*Les familles Beuzart, Martin, Michel,*
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

**docteur Alain GOLDSCHMID,**

le 11 juillet 1998, à l'âge de soixante-seize ans.

La messe a été célébrée le lundi 13 juillet, à Vanves-sur-Cosson (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– Mme John Goormaghtigh,
Anne, Georges, Jacques et leur famille
ont la tristesse de faire part du décès de leur époux et père,

**John GOORMAGHTIGH,**
premier directeur de l'Institut belge
des relations internationales,
ancien directeur
du Centre européen de la Dotation
Carnegie pour la paix internationale,
*ancien secrétaire général de la Fondation*
européenne de la science,
croix de guerre belge,
croix de guerre française,

le 12 juillet *1998*, à *Scharrachbergheim*. (France).



– Charlotte Julien,
son épouse,
Fabienne, Louis,
ses enfants,
Emmanuel de Sagazan,
son gendre,
Nina, Joachim,
*ses petits-enfants,*
Marcel et Renée Julien,
son frère et sa belle-sœur,
Max et *Jacques,*
ses neveux,
Martine Baudin, Jacqueline Henrard, Catherine Fernandez,
son époux et leurs enfants,
Ainsi que ses amis et copains de théâtre,
ont la tristesse de faire part de la disparition du comédien

**André JULIEN,**

survenue le 12 juillet 1998, à l'âge de soixante et onze ans.
L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le 20 juillet, à 11 h 15. Entrée rue des Rondeaux, porte Gambetta.

---

– On nous prie d'annoncer le décès de

**Guy, comte de MARESCHAL de LUCIANE,**
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre avec palmes,
agent de change *honoraire,*

survenu à Paris, le 3 juillet 1998.
*Les obsèques* ont eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église d'Oradour-Saint-Genest (Haute-Vienne), le 8 juillet.

De la part de
*La comtesse* de Mareschal de Luciane,
son épouse,
Mme Caroline de Mareschal de Luciane,
M. et Mme Michel Meyer,
ses filles, son gendre et leurs enfants.

55, rue Charles-Laffitte,
92200 Neuilly-sur-Seine.

---

– *Michelle* Perrin,
son épouse,
Mallory et Nicolas Wolff,
*ses enfants,*
Léa,
sa petite-fille,
*Sa famille*, ses amis proches,
ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

**François PERRIN,**

survenu le 11 juillet 1998.

Une messe d'adieu sera célébrée le *16 juillet, à 15 heures*, en l'abbatiale de Pontigny (Yonne), suivie de l'inhumation au cimetière de l'Abbaye.

---

– M. et Mme Edouard Weiss,
*ses parents,*
Mme Marie-Stéphanie Lohner
et M. Christophe Bidot,
*ses enfants,*
Hugo et Anouk,
ses petits-enfants,
Et sa petite famille africaine,
ont le chagrin de faire part du décès de

**Mme Michèle WEISS,**

survenu le 11 juillet 1998, à l'âge de soixante et un ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu le jeudi *16 juillet, au cimetière du Père-Lachaise,* dans le caveau de famille.

On se *réunira* à l'*entrée principale*, boulevard de Ménilmontant, Paris-20e, métro Père-Lachaise, à 9 h 30.

Mme Lohner,
13, villa Dufresne,
*75016 Paris.*

### Anniversaires de décès

– Le 13 juillet 1996,

**Mme France FEIGELMANN**

*nous quittait.*

Vous qui l'avez connue, souvenez-vous de son rayonnement, de ses combats pour les causes généreuses, et de son énergie pour l'œuvre à accomplir.

---

– Il y a un an, le 14 juillet *1997*,

**Bernard REVON**

nous quittait.

*Nous nous souviendrons* longtemps de toi.
Nous resterons avec toi, nous t'aimons.

Christian.

### Admissions

**Ecole nationale supérieure**
**de la nature et du paysage**
**Blois**
**Admission en 1re année**

Marguerite Almé-Saintes (9) ; Leire Arbelbide (21) ; Benoît Bianciotto (16) ; Stéphanie Champ (14) ; Coralie Chansloux (15) ; Cédric Chardon (20) ; Pierre Crétel (30) ; *Marjorie* Debonnaire (28) ; Virginie Deboos (13) ; Sébastien Dubois (18) ; Lucile Dunyach (1) ; Fanchon Esquieu (19) ; Pascale Gerin (7) ; Ronan Guillo (12) ; Olivier Hostiou (5) ; Julien Jaouen (23) ; Alice Jannet (25) ; Vincent Lagrue (24) ; François Le Bot (2) ; Pascal Le Gac (29) ; Pascale Marq (8) ; Frédérique *Morin* (27) ; Anaïs Morvan (3) ; Aymeric Mottier (4) ; Damien Oberlé (6) ; Maud Repain (26) ; Charlotte Ruph (22) ; Mathilde Thomassin (11) ; Almé Thomine-Desmazures (17) ; Kaëlig Zlarkowski (10).

**Admission en 3e année**

Sophie Jabet (1) ; Johanna Constant (2) ; Park Ga Young (3).

### Soutenances de thèse

– **M. Mario César Ferreira** a soutenu le 30 juin 1998, une thèse de doctorat en ergonomie à l'Ecole pratique des hautes études intitulée Utilité et utilisabilité de l'informatique dans la gestion du travail bancaire.

Le jury, composé de MM. Antoine Laville, Jacques Theureau, Luc Desnoyers, Pierre Falzon et de Mme Annie Weill-Fassina, a attribué la mention Très Honorable au travail de M. Ferreira.

E-mail : mcesar@unb.br

### Communications diverses

– **Maison de l'hébreu** : deux heures pour savoir lire, dix cours pour pratiquer la *Bible* ou parler *l'israélien. Professeur* Jacques BENAUDIS : 01-47-97-30-22.

MARDI 14 JUILLET

## FILMS DE LA SOIRÉE

19.10 Crossing Guard ■ ■ Sean Penn (Etats-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 2
20.30 Matelot 512 ■ ■ René Allio (France, 1984, 95 min). Ciné Cinémas
20.35 La vie est un long fleuve tranquille ■ ■ E. Chatiliez (Fr., 1987, 90 min). TSR
20.55 Z ■ ■ Constantin Costa-Gavras (France - Algérie, 1968, 130 min). France 2
22.30 *De bruit et de fureur* ■ ■ Jean-Claude Brisseau (France, 1987, 95 min). Paris Première
22.55 Pas de problème ! ■ ■ Georges Lautner (France, 1975, 100 min). Cinétoile
23.10 Le Samouraï ■ ■ J.-P. Melville (F, 1967, 105 min). France 2
23.25 Eating ou le dernier secret des femmes ■ ■ H. Jaglom (EU, 1990, v.o., 110 min). Arte
0.35 Retour à la vie ■ ■ Clouzot, Lampin, Cayatte et Dréville (France, 1949, N., 120 min). Cinétoile

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Betty Grable. Warren Beatty. Paris Première
19.00 Rive droite, rive gauche. Les plus grands invités de la saison. Invités : Alan Sokal ; J Bricmont ; Jan Bucquoy ; Olivier Weber ; Serge July. Paris Première
19.05 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Peter Greenaway. Paris Première
20.50 Zone interdite. Les sauveteurs de vos vacances. M 6
21.00 Le Gai Savoir. Faut-il avoir peur du cosmopolite ? Invités : Rachid Boudjera, Yasmina Reza, Guy Sorman, Ababacar Diop. Paris Première
22.00 Questions d'histoire. Le communisme dans le siècle : nº 1 : l'URSS. Invités : Jean-Jacques Marie, François-Xavier Coquin, Bernard Guetta. Histoire
22.15 Sud. Invités : Michel Leeb ; Michel Sajn ; Joël Guillet et Jacques Cantie. TMC
22.45 Un siècle d'écrivains. Léopold Sédar Senghor. TV 5
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Histoire

### DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux. Le Mésangeal gris. La Cinquième
18.35 En croisière sur le «Galaxy». [2/12]. Canal +
18.50 L'union fait la force. TMC
19.00 Le Tour du Pacifique. [18/20]. Arte
19.00 Les Sœurs Soong. [1/2]. Enfants du destin. Odyssée
19.20 Lorette, dernier bidonville. Planète
19.55 Tokyo Luna Tour. Odyssée
20.10 La Saga du vélo. [1/5]. Invention. Planète
20.20 La Grande Saga des animaux. [1/13]. Les crocodiles. Odyssée
20.30 Repères : La Guitare espagnole. [3/8]. L'ère classique. Mezzo
20.35 Terezinha. Planète
20.45 La Vie en face : Le village qui disparaît. Arte
20.50 Le Train du Raj. Odyssée
21.00 Aristote Onassis. Histoire
21.15 Les Ponts de Paris. TV 5
21.25 20 ans de courses automobiles. [18/20]. Canal Jimmy
21.40 Chemins de fer. [6/19]. Planète
21.40 Christoph Meili, traître ou héros ? Odyssée
21.45 La Cuccagna. Au pays de cocagne napolitain. Arte
21.50 Histoire de la marine. [1/7]. RTBF 1
22.00 Les Méditations de Rodin. Paris Première
22.35 Une touche européenne. Arte
22.40 *Lonely Planet*. *Moyen-Orient* : Syrie, Jordanie et Liban. Planète
22.40 L'Histoire des lions de mer australiens. Odyssée
23.20 Hugo Koblet, l'homme, le mythe. TSR
23.25 Thierry Le Luron. France 3
23.25 Hello Dolly, premier clone. Planète
23.30 *Le Grand Rift*. [2/3]. Odyssée
0.15 Chacun son tour. Le rêve forcené d'Henri Desgrange. Planète
0.20 Etre femme en terre jaune. Odyssée
0.25 Histoires naturelles. L'équipée kazakhe. TF 1

### SPORTS EN DIRECT

13.35 Cyclisme. Tour de France. RTBF, TSR, France 3, Eurosport
14.35 Cyclisme. Tour de France. France 2

### DANSE

18.30 Mezzo junior. *La Poupée magique*. *Coppélia*. Ballets. Mezzo

### MUSIQUE

18.00 Symphonie nº 1, et nº 2, de Mahler. *Titan*, *Résurrection*. Muzzik
21.00 Repères : La Guitare espagnole. Mezzo
22.30 Concert : Nuit française. Mezzo

### TÉLÉFILMS

20.30 Bel-Ami. Pierre Cardinal [1, 2 et 3/3]. Festival
20.50 L'Adoption. Janos Zsombolyai. RTBF 1
22.40 Un amour trop violent. William A. Graham. RTL 9

### SÉRIES

19.55 Walker, Texas Ranger. Gros plan sur les Rangers. RTL 9
20.00 Mon ami Jake. Saut de bisons. Canal J
20.13 New York Undercover. La croisade anti-tabac. 13ème Rue
22.20 Seinfeld. Jimmy. Canal Jimmy
22.35 *Total Security*. *Qui est papa ?* TSR
22.40 Les Cinq Dernières Minutes. Beauté fatale. Série Club
22.45 L'Affaire Amy Fisher. O Coupable sous influence. M 6
23.35 Star Trek, la nouvelle génération. L'enseigné Ro (v.o.). Canal Jimmy
23.50 Les Chevaux du soleil. TMC
0.30 Sonny Spoon. *Deux pour le prix d'un*. M 6
1.00 Highlander. Confiance aveugle. Série Club

## NOTRE CHOIX

● 20.45 Arte
**La Vie en face**

Au cœur de la Chine, Jizipo, un village millénaire creusé dans le limon. Une terrible sécheresse a anéanti les cultures de blé et de maïs. Comme autrefois lorsque le village avait été abandonné par tous ses habitants. Sauf un. Mais aujourd'hui, la communauté villageoise s'accroche à ces terres arides, se mobilise autour d'un projet d'irrigation, puis se déchire. Le parti s'en mêle et le calme finit par revenir. D'aucuns abandonneront leurs maisons troglodytes pour gagner la ville, la plupart des familles resteront. *Le Village qui disparaît*, documentaire chinois produit par *la Télévision de Shanghaï et réalisé* par Wang Xia-Ping en 1996, décrit les tracas quotidiens de ces paysans qui vivent hors du temps. Une plongée dans la Chine rurale d'aujourd'hui où tout semble immuable. Chronique factuelle du quotidien où l'auteur n'ose, hélas, pas aller au-delà de la simple réalité. – *E. H.*

● 22.30 Paris Première
**De bruit et de fureur**

Dans une banlieue déshéritée, Bruno, un adolescent livré à lui-même (Vincent Gasperitsch), devient l'ami de Jean-Roger, le plus mauvais sujet du CES, qui vient d'une famille de zonards (François Négret). Bruno se laisse entraîner par Jean-Roger dans des mauvais coups. Une jeune enseignante (Fabienne Babe) essaie de le sortir de ce milieu. Tout cela finit très mal. Un film tragique, à mi-chemin du réalisme et du symbolisme. Jean-Claude Brisseau a reçu le Prix de la Société des réalisateurs français au Festival de Cannes 1988 et le Prix spécial de la jeunesse, bien que l'oceuvre soit interdite aux moins de treize ans... – *J. S.*

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

#### TF 1

18.00 Patinage artistique.
19.05 Melrose Place..
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Un baiser avant de mourir ■ Film. O James Dearden.
22.35 Une robe noire pour un tueur ■ Film. José Giovanni.
0.25 *Histoires naturelles*. L'équipée kazakhe.
1.20 TF 1 nuit, Météo.
1.35 Reportages. Les Derniers Bidasses.

#### FRANCE 2

18.40 et 23.10 Un livre, des livres.
18.45 Jeux de comédie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 *Qui est qui ?*
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
20.55 Z ■ ■ Film. C. Costa-Gavras.
23.10 *Le Samouraï* ■ ■ Film. Jean-Pierre Melville.
0.55 Journal, Météo.
1.10 Tatort. Querelle familiale.

#### FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
*20.00 et 23.00 Météo.*
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.40 Le Journal du Tour.
21.00 La Carte aux trésors. *La vallée du Doubs.*
23.10 Soir 3.
23.25 Thierry Le Luron.
0.50 Blanche. Feuilleton. [8/11].

#### CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.05
18.35 En croisière sur le «Galaxy». [2/12].
19.05 Les Yeux dans les bleus. Documentaire.
20.35 Disjoncté. Film. Ben Stiller.
22.00 Flash infos.
22.10 Athlétisme.
23.25 Le Souffre-douleur. Film. S. Miner.

0.50 Ariane ou l'âge d'or : La Longue Marche ■ Film. Bernard Darrigues.

#### ARTE

19.00 Le Tour du Pacifique. [18/20].
19.30 7 1/2.
20.00 Archimède. Bulles de dauphins.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face : Le village qui disparaît.
21.40 Soirée thématique. *Cocagne ou carême ? L'homme est ce qu'il mange.* 21.45 La Cuccagna. 22.25 Je t'aime tout entière. 22.35 Une touche européenne. 23.25 Eating ou le dernier secret des femmes ■ ■ Film. Henry Jaglom (v.o.). 1.15 Jambon, Jambon ■ Film. Bigas Luna.

#### M 6

*18.55 Los Angeles Heat.*
19.50 Voile.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages info, E = M6 junior.
20.50 Zone interdite.
22.45 L'Affaire Amy Fisher : Coupable sous influence. Téléfilm. O Bradford May.
0.30 Sonny Spoon.

### RADIO

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Natacha de Pontcharra (*Isadora Duncan*).
21.00 Poésie studio. Spécial Italie.
22.10 Mauvais genres.
23.00 Nuits magnétiques.

#### FRANCE-MUSIQUE

19.37 Concert. Œuvres de R. Schumann, Liszt, von Weber, Pfitzner.
21.00 Concert. Œuvres de LeBaron, Piston, Beethoven.
23.00 Soleil de nuit. Magazine musical.

#### RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Le violoniste Isaac Stern. Œuvres de Brahms, Beethoven, *Mozart*, *Bloch*.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Dvorak.

MERCREDI 15 JUILLET

## FILMS DU JOUR

13.00 Pleure, ô mon pays bien-aimé ■ ■ Zoltan Korda (Grande-Bretagne, 1952, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil
13.55 *La Porte du paradis* ■ ■ ■ A Michael Cimino (Etats-Unis, 1980, 150 min). Ciné Cinémas
14.05 Crossing Guard ■ ■ Sean Penn (Etats-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 2
14.20 La Marchande d'amour ■ ■ Mario Soldati (Italie, 1952, N., 105 min). Cinétoile
16.20 Le Saut de l'ange ■ ■ Y. Boisset (Fr., 1971, 95 min). Festival
16.25 Latcho drom ■ ■ Tony Gatlif (France, 1992, *100 min*). Ciné Cinémas
17.20 Bob Roberts ■ ■ Tim Robbins (Etats-Unis, 1992, 100 min). Cinéstar 1
20.30 Jumpin'Jack Flash ■ ■ Penny Marshall (Etats-Unis, 1986, 105 min). Ciné Cinémas
21.00 Lone Star ■ ■ J. Sayles (EU, 1995, 130 min). Canal +
21.30 Chantons sous la pluie ■ ■ ■ Stanley Donen et Gene Kelly (EU, 1952, v.o., 100 min). Cinétoile
23.00 Quelques jours avec moi ■ ■ Claude Sautet (France, 1987, 140 min). Cinéstar 1
23.40 Un jour à New York ■ ■ Stanley Donen et Gene Kelly (EU, 1949, v.o., 100 min). Cinétoile
2.05 Sid et Nancy ■ ■ Alex Cox (Grande-Bretagne, 1986, 110 min). Cinéstar 2

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Glenn Ford. Kim Novak. Paris Première
18.05 Le Bazar de Cinécinémas. Ciné Cinémas
19.00 De l'actualité à l'Histoire. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Les plus grands invités de la saison. Invités : Daniel Picouly ; Pierre Richard ; Patrick Rambaud ; Jean-Claude Dreyfus. Paris Première
19.05 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
20.00 Savoir plus santé. Varices, phlébites : les souffrances des jambes. TV 5
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Michel Leeb. Paris Première
20.45 ▶ Les Mercredis de l'Histoire. Un siècle de révolutions chinoises [3/6] : Les années Mao [1/2] – Attraper la lune et les étoiles, 1949-1960. Arte
20.55 Sagas. Monaco et les Grimaldi. TF 1
21.00 La Marche du siècle. Le mystère des baleines. France 3
21.00 Au nom de la loi. TV 5
21.00 Envoyé spécial, les années 90. Ethiopie, vallée des désastres. Côte-d'Ivoire carton jaune. Histoire
21.00 Paris modes. Hommage à Versace. Paris Première
21.25 Passe-moi les jumelles. Chasseurs aux pinceaux. TSR
21.45 Inédits. Il était une fois la presse d'opinion... RTBF 1
23.00 *Le Magazine de l'Histoire*. Invités : Marc-Olivier Baruch ; Jean-Noël Jeanneney ; Annette Wieviorka. Histoire
0.15 Un siècle d'écrivains. Henry Miller. France 3
0.40 Le Canal du savoir. Inventions philosophiques. Paris Première

### DOCUMENTAIRES

18.05 La Roumanie, ma mère et moi. Planète
18.30 Le Monde des animaux. Les Calmars de Toyama. La Cinquième
18.30 Repères : La Guitare espagnole. [3/8]. L'ère classique. Mezzo
18.30 Les Cités prestigieuses d'Italie. [1/12]. Florence. Odyssée
*18.35* ▶ *En croisière sur le Galaxy*. [3/12]. Scotty à la rescousse. Canal +
18.50 Les Sorcières de la savane. TMC
19.00 Le Tour du Pacifique. [19/20]. Arte
19.00 Le Parc national de Yellowstone. Odyssée
19.30 Ratnapura ou le mirage des pierres. Odyssée
19.35 Man No Run. Planète
20.00 Fous de Bassan. Arte
20.05 Couples légendaires du XXᵉ siècle. Marilyn Monroe et Jo Dimaggio. TSR
20.25 Les Sœurs Soong. [1/2]. Odyssée
20.30 Variations : L'Afrique Noire. Manu Dibango. Silences. Mezzo
20.35 Lorette, dernier bidonville. Planète
20.35 Titanic, le naufrage du siècle. TSR
20.55 Le Droit de rêver. Téva
21.20 Tokyo Luna Tour. Odyssée
21.25 La Saga du vélo. [1/5]. Planète
21.30 Variations : L'Afrique Noire. Tambour-major. Doudou N'Diaye Rose. Mezzo
21.30 Une fille de la terre. Téva
21.50 Terezinha. Planète
21.55 Musica. Yo-Yo Ma et les Kalahari Bushmen. Percussionnant Jean-Pierre Drouet ! Arte
22.10 Le Siècle des métropoles. TSR
22.15 Le Train du Raj. Odyssée
22.55 Chemins de fer. [6/19]. Planète
23.05 Christoph Meili, traître ou héros ? Odyssée
23.15 ▶ Profil. Joël-Peter Witkin. L'image indélébile. Arte
23.15 Destination. Téva
23.55 Lonely Planet. Moyen-Orient : Syrie, *Jordanie et Liban*. Planète
0.15 Portrait de Marilyn Monroe. Ciné Cinémas
0.40 Hello Dolly, premier clone. Planète
*1.00 L'homme qui a tué* John Lennon. Canal Jimmy

### SPORTS EN DIRECT

13.00 Pétanque. *Mondial*. France 3
15.00 Cyclisme. Tour de France. 4ᵉ étape : Plouay - Cholet (248 km). France 2, RTBF 1, TSR, Eurosport
19.15 Football. Match amical. *Göteborg - Borussia Dortmund*. Eurosport
21.30 Funboard. Coupe du monde indoor. Eurosport

### DANSE

18.25 The Boy Who Never Came Back. Ballet. Muzzik
21.00 La Chute d'Icare. Muzzik
22.15 The Boy Who Never Came Back. Ballet. Muzzik
22.30 Danse : Alvin Ailey. *Révélations. Cry. For Bird with Love. Memoria.* Mezzo

### MUSIQUE

21.55 Terence Trent d'Arby. Concert. Paris Première

### THÉÂTRE

17.55 La Poule aux œufs d'or. Pièce. Alexandre Vial. Festival

### TÉLÉFILMS

19.35 650 calories pour mourir. Marc Lobet. Festival
20.30 Mort à l'étage. Philippe Venault. Festival
20.35 Lucky Chances. Buzz Kulik [1/3]. TMC
20.50 Le Gourou occidental. Danièle J. Suissa. M 6
20.55 A nous deux la vie. Alain Nahum. France 2
22.30 Sauver ou périr. John Power. M 6
22.35 Le Prince des imposteurs. Jean-Pierre Prévost. France 2
22.45 Tempêtes. *Gilles Béhat*. TV 5
23.05 La Montagne de diamants. Jeannot Szwarc [2/3]. TF 1
0.00 Château de cartes. Paul Seed [1/4]. Histoire

### SÉRIES

20.13 Nestor Burma. Du rebecca rue des Rosiers. 13ème Rue
20.45 *Les Cinq Dernières Minutes*. Sang à l'heure. Série Club
21.00 Star Trek, la nouvelle génération. L'enseigne Ro. Canal Jimmy
22.05 Les Cinq Dernières Minutes. Le Quincailler amoureux. Festival
22.20 Les Anges de la ville. Le téléphone rose. Série Club
22.25 Friends. Celui qui participait à la fête bidon. Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. Des arguments de poids. Téva
22.50 Presque parfaite. Ami ou amant ? (v.o.). Canal Jimmy
23.20 Spin City. *The Lady or the Tiger* (v.o.). Canal Jimmy
23.45 Game On. Gagner sa croûte (v.o.). Canal Jimmy
23.45 Clair de lune. Rock Around Shakespeare. Téva
0.15 New York Police Blues. Andy passe sur le billard (v.o.). Canal Jimmy
0.50 Cracker III. O Enfance sans partage. Canal +

**SIGNIFICATION DES SYMBOLES :**
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ *Ne pas manquer.*
■ ■ ■ *Chef-d'œuvre ou classiques*

**LES CODES DU CSA :**
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

*Le Monde* publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## NOTRE CHOIX

● 0.10 Arte
**La Lucarne**

# L'élégie faite cinéma

ALEXANDRE SOKOUROV, à l'instar de ses compatriotes Tarkovski ou Guerman, est l'un des plus considérables cinéastes de cette seconde moitié du siècle. En dépit de la sortie en salles du sublime *Mère et Fils* (1997) en février 1998, on le sait hélas trop peu en France, où ont été distribués quelques rares films parmi la trentaine qu'il a réalisés depuis 1978. La rediffusion de deux de ses courts métrages va permettre de vérifier les propos tenus par Sokourov dans ces colonnes : *« Je ne suis pas un mystique. Je ne m'interroge pas sur l'au-delà ni sur le surnaturel, mais sur la place de l'homme dans l'univers » (Le Monde* du 5 février).

L'ambition et la simplicité du projet circonscrivent l'univers esthétique du cinéaste. La présence humaine, souvent saisie dans sa solitude et sa finitude existentielles, ne cesse d'interroger la nature qui l'environne, à travers une utilisation magistrale de la composition et de la durée des plans. Les films qui en résultent sont à la fois d'une beauté sidérante et d'une émotion viscérale, et font de l'œuvre de Sokourov la parfaite expression cinématographique de l'élégie (ce mot apparaît dans le titre de nombre de ses films), soit une forme poétique de la plainte douloureuse et de la mélancolie.

Plus d'un demi-siècle après la révolution bolchevique et *La Ligne générale* d'Eisenstein, *Maria* (1988) se mesure à sa manière, bouleversante, aux mythes et aux réalités du travail agricole en terre soviétique. Tournant à deux reprises et à neuf ans d'intervalle dans un petit village, Sokourov y inscrit surtout, tel un chiffre fatidique, le destin d'une nation sur le visage d'une paysanne russe. Plus étrange et plus radical, *Elégie soviétique* (1989), dépourvu de toute parole, s'ouvre sur un plan de cimetière, poursuit et s'achève sur un Boris Eltsine pensif et somnolent, en passant par un interminable plan-crible, sous forme de galerie de portraits, des principaux responsables politiques de l'Union soviétique. Le cinéma de Sokourov se passe généralement de commentaires.

*Jacques Mandelbaum*

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

#### TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Les Vacances de l'amour.
15.45 Cinq sur 5 !
16.40 Extrême limite.
*17.10 Beverly Hills.*
18.05 Contre vents et marées.
19.05 Melrose Place.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Sagas. Monaco et les Grimaldi.
23.05 La Montagne de diamants. Téléfilm. Jeannot Szwarc [2/3].
1.00 TF 1 nuit, Météo.

#### FRANCE 2

13.50 et 18.45 Un livre, des livres.
13.55 En attendant le Tour.
15.00 Cyclisme.
17.20 Vélo club.
18.50 Jeux de comédie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
20.55 A nous deux la vie. Téléfilm. Alain Nahum.
22.35 Le Prince des imposteurs. Téléfilm. Jean-Pierre Prévost.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Tatort. Les Granges brûlées.

#### FRANCE 3

13.30 Le Droit Chemin. Téléfilm. Alf Kjellin.
15.10 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.00 Simon et Simon.
16.50 Brigade des mers.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 23.45 Météo.
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.40 Le Journal du Tour.
20.50 Consomag.
21.00 La Marche du siècle. *Le mystère des baleines.*
22.50 Portes en délire.
23.50 Soir 3.
0.15 Un siècle d'écrivains. Henry Miller.
1.05 Blanche. [9/11].

#### CANAL +

13.30 Epreuves d'amour en Alaska. Téléfilm. Michael Anderson.
15.00 La Falaise aux chamois.
15.25 Traqué pour la justice. Téléfilm. Dick Lowry.
16.50 C+ Cléo.
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.35 ▶ *En croisière sur le Galaxy*. [3/12].
19.05 Best of Nulle part ailleurs.
19.50 et 23.10 Flash infos.
20.00 Zapping.
*20.05 Les Simpson.*
20.30 Le Journal des sorties.
21.00 Lone Star ■ ■ Film. John Sayles.
23.15 Surprises.
23.20 Romaine ■ Film. Agnès Obadia.
0.40 La vie comme elle est...
0.50 Cracker III : Enfance sans partage. Téléfilm. O Charles McDougall.

#### LA CINQUIÈME/ARTE

13.55 Les Lumières du music-hall.
14.25 La Cinquième rencontre... *Les Amériques. 14.30 La Vie secrète* de Jackie Kennedy. 15.20 Entretien avec Nicole Salinger.
15.55 L'Inde et ses secrets. L'Arbre de l'Eveil.
16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
16.55 Alf.
17.20 Les Zèbres.
17.35 100 % question.
18.00 Va savoir.
*18.30 Le Monde des animaux.*
19.00 Le Tour du Pacifique. [19/20].
19.30 7 1/2. Les anges gardiens des montagnes. L'été des festivals : Dubrovnik.
*20.00 Fous de Bassan.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Un siècle de révolutions chinoises [3/6] : Les années Mao [1/2].
*21.45 Les Cent Photos du siècle.* *Malheur à Kertch*, photo de Dmitri Baltermants, 1942.
21.55 Musica. Yo-Yo Ma et les Kalahari Bushmen. Percussionnant Jean-Pierre Drouet !
23.15 ▶ Profil : Joël-Peter Witkin. L'image indélébile.
0.10 La Lucarne. Maria. Elégie soviétique.

#### M 6

13.30 Aventures Caraïbes. Téléfilm. Paolo Barzman [3 et 4/4].
16.55 Chapeau melon et bottes de cuir.
18.00 Mission casse-cou.
18.50 Open Miles.
19.00 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages info, E = M6 junior.
20.50 Le Gourou occidental. Téléfilm. Danièle J. Suissa.
22.30 Sauver ou périr. Téléfilm. J. Power.

### RADIO

#### FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. La série [3/5].
20.30 Agora. Olivier Frébourg (*Souviens-toi de Lisbonne*).
21.00 Philambule. L'actualité philosophique.
22.10 Fiction. Avignon 98. Brecht aurait cent ans. Brecht et nous [1/5].
23.00 Nuits magnétiques. L'invention de la communication.
0.05 Du jour au lendemain. Henri Raczymow (*Pauvre Bouilhet*).
0.48 Les Cinglés du music-hall.

#### FRANCE-MUSIQUE

19.00 Jazz été. L'art du trio.
19.37 L'Italienne à Alger, de Rossini. Concert par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Bruno Campanella, David Levi, chef de chœur, Simone Alaimo (Mustafa), Jeannette Fischer (Elvira).
23.00 Soleil de nuit. Concert. Rencontres Jazz 1998 de la CRPLF.

#### RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. *Elias*, oratorio d'après *l'Ancient Testament op. 70*, de Mendelssohn, par le Chœur du Festival d'Edimbourg et The Orchestra of the Age of Enlightenment, dir. Daniel, Terfel (Elias), Fleming (La Veuve).
23.05 Les Soirées... (suite). Œuvres de von Weber.

Le Monde
MERCREDI 15 JUILLET 1998



# Aimé Jacquet est nommé chevalier de la Légion d'honneur

## Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, est élevé à la dignité de grand-croix

**LES NOMINATIONS**, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur du 14 juillet sont parues au *Journal officiel* daté lundi 13-mardi 14 juillet.

● Est élevé à la dignité de *grand-croix :*

Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social.

● Sont élevés à la dignité de *grand officier :*

Ignace Dautray, membre de l'Institut, ancien haut-commissaire à l'énergie atomique ; Jacqueline de Romilly, universitaire, membre de l'Académie française ; Pierre Fabre, président-directeur général de laboratoires pharmaceutiques ; Pierre Schwed, président d'honneur de l'Union des associations eurodéfense.

● Sont promus *commandeurs :*

Guy Forzy, membre d'associations d'anciens combattants ; Pierre de Schonen, ancien ministre plénipotentiaire ; Henri Bulawko, président pour l'Europe de la Fédération mondiale des combattants, résistants et déportés juifs ; Henri Theillou, vice-président du conseil d'administration d'un centre hospitalier ; Raoul Béteille, ancien député, conseiller honoraire à la Cour de cassation ; Victor Jouhaud, président de chambre honoraire à la Cour de cassation ; Jean Hagenmuller, professeur émérite des universités ; Michel Guyot, directeur honoraire de la police nationale ; Amin Abdel Nour, délégué général d'un groupe industriel ; Saïd Coubèche, président de la chambre internationale de commerce et d'industrie de Djibouti ; Michel David-Weil, associé-gérant de banque ; Georges Meyer, président d'un groupe de distribution ; Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général de Schneider ; Blanche Feron, née Serpereau, déportée-résistante ; Gaston Mariotte, déporté-résistant ; Denis Huisman, philosophe, écrivain, producteur audiovisuel ; Raymond Mérillon, président de l'Académie d'agriculture de France ; Hubert Blanc, conseiller d'Etat, ancien préfet ; Jacques Fournier, conseiller d'Etat, ancien secrétaire général du gouvernement ; Monique Berlioux, épouse Groussard, présidente de la Fédération des internationaux du sport française ; Jean-Louis Calvino, président d'honneur d'une fédération sportive.

● Parmi les personnalités promues *officiers*, on relève les noms de Yves Jaigu, responsable audiovisuel ; Théodore Klein, président d'honneur du Conseil représentatif des institutions juives de France ; Yves Sabouret, directeur général des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) ; Serge Tchuruk, président-directeur général d'Alcatel ; Bernard Attali, conseiller maître à la Cour des comptes, président d'une compagnie bancaire ; Didier Pfeiffer, président du GAN ; Jean Tordjmann, ambassadeur itinérant, délégué aux investissements internationaux en France ; Pierre-Yves Cossé, ancien commissaire au Plan ; Jean-François Dehecq, président-directeur général du groupe Sanofi ; Louis Schweitzer, président de Renault ; Jacques Charpentier, compositeur ; François-Xavier Lalanne, sculpteur ; Jean-Pierre Miquel, administrateur général de la Comédie-Française ; Michel Platini, coprésident du comité français d'organisation de la Coupe du monde de football.

● Enfin, dans les nominations comme *chevaliers* figurent notamment Maryse Arditi, présidente de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques ; Catherine Clément, écrivain ; Claude Jade, comédienne ; Gérard Desarthe, comédien ; Yvonne Rebeyrol, ancienne journaliste au *Monde*, écrivain ; Jacques Carat, ancien sénateur du Val-de-Marne, maire de Cachan ; Léandre Letoquart, ancien sénateur, ancien député, ancien conseiller général du Pas-de-Calais ; Eric Raoult, ancien ministre, ancien député de la Seine-Saint-Denis ; Louis Rosette, ancien sénateur du Val-de-Marne ; Marie Schott, préfet de Seine-et-Marne ; André Viau, préfet de l'Yonne ; Bernard Vergnes, président de Microsoft Europe ; Françoise Chandernagor, écrivain ; Alexis Gruss, directeur artistique d'un cirque ; Jacques Martin, producteur-animateur de télévision ; Claude Mazauric, écrivain, historien de la Révolution française ; Paulette Decraene, inspectrice générale de l'administration des affaires culturelles ; François Weyergans, romancier ; Edwige Avice, ancienne ministre ; Robert Chapuis, ancien ministre ; Michel Denisot, directeur délégué de Canal Plus ; Aimé Jacquet, sélectionneur-entraîneur de l'équipe de France de football.

**★ Nous publierons dans nos éditions du mercredi 15 juillet (datées 16) la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur.**

# *La boule de pétanque française enfin protégée*

**A L'INITIATIVE** de la direction de la concurrence et de la consommation et des entreprises du secteur, les règles qui président à la fabrication de la boule de pétanque française, irremplaçable accessoire estival, sont désormais claires, nettes et précises. Se désolant de voir sa prééminence menacée par des produits importés essentiellement de Chine, le Groupement des fabricants vient d'adopter avec l'Association française de normalisation (Afnor) une très officielle norme définissant *« les caractéristiques minimales de qualité des boules de pétanque de loisirs ».*

Aujourd'hui, pour mériter l'appellation « boule de pétanque », il ne suffit plus d'être une bille dont le diamètre est compris entre 70,5 et 80 millimètres et le poids entre 600 et 800 grammes. Il convient aussi que la sphère soit rigoureusement creuse et exclusivement composée d'acier. Il faut, enfin, que sa coque soit parfaitement soudée et exempte d'aspérités qui pourraient nuire à son aplomb ou même blesser la main du bouliste. Cette définition vise à écarter les produits *« déloyaux »*, ne portant généralement pas de marque de fabricant. *« La plupart de ces boules sont réalisées avec des parois d'acier dont l'épaisseur ne dépasse pas quelques millimètres*, s'indigne André Dupuy, directeur général des boules OBUT et président du Groupement professionnel. *Pour atteindre le poids réglementaire d'au moins 600 grammes, elles sont lestées avec de la terre, du sable, de l'argile voire des morceaux d'acier soudés. »*

**PRÈS DE 200 MILLIONS DE FRANCS PAR AN**

Moins chères que leur concurrentes autochtones, ces boules « déloyales » résistent mal à la corrosion, et il arrive qu'elles éclatent littéralement après quelques carreaux un peu appuyés. Presque aussi grave, elles sont parfois capricieuses, car mal équilibrées. Pour le Groupement, l'affaire était d'importance. Il était crucial de ne pas laisser échapper leur marché intérieur, qui représente à lui seul 85 % du marché mondial de la pétanque, évalué à un peu moins de 200 millions de francs par an.

Son intégrité protégée et sa spécificité désormais gravée dans le marbre, la « boule de loisir » va se rapprocher de la qualité de la « boule de compétition ». Réservée aux « pros » des concours et compétitions officielles, cette prestigieuse sphère réalisée en acier trempé n'a point besoin d'être protégée par une norme. Ses caractéristiques sont régies par la Fédération française de pétanque et jeu provencal qui, avec ses quelque cinq cent mille licenciés, est l'une des plus puissantes instances sportives du pays.

Les vacanciers attachés aux bonnes vieilles traditions estivales seront également rassurés d'apprendre que l'Afnor ne s'intéresse pas seulement à la pétanque : elle a défini des normes très strictes relatives à la badiane (composant essentiel de l'anisette) ainsi qu'aux chaises transatlantiques.

***Jean-Michel Normand***

# La Bourse de Tokyo espère des réductions d'impôts

**MARDI 14 JUILLET**, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a grimpé de 0,79 %, à 16 488,91 points après les déclarations de Hiroshi Kato qui préside le comité chargé de la réforme fiscale. Ce dernier estime que le pays a besoin d'une réduction de 4 000 milliards de yens de l'impôt sur le revenu et de 2 000 milliards de yens de l'impôt sur les bénéfices. Malgré l'instabilité politique au Japon, le yen a regagné du terrain face au dollar, à 141,43 yens.

En Europe, la Bourse de Franfort a été soulagée par l'accord entre le FMI et la Russie *(lire page 2 et page 8)*. A l'ouverture de la séance, l'indice Dax a progressé de 0,24 %, à 6 037,17 points, établissant un nouveau record. La veille, lundi 13 juillet, la Bourse de Londres avait terminé la journée avec une légère avance (+ 0,48 %, à 5 958,20 points) tandis que celle de New York avait cédé 0,10 %, à 9 096,21 points. La publication de bons résultats semestriels a été occultée par une nouvelle tension sur les taux d'intérêt à 30 ans, remontés à 5,67 %.

# La plainte déposée contre M. Jospin pour « emploi fictif » classée sans suite

**LA PLAINTE** déposée contre Lionel Jospin pour *« recel de détournement de fonds publics »*, par l'Union des contribuables de France (UCF), le 16 juin, vient d'être classée sans suite, indique le quotidien *Le Figaro* du 14 juillet. L'UCF reproche à M. Jospin, rattaché au ministère des affaires étrangères d'avril 1993 à juin 1997, d'avoir perçu des *« primes non fondées »*, n'ayant fourni aucun travail dans ce ministère durant cette période. Sylvain Garant, avocat de l'association et membre du RPR, a invoqué un *« emploi fictif »*. Interpellé à l'Assemblée nationale par deux députés gaullistes, les 19 et 20 mai, le chef du gouvernement avait donné sa version des faits : en avril 1993, celui qui venait de perdre les élections législatives avait sollicité, en vain, un poste auprès d'Alain Juppé, alors ministre des affaires étrangères (*Le Monde* du 21 mai).

Me Garant s'est dit *« stupéfait et choqué »* que le procureur *« n'ait même pas pris la peine de faire vérifier les faits grâce une enquête préliminaire ».*

**DÉPÊCHE**

**■ BANDITISME : deux hommes soupçonnés d'une dizaine d'attaques** à main armée commises dans des banques à Paris et dans sa proche banlieue, qui auraient rapporté plus de 400 000 francs en six mois, ont été interpellés puis écroués au cours du week-end. Portant des postiches et circulant à moto, ces délinquants âgés de dix-neuf et vingt ans ont été appréhendés à leurs domiciles situés dans des cités HLM de la Seine-Saint-Denis.

*Tirage du Monde daté mardi 14 juillet 1998 : 514 691 exemplaires* 1 -



# Les forces d'action extérieure à l'honneur pour le défilé du 14 juillet

**SURVOLÉ** par près de soixante-dix avions, dont quatre Tornado britanniques, et par une trentaine d'hélicoptères, le défilé militaire du 14 juillet à Paris a rassemblé quelque quatre mille hommes et femmes des troupes à pied, deux cent soixante-dix chevaux de la Garde républicaine, quatre-vingts motocyclistes de la gendarmerie et quelque mille cinq cents hommes et femmes à bord de trois cents véhicules des troupes motorisées.

A ce défilé qui était présenté à Jacques Chirac par le nouveau chef d'état-major des armées, le général Jean-Pierre Kelche, ont participé quelques officiers étrangers en stage dans plusieurs écoles militaires en France, notamment un jeune capitaine de la Guardia Civil espagnole, et plus de trois cent soixante-dix policiers français en instruction.

Les organisateurs du défilé l'avaient placé sous le thème : « Une force de projection interarmées ». C'est pourquoi la formation la plus représentée sur les Champs-Elysées aura été, cette année, la 9e division d'infanterie de marine (DIMa) commandée par le général Bernard Thorette *(lire page 18)*. Composée de sept régiments et forte de quelque sept mille sept cents hommes et femmes, cette grande unité est implantée dans l'ouest de la France.

Ces trente dernières années, la 9e DIMa a été engagée sur la plupart des théâtres extérieurs, principalement en Afrique (au Tchad, en Somalie, en Centrafrique et au Rwanda) et au Moyen-Orient (au Liban et en Irak, notamment lors des opérations de la guerre du Golfe en 1991).

Plus récemment encore, la 9e DIMa a participé aux missions de l'ONU, puis de l'OTAN en Bosnie, et, en 1997, en Albanie, où elle a constitué l'ossature du bataillon français de la force multinationale.

A l'été 1999, la 9e DIMa sera transformée en brigade interarmes, conformément au plan de restructurations des forces qui a été annoncé début juillet par le chef d'état-major de l'armée de terre (*Le Monde* des 23 juin et 2 juillet). A Nantes, où se trouve le PC de la division, sera alors basé l'un des quatre états-majors de forces créés par cette réforme.

***J. I.***



# Accident des Champs-Elysées : la conductrice a été admise à l'Infirmerie psychiatrique

**LA CONDUCTRICE** de la voiture qui a blessé quelque cent cinquante supporteurs de football sur les Champs-Elysées, le matin du lundi 13 juillet vers 3 heures, a été admise à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police de Paris. Prise de panique alors que son véhicule était bloqué au milieu de la foule fêtant la victoire de l'équipe de France, cette femme âgée de quarante-quatre ans et précédemment traitée pour des troubles psychiatriques avait brusquement accéléré et percuté les supporteurs (*Le Monde* du 14 juillet).

Onze d'entre eux ont été sérieusement blessés, sans que leur vie soit en danger, a indiqué l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, lors de cet accident, qui constitue l'incident le plus grave enregistré dans la capitale à l'occasion de la Coupe du monde de football. Quatre-vingts personnes avaient été conduites par le SAMU et les sapeurs-pompiers dans divers hôpitaux parisiens, tandis que soixante-dix blessés légers s'étaient présentés eux-mêmes dans des établissements hospitaliers.

Interrogée par les enquêteurs de la première division de la police judiciaire parisienne, cette institutrice domiciliée dans les Yvelines a immédiatement reconnu qu'elle conduisait le véhicule impliqué dans l'accident. Elle a déclaré avoir précédemment dîné avec une amie dans un restaurant des Champs-Elysées, le Fouquet's, où elle s'était rendue sur les conseils de son médium, dans l'espoir d'y rencontrer le chanteur Patrick Bruel.

A la sortie du restaurant, elle a récupéré sa voiture, une Volkswagen Golf, sur l'avenue George-V et s'est engagée sur l'avenue des Champs-Elysées. Immobilisée au milieu des supporteurs en liesse, elle a eu *« très peur »* et a accéléré. *« J'avais beau klaxonner, les gens se jetaient sur mon pare-brise »*, a-t-elle ajouté, en affirmant qu'elle se trouvait seule à l'intérieur du véhicule. Quand la Golf s'est finalement arrêtée, au niveau de la rue Marboeuf, elle a réussi à prendre la fuite. Divers documents, retrouvés dans la voiture par les policiers, ont rapidement permis de l'identifier.

A l'issue d'une nuit d'errance dans les rues de Paris, la conductrice a finalement appelé son fils, qui l'a accompagnée lundi matin au commissariat de la commune des Yvelines où elle est domiciliée. Son taux d'alcoolémie s'est révélé négatif. Après son audition en garde à vue, elle a été examinée au service des urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu. Son état de santé a été jugé incompatible avec son maintien en garde à vue. Elle a été conduite lundi après-midi à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police, où elle se trouvait toujours en observation, mardi 14 juillet matin, dans l'attente d'un placement en milieu hospitalier et d'éventuelles poursuites pénales.

***Erich Inciyan***